

Sec.

~~AD~~

Revue du MARCHÉ COMMUN

84

*LA REVUE "TRANSPORTS" CONSACRE
SON NUMÉRO DE SEPTEMBRE-OCTOBRE AU THÈME SUIVANT*

AUTOROUTES ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE

**Colloque sur l'Économie des Transports
(FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES DE LYON)**

organisé en coopération avec

**LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON
LA DIRECTION DES ROUTES AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS**

**LES CRITÈRES DE CHOIX DES INVESTISSEMENTS ROUTIERS :
IMPLICATIONS POUR LA PROGRAMMATION DES AUTOROUTES.**

par M. C. BOZON, Ingénieur des Ponts et Chaussées à la Direction des Routes.

**LES AUTOROUTES FRANÇAISES : PROGRAMME A MOYEN ET LONG TERME,
FINANCEMENT ET ORGANISATION ADMINISTRATIVE.**

par M. J. THÉDIÉ, Ingénieur des Ponts et Chaussées à la Direction des Routes.

**AUTOROUTES ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : APPLICATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE LA MÉTROPOLE RÉGIONALE DE LYON.**

par M. R. WALDMANN, Ingénieur des Ponts et Chaussées à la Direction des Ponts et Chaussées du Rhône.

**PROGRAMME AUTOROUTIER, COUT DES TRAVAUX ET CAPACITÉ
DES ENTREPRISES ROUTIÈRES.**

par M. H. COURBOT, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics.

**LE FINANCEMENT DES AUTOROUTES A PÉAGES :
MONTAGE INSTITUTIONNEL ET RÉACTIONS DES USAGERS.**

par M. J. P. HIRSCH, Directeur général adjoint de la Société Centrale d'Équipement du Territoire.

ANNEXE : LE PÉAGE SUR LES AUTOROUTES ET LA THÉORIE ÉCONOMIQUE

par M. H. LÉVY-LAMBERT, Ingénieur au Corps des Mines, Professeur d'Économie appliquée au C.E.P.E. et à l'E.N.S.A.E.

**Ce colloque a été préparé par M. S. WICKHAM, Agrégé
des Facultés de Droit,
Chargé des enseignements de l'Économie des Transports
à la Faculté de Lyon**

Le N° : 10 F.



Illustration de Bruno Caruso, Italie.

D'où vient l'énergie utilisée par...



Mises au point grâce aux techniques les plus modernes, voici les nouvelles installations de Fos-sur-Mer qui portent à 21 le nombre des raffineries Esso en Europe.

... ceux qui sillonnent le ciel de l'Europe ? Du pétrole. Et cela, depuis la naissance de l'aviation. De nos jours, des millions de tonnes de produits pétroliers sont utilisées chaque année pour assurer le trafic aérien. Esso en fournit la bonne part. Chaque année, des millions de passagers empruntent la voie des airs. En Europe, Esso est présent sur 86 aéroports, ne ravitaillant pas moins de 500 avions par jour. Grâce à ses ressources mondiales en pétrole brut et aux résultats de ses recherches - dont bénéficient 16 filiales européennes - Esso met au point les carburants et lubrifiants de l'ère supersonique.

Esso en Europe pour l'Europe

AUTOROUTES EN EUROPE

La revue TRANSPORTS publie actuellement dans ses numéros réguliers une série d'articles sur les réseaux routiers et autoroutiers des grands pays européens, les conceptions et les réalisations propres à chacun d'eux.

Chaque étude est rédigée par les soins de la Direction des Routes au Ministère des Transports du pays intéressé.

ARTICLES PARUS

ALLEMAGNE DE L'OUEST : Les autoroutes fédérales. — Dr W. TISCHER, Conseiller au Ministère Fédéral des Transports à Bonn (N° 101, mai 1965).

BELGIQUE : Le réseau belge d'autoroutes. — A. SACCASYN, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées (Bruxelles) (N° 102, juin 1965).

FRANCE : Les problèmes du réseau routier et autoroutier national français. — R. COQUAND, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées, Directeur des Routes et de la Circulation Routière au Ministère des Travaux Publics et des Transports (N° 100, avril 1965).

GRANDE-BRETAGNE : Les autoroutes en Grande-Bretagne. — W. DOWNIE, Ingénieur en Chef adjoint au Ministère des Transports (Londres) (N° 103, juillet-août 1965).

ARTICLES A PARAÎTRE

ITALIE : Les autoroutes italiennes. — A. del SONNO, Inspecteur Général de l'A.N.A.S.

PAYS-BAS : Les autoroutes aux Pays-Bas. — A. E. J. NAP, Ingénieur en Chef, Directeur du Rijkswaterstaat (La Haye).

SUISSE : Le réseau autoroutier suisse. — R. RUCKLI, Directeur du Service fédéral des Routes et des Dignes (Berne).

Le réseau européen des autoroutes. — S. WICKHAM, Professeur agrégé des Facultés de Droit, chargé des enseignements de l'économie des transports à la Faculté de Droit de Lyon.

Et des sujets d'ordre général :

L'esthétique des autoroutes (Dr LORENZ).

Routes et urbanisme (G. DREYFUS, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées — Lille).

etc...

Cette série d'articles complète heureusement l'ensemble d'études présenté dans le numéro spécial

" AUTOROUTES ET PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE "

PRIX DU NUMÉRO COURANT : 6 F.

Le prix de l'abonnement est de 60,00 F pour la France ; 65,00 F pour l'Etranger.

SPECIMEN ET TABLES SUR DEMANDE

ÉDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES — 3, Rue Soufflot — PARIS (5^e)
C. C. P. PARIS 10737-10



LES TEXTILES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES



Facteurs d'élévation du niveau de vie,

parce qu'ils ont élargi le champ des applications textiles, simplifié la vie de tous les jours, et placé l'élégance à la portée de tous.



Facteurs de stabilisation des prix,

parce que textiles industriels, ils échappent aux fluctuations de cours des produits agricoles



Facteurs d'équilibre de la balance des comptes,

à laquelle, en 1964, ils ont apporté 2.210 millions de francs

LES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

**simplifient l'étude des
problèmes économiques mondiaux**

L'OBSERVATEUR DE L'O.C.D.E.

48 pages illustrées — Au numéro F 2.—
Abonnement 1 an — 6 numéros F 10.—

s'adresse à tous ceux :

- qui s'intéressent et participent à l'évolution et au progrès social
- qui n'ont pas le temps de faire des recherches dans le flot immense de renseignements que contiennent les longs rapports traitant des affaires économiques et sociales
- qui veulent pouvoir suivre l'essentiel des éléments extrêmement utiles découlant des délibérations et des études d'une Organisation où vingt et une nations ont décidé de concentrer leurs efforts afin de faciliter la croissance économique et le développement des pays moins développés.

LES ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'O.C.D.E.

La série complète 1964/65 des pays membres de l'O.C.D.E. (21 fascicules) : F 42.—. - Chaque fascicule : F 3.—.

Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République socialiste fédérale de Yougoslavie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie, Union économique belgo-luxembourgeoise.

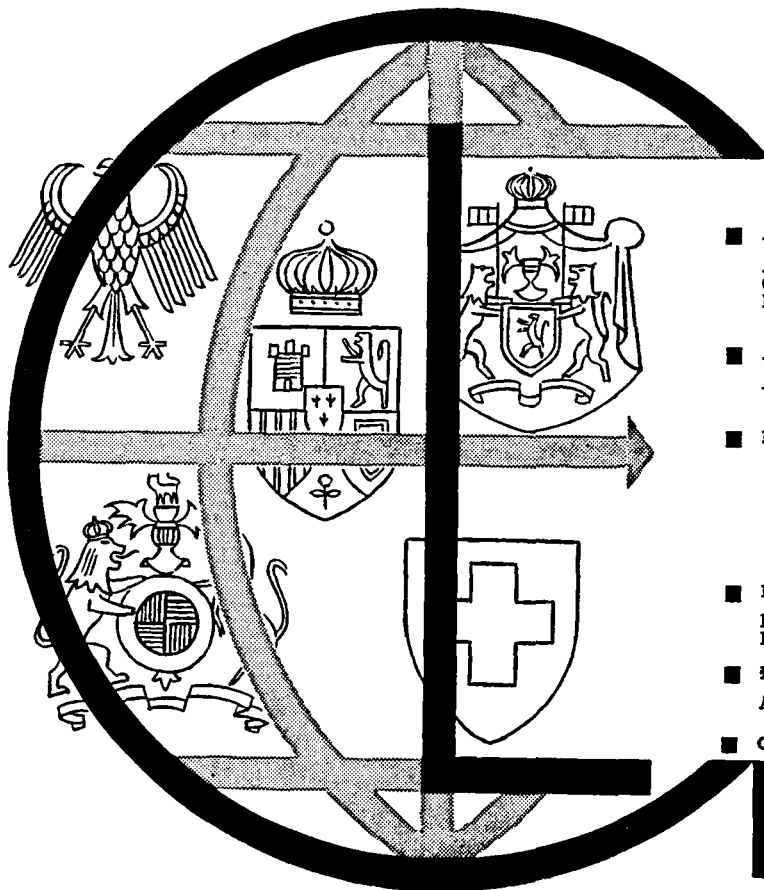
Le but de ces études annuelles n'est pas seulement de décrire et d'expliquer la situation économique de chacun des pays Membres, mais aussi d'apporter un jugement sur la politique des gouvernements en matière économique. Discutées à fond avec les représentants les plus qualifiés du pays examiné, les études qui en résultent expriment l'opinion commune des gouvernements des pays Membres.



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

Service de Ventes des Publications : 3, rue André-Pascal, PARIS-16^e

Catalogue général des Publications de l'O.C.D.E. adressé sur simple demande



UN RÉSEAU MONDIAL au service du commerce extérieur

1.700 AGENCES

■ AGENCES ET BANQUES ASSOCIÉES EN AFRIQUE

ALGERIE - MAROC - TUNISIE - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE -
CONGO - COTE D'IVOIRE - DAHOMEY - GABON - SENEGAL -
MALI - TCHAD - NIGER - NIGERIA - CAMEROUN - TOGO -
REPUBLIQUE DU SOUDAN

■ AGENCES A L'ETRANGER

ALLEMAGNE (SARRE) - ANGLETERRE - BELGIQUE - ESPAGNE -
LUXEMBOURG - PRINCIPAUTÉ DE MONACO - SUISSE

■ BANQUES ASSOCIÉES

BRESIL : Banco Frances e Brasileiro
PEROU : Banco de Lima
VENEZUELA : Banco Provincial de Venezuela
IRAN : Banque Etebarate Iran
LIBAN : Banque G. TRAD (Crédit Lyonnais)
GRECE : Banque Nationale d'Investissements

■ FILIALES

PORTUGAL : Crédit franco-portugais
ILE DE LA REUNION : Banque de la Réunion

■ REPRESENTATIONS

ALLEMAGNE - ARGENTINE - ETATS-UNIS - ITALIE

■ CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

CRÉDIT LYONNAIS

LA PLUS GRANDE BANQUE FRANÇAISE DE DÉPÔTS

Revue du
MARCHÉ
COMMUN

3, RUE SOUFFLOT, PARIS-V* — Tél. : ODEon 23-42

Library Copy

SOMMAIRE

EDITORIAL	421
-----------------	-----

L'ECONOMIQUE ET LE SOCIAL DANS LE MARCHÉ COMMUN

Le deuxième Fonds européen de développement , par Henri ROCHEREAU, Membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne, Président du Groupe du Développement de l'Outre-Mer	424
L'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires et les droits d'accise dans le Marché Commun , par Jean MESPOULHES, Sous-Directeur au Ministère des Finances	432
La Banque Européenne d'Investissement. Evolution et continuité , par Michel ALBERT	441
La politique commune des Transports va-t-elle entrer dans les faits ?	451
Jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes , par le Professeur René-Jean DUPUY, Directeur du Centre d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice, Joël RIDEAU et Maurice TORRELLI, Assistants à la Faculté et Chercheurs du Centre d'Etudes des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice ..	455
Les règles de la concurrence au sein de la C.E.E. (Analyse et commentaires des articles 85 à 94 du Traité) , par Arved DERINGER, Avocat à Bonn, avec la collaboration de André ARMENGAUD, Ingénieur-Conseil en Propriété industrielle, Paris ; Léon DABIN, Professeur à l'Université de Liège ; Docteur Dieter ECKERT, Conseiller supérieur au Ministère de l'Economie Fédérale à Bonn ; Charley del MARMOL, Professeur à l'Université de Liège ; Eugenio MINOLLI, Avocat, Professeur à l'Université de Modène ; Henri MONNERAY, Docteur en Droit, Avocat à la Cour de Paris ; Renzo MORERA, Avocat à Rome ; Docteur Claus TESSIN, Avocat à Bonn ; Docteur H. W. WERTHEIMER, Conseiller juridique et économique à Eindhoven ; Docteur Heinrich WEYER, Fonctionnaire au Bureau des Cartels de l'Allemagne Fédérale, Berlin (suite)	460

ACTUALITES ET DOCUMENTS

La vie du Marché Commun et des autres institutions européennes	463
Session d'études sur les organisations européennes	465
Au Journal Officiel des Communautés Européennes	466
Bibliographie	468

*Les études publiées dans la Revue n'engagent
 que les auteurs, non les organismes, les services
 ou les entreprises auxquels ils appartiennent.*

O 1965 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Voir en quatrième page les conditions d'abonnement ➤

Zusammenfassung der wichtigsten in der vorliegenden Nummer behandelten Fragen

Tagesprobleme Seite 421

WIRTSCHAFTS- UND SOZIALFRAGEN IM GEMEINSAMEN MARKT :

Der zweite europäische Entwicklungsfonds,
von Henri ROCHEREAU, Mitglied der E.W.G.-
Kommission, Präsident der Überseegruppe
..... Seite 424

Die sechs Mitgliedsstaaten der E.W.G. haben ihre innen- und äusseren Beziehungen auf eine neue Grundlage gestellt. Dabei hatten sie auch ihr Verhältnis zu den Überseeterritorien, die vor dem Romvertrag mit manchen Mitgliedsstaaten in Sonderbeziehungen gestanden hatten, in einem neuartigen Rahmen zu gestalten.

**Die Harmonisierung der Umsatzsteuer und
verwandter Gebühren im Gemeinsamen Markt,**
von Jean MESPOULHES, Regierungsrat im
französischen Finanzministerium .. Seite 432

Nach dem Romvertrag hat die Kommission zu untersuchen, auf welche Weise die Gesetzgebung der Mitgliedsstaaten betr. Umsatzsteuer, verwandter Gebühren und anderer indirekter Steuern im Interesse des Gemeinsamen Markts harmonisiert werden können. Die Ausgleichsabgaben beim Binnenhandel sind dabei ebenfalls zu berücksichtigen.

**Die Europäische Investitionsbank, ihre
Entwicklung und Kontinuität,** von Michel
ALBERT Seite 441

Am 30. November 1961 belief sich der Betrag der von der Investitionsbank getätigten Darlehen auf 153,8 Millionen Dollar, während er Ende 1964 auf 465,1 Millionen Dollar angestiegen war. In drei Jahren haben sich die Bankdarlehen also verdreifacht. Ausserdem hat die Bank begonnen, in den assoziierten Ländern zu operieren, obwohl sie ursprünglich nur zu Darlehen an die Mitgliedsstaaten befugt war.

**Wird die gemeinsame Verkehrspolitik zur
Wirklichkeit ?** Seite 451

Im Sommer 1965 hat die sog. Trilogie der Verkehrspolitik — Liberalisierung des Markts, Organisation des Markts, Harmonisierung des Konkurrenzbedingungen —

ihren politischen Durchbruch vollzogen. Grundlegende Entscheidungen wurden vom Ministerrat verabschiedet, die manchmal erheblich von den Vorschlägen der Kommission abwichen. Es gilt jetzt, diese Beschlüsse in Verordnungen, Richtlinien und Entscheidungen zur Anwendung zu bringen.

**Jurisprudenz des Gerichtshofs der Gemein-
schaften,** von René-Jean DUPUY, Professor an
der Faculté de Droit et des Sciences économiques
von Nizza, Maurice TORRELLI und Joel RI-
DEAU, Assistenten an der Faculté de Droit et
des Sciences économiques von Nizza Seite 455

**Die Wettbewerbsregeln in der E.W.G. (Unter-
suchung der Artikel 85 bis 94 des Vertrags
mit entsprechenden Erläuterungen),** von Arved
DERINGER, Rechtsanwalt in Bonn, unter Mitar-
beit von André ARMENGAUD, Rechtsberater für
industrielles Eigentum in Paris; Léon DABIN,
Professor an der Universität Lüttich; Dr. Dieter
ECKERT, Regierungsdirektor in Bonn; Charley
DEL MARMOL, Professor an der Universität
Lüttich; Eugenio MINOLI, Rechtsanwalt, Prof.
an der Universität Modena; Dr. jur. Henri
MONNERAY, Rechtsanwalt in Paris; Renzo
MORENA, Rechtsanwalt in Rom; Dr. Claus
TESSIN, Rechtsanwalt in Bonn; Dr. H. W. WERT-
HEIMER, Rechts- und Wirtschaftsberater in
Eindhoven; Dr. Heinrich WEYER, Regierungs-
rat in Berlin (Fortsetzung)..... Seite 460

AKTUELLE FRAGEN UND DOKUMENTE :

**Das Leben des Gemeinsamen Markts und der
anderen Europäischen Einrichtungen** Seite 463

Im Amtsblatt der Europ-Gemeinschaften
..... Seite 466

**Studententag über Europäische Organisa-
tionen** Seite 465

Bibliographie Seite 468

*Für die in dieser Zeitschrift veröffentlichten Studien
sind nur deren Verfasser, nicht jedoch die Organismen
Dienste oder Unternehmungen, denen sie angehören
verantwortlich.*

Summary of the main questions dealt with in the present number

Problems of the day page 421

ECONOMIC AND SOCIAL QUESTIONS IN THE COMMON MARKET :

The second European Development Fund, by Henri ROCHEREAU, Member of the European Economic Community Commission, President of the Overseas Group page 424

The six member States of the European Economic Community seeking to find a new basis for their internal and external relations, found it necessary to build an original framework into which to fit countries or territories which can be brought into harmony in the interests of the signing of the Rome Treaty.

The harmonisation of turn over taxation and excise dues in the Common Market, by Jean MESPOULHES, Deputy Director at the Ministry of Finance page 432

The Commission examines in what way the legislation of the different member states, concerning turn over taxes, excise dues and other indirect taxes, including compensatory measures concerning trade between member States, can be brought into harmony in the interests of the Common Market.

The European Investment Bank. Its evolution and continuity, by Michel ALBERT . page 441

Approved loans on the 30th November 1961 totalled 153,8 million dollars whilst the corresponding figure at the end of 1964 stood at 465,1 million dollars. Thus the total of the Bank's operations has tripled in three years, further though the Bank was created with then intention that it should only intervene in specific cases concerning the six member States, since 1963 it has also operated in associated countries.

Is a common transport policy going to become a reality ? page 451

In the middle of 1965, what was called « the transport trilogy », that is the freeing of the market, its organisation and the harmonisation of the rules of competition,

managed to pass through the political barrier. Basic decisions were taken by the Council of Minister, sometimes considerably removed from the original proposals put forward by the Commission, now they must be put into operation by rules, directives and appropriate decisions.

Jurisprudence of the Communities Court of Justice, by René-Jean DUPUY, Professor at the Faculty of Law and Economic Sciences of Nice University, and Maurice TORRELLI and Joel RIDEAU, Assistants at the Faculty of Law and Economic Sciences of Nice University page 455

The rules of competition in the E.E.C. (Analysis and commentary on articles 85 to 94 of the Treaty of Rome), by Arved DERINGER, Barrister-at-Law, Bonn, with the co-operation of André ARMENGAUD, Consulting Patents Engineer, Paris; Léon DABIN, Professor at the University of Liège; Dr Dieter ECKERT, High Counsellor, Bonn; Charley DEL MARMOL, Professor at the University of Liège; Eugenio MINOLI, Barrister, Professor at the University of Modena; Henri MONNERAY, Doctor of Laws, Barrister-at-Law at the Paris Law Court; Renzo MORERA, Barrister at Rome; Dr Clauss TESSIN, Barrister at Bonn; Dr H. W. WERTHEIMER, Economic and Legal Counsellor at Eindhoven; Dr Heinrich WEYER, Official in the Cartels Office of the German Federal Republic, Berlin (Continued) page 460

NEWS AND DOCUMENTS :

The life of the Common Market and other European Institutions page 463

Studies sessions European Institutions page 465

The Official Gazette of the European Communities page 466

Bibliography page 468

Responsibility for the studies published in this Review belong to the authors alone, the organisations, services or undertakings to which they may belong are in no way involved.

COMITÉ DE PATRONAGE

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;
 M. René BLONDELLE, Président de l'Assemblée des Chambres d'Agriculture ;
 M. Maurice BOULADOUX, Président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens ;
 M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;
 M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;
 M. André MALTERRE, Président de la Confédération Générale des Cadres ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de la Chambre de Commerce de Paris et de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France et de l'Union Française ;
 M. Pierre MASSÉ, Commissaire Général au Plan de Modernisation et d'Equipe-ment ;
 M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;
 M. Jacques RUEFF, Membre de l'Académie Française ;
 M. Georges VILLIERS, Président du Conseil National du Patronat Français.

COMITÉ DE RÉDACTION

Georges BREART
 Jean DENIAU
 Pierre DROUIN
 Mme Edmond EPSTEIN
 Pierre ESTEVA
 Renaud de la GENIERE

Bertrand HOMMEY
 Jacques LASSIER
 Michel LE GOC
 Patrice LEROY-JAY
 Jacques MAYOUX

Paul REUTER
 R. de SAINT-LEGIER
 Jacques TESSIER
 Daniel VIGNES
 Jacques VIGNES
 Armand WALLON

La revue paraît mensuellement

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉS

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, PARIS-5°. Tél. ODEon 23-42

Abonnement annuel

France 61 F

Etranger 66 F

Paiement par chèque de banque sur Paris, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

REPERTOIRE DES ANNONCES

C.N.E.P., p. IV couv. — Compagnie Française des Pétroles, p. III couv. — Crédit Lyonnais, p. IV. — Esso-Standard : D'où vient l'énergie utilisée par ceux qui sillonnent le ciel de l'Europe ? p. I. — Ministère des Finances : Bons du Trésor, p. VII. — O.C.D.E., Service des Publications, p. IV. — Revue Droit Social, p. VI. — Revue Française de l'Energie, p. V, p. VIII. — Revue Transports, p. II couv., p. II. — Société Générale, p. V. — Syndicat Français des Textiles Artificiels et Synthétiques, p. III. — Terminus - Saint Lazare, p. V.

Éditorial

LES données de la crise européenne, telles qu'elles ont été exposées dans les éditoriaux précédents de la *Revue du Marché Commun*, et notamment dans son numéro d'août 1965, ont été clarifiées le 9 septembre par la Conférence de presse du Président de la République française. C'est à partir de ces données et des réactions qu'elle a suscitées dans l'opinion publique et chez nos partenaires qu'il est permis de tenter de dégager les lignes d'un compromis et ses chances d'être atteint.

**

La Conférence de presse du Général de Gaulle a eu le mérite de donner à la crise ses dimensions véritables, c'est-à-dire de marquer que, si les difficultés rencontrées dans l'élaboration du règlement relatif au financement de la politique agricole commune ont été à son origine, elles n'en constituent qu'un aspect.

Il n'est pas douteux — le chef de l'Etat l'a rappelé sans ambiguïté et cette position a été confirmée avec force depuis en diverses occasions — qu'une solution à celle-ci ne peut être trouvée que si les engagements de janvier 1962 sont tenus, c'est-à-dire si le financement de la politique agricole commune est assuré dans des conditions satisfaisantes pour la France. Mais l'accomplissement de cette condition ne serait pas suffisante. En effet, de l'avis du gouvernement français, la crise trouve son origine profonde dans les « prétentions que » de l'avis du chef de l'Etat « des mythes abusifs et chimériques opposent au bon sens et à la réalité ». Ces prétentions semblent être essentiellement au nombre de deux. Il s'agit tout d'abord du rôle excessif que la Commission jouerait dans le fonctionnement des Institutions communautaires et

notamment de sa prétention à remplir une fonction politique. Il s'agit en second lieu des dispositions des Traités relatives aux conditions dans lesquelles les actes des Conseils sont arrêtés et tout particulièrement de la règle de majorité dont le champ d'application devrait normalement être considérablement étendu à compter du 1^{er} janvier 1966, date du passage à la troisième étape de la période de transition.

L'impossibilité de parvenir à un règlement financier satisfaisant avant le 1^{er} juillet 1965 aurait en quelque sorte joué le rôle d'un « révélateur » du mauvais agencement institutionnel des Communautés. Ainsi, à l'occasion de ces difficiles débats, la Commission aurait mis en évidence les conséquences particulièrement néfastes que pouvait comporter une action ne correspondant pas au rôle de catalyseur communautaire qu'elle est normalement appelée à jouer dans le cadre communautaire — puisqu'elle se serait ainsi condamnée elle-même à l'impuissance dans la nuit du 30 juin au moment même où son efficacité comme conciliatrice des points de vues nationaux pouvait être décisive. En second lieu, la crise du 30 juin aurait mis en lumière la situation dans laquelle pourrait se trouver tout gouvernement, au cas où des décisions pourraient être prises à la majorité dans des domaines d'une importance vitale pour le gouvernement en cause.

**

Ces considérations, substantiellement développées par le chef de l'Etat dans sa conférence de presse, n'ont certes pas facilité la solution de la crise, mais elles ont à tout le moins deux mérites, l'un positif et l'autre négatif.

Tout d'abord, elles ont, ainsi qu'il a été déjà dit, clarifié très largement les positions françaises et donné sa véritable dimension à une crise dont on aurait peut-être mal compris, si elle se fût limitée au domaine purement technique, les conséquences qu'en a tirées le gouvernement français. Sans doute tout n'est-il pas clair dans les desiderata du chef de l'Etat et, sans doute est-ce à dessein qu'un certain flou enveloppe sa pensée. On peut d'ailleurs s'en féliciter puisqu'ainsi la discussion, la négociation peut s'engager plus librement.

D'autre part, on aura noté avec intérêt que le chef de l'Etat n'a pas cru devoir lier la crise présente aux divergences très profondes et très fondamentales qui opposent depuis plusieurs années les Six dans la recherche de ce qu'il est convenu d'appeler « l'Europe politique ». Il n'est pourtant pas douteux que ces divergences, au fond des choses, sont loin d'être d'une manière ou d'une autre, étrangères à la crise actuelle. En s'abstenant de lier les problèmes actuels à ce différend essentiel, le Général de Gaulle a limité le conflit. Tout se passe en somme comme si ce dernier, conscient de l'impossibilité dans l'état de choses actuel de régler à son avantage l'ensemble du différend qui sur le plan européen l'oppose avec des nuances à ses cinq partenaires, avait souhaité se contenter d'en traiter certains aspects portant plus sur les méthodes que sur les objectifs.

**

Il est inutile de rappeler que les premières réactions, tant des opinions publiques que des gouvernements intéressés, ont été, disons, extrêmement réservées. Cette conférence de presse, que certains n'ont pas manqué de rapprocher de celle du 13 janvier 1963 qui a sonné le glas des négociations pour l'adhésion de la Grande-Bretagne, a soulevé de nombreuses objections, tant dans sa forme que dans son fond. Il a été tout d'abord reproché très vivement au chef de l'Etat d'exprimer des positions officielles par la voie de la presse ou de la télévision, et non par les canaux diplomatiques ordinaires. Cette façon de faire a développé un sentiment d'irritation et de frustration — renforcé d'ailleurs par les appréciations sévères du chef de l'Etat sur les conditions dans

lesquelles les Traités instituant le Marché Commun et l'Euratom avaient été négociés — difficilement compatible avec une approche sereine des problèmes posés par le gouvernement français.

A cette réaction de caractère psychologique, dont il serait cependant erroné de sous-estimer l'importance, se sont jointes des objections d'une plus grande portée car elles portent sur le fond du problème institutionnel soulevé par le chef de l'Etat, c'est-à-dire sur les conditions et les moyens du développement de l'unité européenne. L'intangibilité des Traités et celle de leur système institutionnel, notamment dans les dispositions qui concernent l'organe communautaire indépendant des gouvernements ont, comme on pouvait s'y attendre, fait l'objet de réaffirmations de principe.

C'est à partir de ces positions que se sont engagés malgré tout, de part et d'autre, des contacts encore timides et fluides. Les efforts de rapprochement entrepris se situent sur deux plans. Il est tout d'abord nécessaire de rechercher une méthode qui permette à chacun de reprendre la négociation. C'est à cette tâche que le Président Spaak s'est attaché. Ses propositions sont connues. Elles consistent en une réunion du Conseil de la C.E.E., hors la présence de la Commission, ce qui est possible aux termes du règlement intérieur du Conseil. Parallèlement, dans le cadre des Institutions communautaires, les cinq se préoccupent de l'élaboration de propositions raisonnables concernant le financement de la politique agricole commune. Les partenaires de la France semblent en effet décidés à surmonter les difficultés techniques et économiques qui jusqu'ici se sont opposées à son adoption. Certaines indications permettent enfin de penser que les préoccupations françaises dans le domaine institutionnel pourraient, d'une certaine manière et pourvu qu'il ne soit pas porté atteinte à la lettre et à l'esprit du Traité, trouver satisfaction.

De son côté, il semble que le gouvernement français ait laissé entendre assez clairement que son intention ne tendait pas à la révision des Traités. Peut-être pourrait-il pour une part se contenter d'assurances dont la forme et la portée générale seraient à discuter. D'autre part, en ce qui concerne les « Exécutifs », il n'est pas exclu

que ses préoccupations portent moins sur le rôle que leur dévoluent les Traités que sur les prérogatives de caractère politique ou sur la « figuration de gouvernement » dont ils se seraient revêtus. Un compromis semblerait donc pouvoir théoriquement se dégager sur les lignes suivantes : élaboration d'un règlement relatif au financement de la politique agricole commune répondant pour l'essentiel aux demandes françaises ; gentleman's agreement sur l'application des dispositions du Traité relatives à la majorité qualifiée ; enfin, mesures dépourvues de caractère institutionnel ou juridique tendant à donner à la Commission un nouveau « style » dans ses rapports avec les Gouvernements, ce dernier point étant évidemment le plus difficile et le plus délicat à régler.

Il va de soi qu'un compromis réclamera de tous les gouvernements, bien que d'une manière peut-être inégale, non seulement la volonté déterminée d'aboutir, mais encore le sacrifice au moins partiel de points de vues idéologiques respectables. Est-ce possible dans les circonstances actuelles ?

On peut se le demander, quatre mois après la nuit du 30 juin, alors que chaque jour rend la vie de la Communauté plus difficile, plus périlleuse face aux échéances de son fonctionnement interne et aux exigences de la vie internationale. Les risques d'une aggravation, soit par le refus du gouvernement français de participer sur le plan institutionnel à telle action jugée indispensable par les cinq pour le simple maintien en vie de la Communauté, soit par la décision de ces derniers d'y passer outre, vont en effet devenir de plus en plus sérieux, au fur et à mesure de l'approche de la fin de l'année et compte tenu des actes de diverses natures qui doivent être arrêtés avant cette date. Si, comme on peut le craindre, l'actuel conflit n'est pas résolu avant ce terme, l'idée devrait s'imposer d'un examen d'ensemble et en commun des décisions à arrêter pour le 1^{er} janvier 1966, fût-ce pour « neutraliser » cette date. On peut penser qu'une action de cette nature contribuerait substantiellement à détendre les rapports entre les Six et à préparer le terrain à une solution communautaire de la crise.

La crise du 30 juin et ses développements ont libéré en effet dans tous les Etats membres un certain nombre de tendances centrifuges qui mettent en doute l'opportunité de la construction en cause et qui poussent les gouvernements à s'ouvrir à des formes de collaboration plus larges ou orientées différemment. C'est peut-être là l'aspect le plus grave des événements de ces derniers mois. Au-delà de la crise actuelle, on ne doit pas oublier non plus que si l'action du gouvernement français porte sur certains aspects de ce qu'il est convenu d'appeler l'intégration européenne, le problème fondamental de l'orientation de cette politique d'intégration et de sa prise de conscience face au monde ne s'en trouve pas réglé pour autant. C'est dire que l'Europe n'est pas au bout de ses peines.

Aussi n'est-il pas exclu que la crise actuelle n'aboutisse au mieux qu'à un « replâtrage » provisoire dont on devrait se féliciter dans la mesure où il permettrait de poursuivre l'œuvre engagée. La vérité est que le Marché Commun est arrivé au point d'élaboration où la politique au sens le plus élevé du mot, c'est-à-dire en tant qu'elle exprime l'orientation générale et globale de la Communauté, apparaît au cœur de chaque problème d'une réelle importance, fût-il économique ou technique. Il est donc normal que cette période, qui se caractérise par la prise de conscience par la Communauté de son existence concrète, de sa différenciation par rapport aux tiers, et même d'une certaine manière par rapport aux Etats membres eux-mêmes, soit une période de crise, et de crise grave. Dans cette situation dont la gravité est évidente, c'est pourtant un signe encourageant que de constater, malgré les affrontements, la force de résistance d'une idée comme celle de l'irréversibilité du Marché Commun, et plus encore car elle n'est pas soutenue directement, celle-là, par les intérêts économiques, la puissance émotionnelle, et dès lors au premier chef politique, de l'idée d'union européenne.

18 octobre 1965.

L'ÉCONOMIQUE ET LE SOCIAL DANS LE MARCHÉ COMMUN

LE DEUXIÈME FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT

par Henri ROCHEREAU

Membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne
Président du Groupe du Développement de l'Outre-Mer

En s'efforçant d'établir sur une base nouvelle leurs rapports internes et externes, les six Etats membres de la Communauté Economique Européenne ont été amenés à concevoir et à aménager un cadre original de relations avec des pays ou territoires d'outre-mer qui entretenaient des relations particulières, antérieurement à la signature du Traité de Rome, avec certains des Etats membres. Une coopération étroite s'est ainsi instituée, dont on peut considérer que le Fonds Européen de Développement constitue l'instrument principal.

A l'entrée en vigueur du Traité de Rome, le Fonds Européen de Développement avait été doté d'une masse de manœuvre de 581 millions, 25 u.c. (1 u.c. = 1 \$ U.S.A.), pour une première période de cinq ans. Les modalités de gestion de cette somme avaient été fixées de façon relativement rigide en ce qui concerne tant la répartition des ressources par zones que le caractère du concours prêté, lequel s'analysait en aides non remboursables qui ne pouvaient être employées qu'au financement de projets d'intérêt général sans rentabilité directe.

La Convention de Yaoundé, entrée en vigueur le 1^{er} juin 1964, a accentué une évolution qui s'était amorcée de manière empirique, au cours des cinq années du premier Fonds Européen de Développement. Elle a mis ainsi à la disposition de la Communauté une gamme de techniques financières, propres à couvrir toutes les formes d'aides et à répondre ainsi plus exactement aux besoins extrêmement divers des Etats associés.

LA Convention annexée en 1957 au Traité de Rome avait doté le Fonds Européen de Développement (F.E.D.O.M.) de ressources se montant à 581 millions d' « unités de compte » (1 u.c. = 1 \$ U.S.), pour la première période d'application, de cinq années, des dispositions relatives à l'association des pays et territoires d'outre-mer. Les crédits, exclusivement consacrés à des aides non remboursables, ne pouvaient être employés qu'au financement de projets d'investissements d'intérêt général. Le deuxième Fonds Européen de Développement, dont la période d'application de cinq ans (juin 1964 - mai 1969) correspond à la durée d'une nouvelle Convention d'Association, dite « Convention de Yaoundé », a vu sa dotation élevée à 730 millions d'u.c.

De son côté, la Banque Européenne d'Investissement, dont le champ d'activité était jusqu'alors limité aux régions moins développées d'Europe,

participe aux opérations d'aide financière de la Communauté à concurrence de 70 millions d'u.c., pour la même période quinquennale.

Une répartition géographique des 800 millions d'u.c. ainsi consacrés à l'aide au développement a accordé 730 millions d'u.c. aux 18 E.A.M.A. (1) et 70 millions d'u.c. aux P.T.O.M.A. (2).

(1) E.A.M.A. : Etats africains et malgache associés : Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Congo (Brazzaville), République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Somalie, Tchad, Togo.

(2) P.T.O.M.A. : Pays et territoires d'outre-mer associés : 1) Territoires d'outre-mer avec lesquels la France entretient des relations particulières : Saint-Pierre et Miquelon, Archipel des Comores, Côtes françaises des Somalis, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Etablissements français de l'Océanie, Terres australes et antarctiques.

2) Départements français d'outre-mer.

3) Pays d'outre-mer avec lesquels les Pays-Bas entretiennent des relations particulières : Surinam, Antilles néerlandaises.

A la différence du 1^{er}, le 2^e F.E.D. dispose d'une gamme très complète de modalités de financement ; son champ d'activité est l'un des plus vastes qui soit, puisqu'il autorise le financement de tout projet qui contribue au développement économique et social des pays associés.

En outre, pour répondre à une préoccupation

vitale des pays associés d'accroître leur indépendance économique et vu l'importance, pour ces économies, des recettes d'exportation, le 2^e F.E.D. aide ceux d'entre eux qui bénéficiaient de surpris dans le cadre de la zone franc à aligner en cinq ans, sur les cours mondiaux, les prix de certains produits agricoles.

LES GRANDS AXES DES INTERVENTIONS DU 2^e FONDS

La première Convention d'association prévoyait exclusivement le financement de certaines réalisations sociales (hôpitaux, établissements d'enseignement ou de recherches techniques, etc...) et d'investissements économiques d'intérêt général.

Le Conseil de Ministres de la C.E.E. avait estimé que les projets économiques devaient représenter environ les 2/3 du total, 1/3 étant réservé aux projets sociaux.

Les projets déjà approuvés sur le 2^e F.E.D. portent sur des travaux d'infrastructure économique et sociale, qui ne sont pas toujours rentables de manière directe, des investissements à caractère productif d'intérêt général, des interventions de

coopération technique et d'assistance technique liée aux investissements, des aides à la production et à la diversification, des actions de formation des cadres.

Une des innovations importantes de ce 2^e Fonds consiste dans le financement d'actions d'encadrement — condition indispensable du développement de certaines cultures spéciales ou de la diffusion de certaines techniques — et d'assistance technique antérieure, concomitante ou postérieure aux investissements. Cette aide en compétences scientifiques et techniques peut s'expliquer, par exemple, à l'exécution d'études spéciales et régionales de développement, à la préparation des dossiers des projets, à la direction et au contrôle

Tableau I. — SITUATION DES ENGAGEMENTS DU 2^e F.E.D. DÉBUT JUILLET 1965 (ÉTATS ET PAYS BÉNÉFICIAIRES)
(EN 1 000 u.c.).

Etats bénéficiaires	Investissements économiques et sociaux	Aide à la diversification	Aide à la production	Assistance technique liée aux investissements	Coopération technique générale	Secours d'urgence	Total
Burundi	160			1 444			1 604
Cameroun	9 095	749	2 694	50			12 588
Centrafrique	3 034		2 560	485			6 079
Congo (Brazza)	2 471	3 022					5 493
Congo (Léo)	3 200			262	1 440		4 902
Côte d'Ivoire		32 813		28			32 841
Dahomey	2 094		1 027				3 121
Gabon				2 380			2 380
Haute-Volta	960			990			1 950
Madagascar	4 051			605	66		4 722
Mali	3 289		1 195	457			4 941
Mauritanie	9 808			28			9 836
Niger	2 991		939	276			4 206
Rwanda		1 888		1 115			3 003
Sénégal			10 492	81			10 573
Somalie	6 419			449	1 064	250	8 182
Tchad	5 105		1 916	585			7 606
Togo	1 013			15			1 028
Comores	223			154			377
Interventions non réparties				8 140	3 759		11 899
TOTAL GÉNÉRAL ...	53 913	38 472	20 823	17 544	6 329	250	137 331

Tableau II. — SITUATIONS DES ENGAGEMENTS DU 2^e F.E.D.
DÉBUT JUILLET 1965 (SECTEURS D'INTERVENTION)
(EN 1 000 u.c.).

Secteurs d'intervention	Montants	%
I. — Développement de la production :		
1. Soutien des prix agricoles ..	12 615	
2. Amélioration structurelle des productions existantes	9 724	
3. Diversification agricole	40 017	
4. Aménagements agricoles nouveaux	5 202	
5. Elevage	1 843	
6. Développement des coopératives	1 191	
7. Hydraulique rurale et pastorale	6 283	
8. Diversification industrielle ..	1 520	
TOTAL I	78 395	60,7
II. — Modernisation de l'infrastructure économique :		
1. Ports	4 274	
2. Routes	23 363	
3. Chemins de fer	15	
4. Télécommunications	4	
TOTAL II	27 656	21,4
III. — Développement social :		
1. Formation de cadres	3 134	
2. Enseignement	3 609	
3. Santé publique	8 208	
4. Adductions d'eau urbaines ..	4 611	
5. Assainissement urbain	1 661	
6. Electrification	5	
TOTAL III	21 228	16,3
IV. — Divers :		
1. Programme de développement	1 465	
2. Information	225	
3. Secours d'urgence	250	
TOTAL IV	1 940	1,6
TOTAL I + II + III + IV	129 219	100
+ engagements non encore utilisés	8 112	
= TOTAL engagements 2 ^e F.E.D.	137 331	

technique des travaux, à la mise en route d'un nouvel investissement et à la formation pratique des techniciens locaux requis pour le faire fonctionner.

Les modalités financières d'attribution des crédits sont très diversifiées : le F.E.D. peut intervenir par dons, prêts à des conditions de faveur, bonifications d'intérêt sur prêts de la B.E.I. et même avances de trésorerie aux caisses nationales de stabilisation des cours.

Dans le courant de la première année de fonctionnement, le deuxième F.E.D. n'est encore intervenu que par des dons, les demandes de prêts ayant été peu nombreuses et assez tardives.

Par ses moyens divers, le Fonds contribue au développement économique et social des pays associés sur trois plans :

— celui de la satisfaction directe des besoins vitaux des populations ;

— celui de l'accroissement de la productivité générale de l'économie de ces pays ;

— celui de la mise en valeur de possibilités encore insuffisamment exploitées, ainsi que de l'amélioration des structures socio-économiques.

La première année de fonctionnement du 2^e Fonds, pour laquelle nous donnons ci-dessous la situation des engagements au début du mois de juillet 1965, a vu se développer cette triple action, en même temps qu'une action conjointe dans le domaine des revenus d'exportation.

I. — ACTION DU F.E.D. SUR LE PLAN DE LA SATISFACTION DIRECTE DES BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS.

Les interventions du F.E.D. visent, pour une part non négligeable, à améliorer, directement, les conditions générales de vie des populations, encore que ces projets aient souvent pour effet de permettre de manière indirecte un accroissement du produit global des pays considérés.

C'est ainsi que, pour répondre à des nécessités physiologiques et pour lutter contre la maladie, le F.E.D. a financé des campagnes de lutte contre les grandes endémies, des opérations d'adduction d'eau potable, des programmes de constructions sanitaires et de laboratoires ; il a contribué à l'exécution de programmes de scolarisation, de constructions d'écoles, lycées, instituts et facultés. Seules des subventions non remboursables sont, en principe, accordées pour le financement de ces opérations.

A la différence des interventions du 1^{er} Fonds dans ce domaine, celles du 2^e ont été, pour la plupart, assorties d'une assistance technique, pour répondre de manière plus efficace aux besoins des pays intéressés. A l'issue de la première période d'application, le Fonds entend continuer à mettre l'accent sur les projets d'éducation, de formation professionnelle et de formation des cadres, domaine qui avait reçu plus de 16 % des crédits du 1^{er} Fonds.

II. — ACTION DU F.E.D. SUR LE PLAN DE L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE DES ETATS ASSOCIÉS.

Les interventions dans ce domaine ont touché trois secteurs : l'agriculture, l'élevage et l'industrie.

Outre les opérations d'amélioration générale de la productivité, le 2^e F.E.D. met en œuvre un programme d'aides à la production et à la diversification, portant sur des activités productives bien déterminées. Ces aides, qui constituent sans doute l'élément le plus original de la nouvelle Convention, ont pour objet, d'une part, de compenser de manière temporaire et dégressive la suppression des avantages de prix dont bénéficiaient ceux des Etats associés, membres de la zone franc, pour la commercialisation sur le marché français de certains de leurs produits tropicaux et, d'autre part, de favoriser la diversification des économies dans l'ensemble des pays associés, afin d'éviter les inconvénients de la monoculture, de tendre vers la réalisation d'un équilibre alimentaire par le développement des cultures vivrières, et d'assurer une meilleure adaptation aux exigences du commerce mondial. Ces aides, en favorisant l'industrialisation et en encourageant la rationalisation du secteur agricole, doivent contribuer à donner une base plus saine à l'économie des Etats associés et à les rendre moins vulnérables aux fluctuations des cours sur les marchés extérieurs.

1. Dans le secteur agricole, les actions entreprises ont eu pour but l'augmentation de la productivité dans les activités agricoles déjà existantes et l'introduction ou l'extension de productions économiquement intéressantes.

La Communauté s'est spécialement préoccupée de répondre au souci des pays associés de développer les productions vivrières.

Les moyens de ce développement ont consisté aussi bien dans la diffusion de petits matériels de production et d'informations techniques, ou dans

l'amélioration des facteurs courants de production (semences, engrais, insecticides, traitements divers), que dans diverses initiatives visant l'amélioration des ressources naturelles (aménagements hydro-agricoles, conservation des sols) ou encore des opérations d'encadrement et de formation des paysans et techniciens agricoles.

En règle générale, toutes ces actions se situent dans le cadre des plans de développement établis par les Etats associés.

Si le 1^{er} F.E.D. avait utilisé 20 % de ses ressources pour la mise en valeur de grands périmètres agricoles, par subventions non remboursables, le 2^e Fonds a consacré plus de 60 % des crédits engagés au cours de la première année pour le développement de la production, notamment agricole.

Les aides à la diversification et à la production n'excluent pas au demeurant d'autres concours, dans la mesure même où, dans un pays, la production de tel ou tel produit est d'une importance souvent vitale : ainsi, au Tchad, l'effort entrepris par le F.E.D. au bénéfice de la culture cotonnière a été fortement valorisé par la conjugaison de deux types d'aides : l'une au titre des investissements dans l'agriculture, l'autre dérivant de l'aide à la production.

Dans le cadre de l'aide à la production, les montants versés répondent à deux séries de mesures dont le but et les conséquences diffèrent sensiblement :

— aides transitoires, à court terme, pour soutenir les prix ;

— aides à plus long terme en vue de l'amélioration structurelle des productions.

Une première tranche d'aide à la production a déjà été allouée à plusieurs pays, aussi bien pour des produits d'exportation que pour des produits destinés à la consommation locale (arachide, mil, manioc, coco, riz) ou à l'approvisionnement d'industries locales (fruits de palme, coton, arachide, blé).

2. Dans le domaine de l'élevage, les principales opérations de cette première période se sont attachées à l'amélioration de la race bovine. Elles n'en ont pas pour autant, à titre complémentaire, négligé d'autres actions également utiles intéressant l'hydraulique pastorale, ou encore l'ouverture de pistes rurales. En République Centrafricaine, par exemple, l'aménagement de pistes s'intègre dans un vaste programme d'amélioration de l'élevage,

qui comprend en outre la création de marchés à bestiaux et d'un ranch d'embouche ; par ailleurs, la République Centrafricaine a demandé à la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.), le financement, par prêt, d'un abattoir, point final du circuit de production des bovins et début de celui de la commercialisation de la viande.

3. Dans le secteur industriel, le F.E.D. et la B.E.I. ont inauguré une utile collaboration qu'implique, dans certains cas, en matière de financements, la mise en œuvre de la Convention de Yaoundé. Au Cameroun, le F.E.D. financera sur les crédits de l'aide à la diversification la construction d'une centrale électrique, à Garoua. Cette centrale permettra l'implantation d'industries utilisatrices. Déjà un prêt pour la construction d'une usine textile a été approuvé par la B.E.I. ; cette entreprise bénéficiera probablement aussi du concours de la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E.), de la Kreditanstalt für Wiederaufbau et d'investisseurs privés. La B.E.I. aidera aussi au financement d'un projet de conditionnement et d'emballage des bananes en Côte d'Ivoire. Le F.E.D. a également prêté attention aux études de développement et d'industrialisation : un programme d'étude des possibilités d'industrialisation des E.A.M.A. est en cours. En outre, il a facilité l'envoi d'experts au Bureau de développement industriel de Madagascar.

III. — ACTION DU F.E.D. SUR LE PLAN DE LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET ÉCONOMIQUES, AINSI QUE DE L'AMÉLIORATION DES STRUCTURES SOCIO-ÉCONOMIQUES.

Cette action indirecte ou à long terme revêt une importance particulière puisqu'elle conditionne le développement futur de l'économie des pays associés. Dans ce secteur, la Communauté a préféré intervenir par des subventions non remboursables puisque, dans son ensemble, ce secteur a une rentabilité financière faible par rapport à sa rentabilité économique.

Les interventions ont touché quatre domaines :

- celui de l'infrastructure des communications ;
- celui des ressources en techniciens ;
- celui de l'inventaire des possibilités de développement et de l'établissement de programmes ;
- celui des structures socio-économiques.

Les investissements dans le secteur de l'infrastructure économique ont représenté 45 % des crédits du 1^{er} Fonds. Le 2^e Fonds, poursuivant l'action

du 1^{er}, a déjà engagé 1/5 de ses crédits pour les moyens de communication (construction de routes, voies fluviales, digues, ports de pêche).

Une résolution de la Conférence Parlementaire de l'Association montre bien quelles sont les préoccupations communautaires en ce domaine ; elle rappelle que « l'installation de l'infrastructure conditionne l'exploitation et l'industrialisation des potentialités naturelles des pays associés ». (Résolution de Dakar, 10.XII.1964).

Un autre secteur a également retenu l'attention de la Communauté : l'enseignement, qui avait déjà reçu 17 % des crédits du 1^{er} Fonds, dont le quart était consacré à la formation professionnelle, continue de recevoir des subventions non remboursables sur le 2^e Fonds : trois projets d'enseignement professionnel ont déjà été financés.

Par rapport à la Convention d'application de 1957, celle de Yaoundé innove dans deux domaines importants de la coopération technique : celui des bourses et des stages, celui de la formation des cadres. Le programme d'allocation de bourses a été mis en place sur ressources du F.E.D. pour un peu plus de 1.000 bourses et sur le budget général de la Commission pour 300 bourses par an.

La répartition de ces bourses a été la suivante en 1964-1965 entre les grandes branches de formation prioritaires :

économie	25,9 %
agriculture	16,8 %
technique	42,7 %
professions féminines	14,6 %

Sur le point de l'affectation des boursiers par pays, la Communauté a montré une double préoccupation : utiliser au maximum les possibilités de formation existant dans les E.A.M.A. eux-mêmes et répartir de façon aussi harmonieuse que possible, entre les Etats membres, les boursiers qui doivent être formés en Europe.

Sur l'ensemble des boursiers, provenant aussi bien des E.A.M.A. que des P.T.O.M.A., 80,9 % ont été affectés dans les Etats membres et 16,5 % dans les Etats associés.

Au titre de la coopération technique, la Commission a élaboré un programme de stages pour fonctionnaires des Etats associés : vingt et un stagiaires sont déjà venus pour une période de 5 mois dans les services de la Commission pour parfaire leur formation et surtout prendre une vue exacte

des mécanismes et des méthodes de travail des institutions communautaires.

Le F.E.D. s'est employé à favoriser l'aménagement des structures socio-économiques dans le sens d'une plus grande cohésion des individus, d'une perméabilité meilleure au progrès technique et d'une intégration de l'économie traditionnelle dans les circuits monétaires.

A cet effet, le 2^e Fonds a déjà financé, pendant sa première année de fonctionnement, des coopératives et des groupements de vente. Par exemple, un des projets approuvés concerne l'équipement et l'assistance technique pour les coopératives en République Centrafricaine (bâtiments, outillage, experts et leur équipement). La part de l'assistance technique s'élève à plus de 50 % du coût total de ce projet.

Le domaine de l'inventaire des possibilités de développement a bénéficié déjà largement des crédits du 1^{er} Fonds, pour le financement d'études d'aménagements régionaux ou de développement national. Dans ce domaine, le 2^e F.E.D. est déjà intervenu au Burundi pour la mise en valeur de la plaine de la Ruzizi et en République Démocratique du Congo pour un programme d'assistance technique générale.

IV. — ACTION DU F.E.D. DANS LE DOMAINE DES REVENUS D'EXPORTATION.

Depuis plusieurs années, la Communauté participe activement à l'effort de réflexion entrepris

pour atténuer, et supprimer si possible, les effets néfastes des fluctuations des cours des produits de base. Ce problème appelle, il est vrai, une solution concertée au plan mondial, et la Communauté, pour contrecarrer de tels effets, ne dispose à ce stade que du double moyen d'une politique de soutien de prix ou d'avances à court terme aux caisses de stabilisation. L'Association ne se veut certainement pas une zone d'échanges fermée et protectionniste. Les soutiens de prix, accordés au titre de l'aide à la production, sont dégressifs : grâce aux améliorations structurelles de la production et de la commercialisation, réalisées par l'intervention du F.E.D. et les efforts propres des pays intéressés, ils doivent pouvoir disparaître à l'échéance de la Convention de Yaoundé.

Si l'on considère l'ensemble des aides à la production qui ont été soumises à la Commission au cours de cette première année, les soutiens de prix ont bénéficié de 47 % des crédits, tandis que 53 % ont été accordés pour les aides structurelles à la production.

Quant aux avances aux caisses de stabilisation des cours, qui visent à pallier une baisse momentanée des cours, aucune demande n'avait été faite auprès de la Commission jusqu'au 30 juin 1965, mais le Cameroun vient d'introduire une demande d'avance de 1.500.000.000 francs C.F.A. pour sa caisse de stabilisation du cacao. La Commission, après avis favorable du Comité du F.E.D., a approuvé cette opération — la première du genre — au début du mois d'octobre.

BILAN APRES UNE ANNEE DE FONCTIONNEMENT DU DEUXIEME F.E.D.

1. Signalons tout d'abord un *net accroissement du rythme des engagements de crédits* du Fonds.

Grâce à l'assistance technique qui peut être accordée sur le deuxième Fonds pour la mise au point des dossiers de projets d'investissement, et grâce à un effort d'accélération des travaux d'instruction et des procédures d'approbation des projets, les décisions de financement de la Commission ont déjà porté sur près du 1/5 des disponibilités totales, ce qui signifie que le deuxième F.E.D. a pratiquement atteint, dès la première année, son rythme de croissance normal. Le 1^{er} Fonds avait dû attendre la troisième année d'activité pour aboutir à une pareille cadence des engagements de crédits.

En outre, sur les 230 millions d'U.C. réservés aux aides à la production et à la diversification, près

de 70 millions d'U.C. ont déjà été engagés dans le cadre des premières tranches annuelles.

2. La Communauté a accentué une orientation qui avait déjà été marquée pendant les cinq années de fonctionnement du 1^{er} Fonds : la *moitié des engagements* déjà pris sur le 2^e F.E.D. sont *consacrés* à la modernisation rurale.

Dans les programmes de promotion de l'agriculture, les aides structurelles à la production et les aides à la diversification ont reçu une part importante des crédits (2/3 environ), puisqu'elles représentent un moyen essentiel d'augmenter la productivité agricole.

3. La *diversification des interventions* de la Communauté, prévue par la Convention de Yaoundé, a été effective au cours de la première année, en-

core plus dans les formes d'intervention que dans la nature financière des aides.

Le F.E.D. a accordé des subventions non remboursables pour des opérations de modernisation rurale, de développement de l'infrastructure économique, de promotion sociale, des études et diverses opérations de coopération technique.

Alors que les actions du 1^{er} Fonds ne visaient que des investissements, le 2^e Fonds est aussi intervenu par envoi d'experts (assistance technique) et par fourniture de facteurs courants de production (aides à la production).

Le recours à des experts pour les opérations d'assistance technique liées aux investissements ou les modalités de coopération technique générale d'un montant global de 15,5 millions d'U.C., ont représenté environ 12 % des crédits engagés pendant la première année ; quant aux aides structurelles à la production, elles ont représenté 6 % du montant total.

Si, au 30 juin 1965, des demandes de prêts spéciaux, ou d'avances aux caisses de stabilisation n'avaient pas encore été présentées, le démarrage des prêts de la B.E.I. est en revanche devenu effectif.

4. Pour accroître l'efficacité de son aide, la Communauté a développé la coopération entre ses services et ceux des Etats associés, à la fois dans le domaine économique et le domaine institutionnel.

Au niveau de la préparation des projets, une collaboration étroite a eu lieu entre les Etats associés et la Commission, notamment par le canal de l'assistance technique antérieure aux investissements.

Une étude plus complète des projets a permis de donner une efficacité maximale aux investissements et de calculer au plus juste leur coût de financement.

Au niveau des investissements proprement dits, la Communauté s'emploie à seconder l'effort propre des autorités responsables : les aides à la production et à la diversification, par exemple, sont accordées au vu des programmes quinquennaux prévoyant leur utilisation, ce qui implique une politique planifiée de développement. La Communauté encourage ainsi les Etats bénéficiaires à élaborer des projections économiques à moyen terme.

La gestion de l'aide elle-même et l'exécution des projets associent à tous les échelons les collectivités locales et l'administration du pays associé.

Le Conseil d'Association est l'instance suprême où sont élaborées les grandes lignes de la politique de coopération technique et financière.

Dans le domaine institutionnel, la coopération s'appuie sur des organismes consultatifs : la Conférence Parlementaire de l'Association et sa Commission Paritaire. La résolution adoptée à l'issue de la première réunion de la Conférence Parlementaire, qui s'est tenue à Dakar en décembre 1964, souligne, elle aussi, la nécessité d'une politique de diversification agricole et industrielle dans les Etats associés ; elle préconise des mesures adéquates en vue d'accroître les exportations des produits tropicaux et d'ouvrir les marchés aux articles transformés en provenance des pays associés.

5. La coopération étroite entre les Etats membres a permis aussi d'accroître l'efficacité de l'aide communautaire. Elle est la preuve de l'intérêt réel d'une coordination des différentes aides bilatérales et multilatérales.

Au niveau des Etats membres, la création du Fonds Européen de Développement qui donne son avis sur les propositions de financement, associe des experts nationaux à la préparation des décisions de financement et permet des échanges de vues fréquents sur tous les problèmes sociaux, économiques et financiers de l'aide aux Etats associés.

La Communauté s'est déclarée prête à coopérer plus particulièrement avec les autres organismes d'aide au développement par des opérations en cofinancement. Cette coopération s'est matérialisée, au cours de la première année de fonctionnement du 2^e F.E.D., par le financement de la route Nouakchott-Rosso, en Mauritanie, pris en charge en commun par le F.E.D. et l'Association Internationale de Développement (I.D.A.), filiale de la Banque Mondiale. De même, le F.E.D. a participé, aux côtés de l'I.D.A. et du Fonds spécial des Nations-Unies, au financement de la route Afgoi-Baidoa, en Somalie. Le coût total de ces deux projets représente près de 25 millions de \$.

La coordination des aides internationales permet d'éviter les doubles emplois et, en fonction d'un objectif donné, de répartir les tâches entre organismes disposant de modes d'intervention variés, de manière que chacun de ces modes soit utilisé de la façon la plus adéquate.

6. La résolution de la Conférence de Dakar a pu préciser que :

« L'aide de la C.E.E. s'efforce d'aboutir à une répartition rationnelle des tâches et des produc-

« tions, en fonction des ressources naturelles dans le but, notamment, d'intensifier les échanges commerciaux réciproques ».

La coopération financière est ainsi appelée à aider à la réalisation des objectifs communautaires de l'Association.

Au cours de cette période, les interventions de la Communauté ont certainement contribué à stimuler les exportations des pays associés : la politique d'augmentation de la productivité concourt à assurer leur indépendance économique en leur permettant d'exporter mieux et davantage à des prix compétitifs.

En outre, le concours de la Communauté opère de manière sélective à l'égard des possibilités d'exportation des pays associés, notamment par le biais

des aides à la diversification ; celles-ci ne sont accordées que pour des produits bénéficiant d'un marché en expansion.

Des dispositions en matière tarifaire et contingente complètent les mesures d'ouverture des marchés des pays de la C.E.E. aux produits tropicaux. Le résultat a été une augmentation du trafic total entre les Etats associés et le Marché Commun, de plus de 50 % entre 1959 et 1964.

Il est à noter que cette conjonction entre l'aide et les mesures de promotion commerciale, prévue par la Convention de Yaoundé, préfigurait déjà les conclusions de la Conférence mondiale sur le commerce et le développement qui s'est tenue à Genève en 1964-1965.

CONCLUSION GENERALE

Le concours de la Communauté aux Etats Associés a, au cours de cette première année de fonctionnement du 2^e F.E.D., été divers et réel : plus de 137 millions d'u.c., ont été engagés, auxquels il faut ajouter les derniers engagements pris sur le 1^{er} Fonds, soit 37 millions d'u.c.

Il est permis de penser que, malgré les inévitables difficultés de gestion d'une aide répartie sur plus de 400 projets et dans 28 pays, les modalités de ce concours sont parmi les plus souples et composent un faisceau de mesures convenablement adaptées aux situations diverses des Etats associés.

En outre, le rythme et la forme satisfaisante du démarrage du 2^e Fonds, rendus possibles grâce à l'expérience acquise aussi bien par la Communauté que par les Etats associés au cours du 1^{er} F.E.D., ont montré que l'Association n'est pas seulement une création juridique mais trouve, dans les faits, sa raison d'être en se rapprochant, par une coopération loyale et efficiente de tous ses membres, de son but ultime qui reste bien d'assurer le développement économique et social de populations défavorisées.

L'HARMONISATION DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES DROITS D'ACCISE DANS LE MARCHÉ COMMUN

par Jean MESPOULHES
Sous-Directeur au Ministère des Finances

L'article 99 du Traité de Rome est rédigé comme il suit : « La Commission examine de quelle façon les législations des différents Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires aux droits d'accise et autres impôts indirects, y compris les mesures de compensation applicables aux échanges entre les Etats membres, peuvent être harmonisées dans l'intérêt du Marché Commun.

La Commission soumet ses propositions au Conseil qui statue à l'unanimité, sans préjudice des dispositions des articles 100 et 101 ».

Avant d'examiner l'état actuel des travaux entrepris par la Commission pour la mise en œuvre de l'article 99, et les prolongements qu'ils sont susceptibles d'avoir, il n'est pas indifférent d'examiner quels sont les buts que cette harmonisation se propose d'atteindre.

I. — LES OBJECTIFS DE L'HARMONISATION FISCALE

DEUX conceptions des buts de l'harmonisation fiscale se sont fait jour à ce sujet :

— l'harmonisation dictée par le Traité de Rome doit aboutir à la simple mise en œuvre, dans les Pays membres, d'une technique d'imposition identique, de manière à rendre plus aisée l'application des mesures de compensation fiscale aux frontières, lors des échanges de produits entre ces pays ;

— cette harmonisation est, au contraire, considérée par certains comme devant aboutir à la suppression des frontières fiscales entre les Pays partenaires et à la libre circulation des marchandises entre ces pays dans les mêmes conditions qu'au sein d'un unique marché intérieur ; elle doit donc se poursuivre jusqu'à l'unification totale des systèmes d'impôts indirects.

A l'appui de la première thèse, on peut faire valoir que l'application dans les six Pays d'une même technique de l'impôt indirect permettrait une mise en œuvre plus facile des dispositions du Traité relatives aux mesures de compensation aux frontières.

Aux termes de l'article 95, en effet, « aucun Etat membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres Etats membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires ». L'article 96, pour sa part, dispose : « les produits exportés vers le territoire d'un des Etats membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement ».

La mise en œuvre de ces dispositions suppose donc que puisse être connu avec précision, à l'intérieur de chaque Etat membre, le poids de la charge fiscale indirecte qui grève les produits d'origine nationale : cette charge représente, en effet, le maximum, d'une part, de l'impôt susceptible d'être appliqué lors de l'importation des produits similaires d'origine étrangère, d'autre part, de la ristourne susceptible d'être consentie en faveur des produits d'origine nationale qui sont exportés.

Or, il est apparu très vite, dès les premiers mois

d'application du Traité, qu'un calcul exact de cette charge fiscale se révélait pratiquement impossible, du fait de la structure même des impôts indirects appliqués à l'intérieur du Marché commun. Ces difficultés de calcul n'avaient d'ailleurs pas échappé aux rédacteurs du Traité, puisque celui-ci précise, dans l'article 97 : « les Etats membres qui perçoivent la taxe sur le chiffre d'affaires d'après le système de la taxe cumulative à cascade, peuvent, pour les impositions intérieures dont ils frappent les produits importés ou pour les ristournes qu'ils accordent aux produits exportés, procéder à la fixation de taux moyens par produit ou groupe de produits... ».

Si, en effet, dans un système d'impôt général sur la dépense analogue à la taxe française sur la valeur ajoutée, la connaissance approximative de cette charge fiscale est relativement facile, il n'en est pas de même dans les cinq Pays partenaires en raison même de l'existence d'une taxe cumulative à cascade. Dans ces pays, une homogénéité relative des modes de calcul de cette charge fiscale est même rendue très difficile en raison des particularités du système de taxes à cascade propre à chacun de ces Etats.

Il est bien évident que l'application d'un système d'impôt général sur la dépense à structure identique

dans ces six Pays faciliterait le calcul des mesures de compensation aux frontières.

Ces considérations propres aux taxes sur le chiffre d'affaires ont encore plus de valeur si l'on examine le domaine des droits d'accise, en raison des différences considérables qui, dans ce domaine, existent dans les six Pays : non seulement la liste des droits d'accise appliqués au sein du Marché Commun est extrêmement différente dans les Pays partenaires, mais, pour un même impôt, la technique utilisée varie également très profondément d'un pays à l'autre.

Même limitée à une simple harmonisation des structures fiscales, l'application de l'article 99 du Traité de Rome présente ainsi un intérêt certain.

Si l'on admet que cette harmonisation doit permettre la suppression des frontières fiscales entre les Etats membres et rendre ainsi possible l'imposition dans le pays d'origine et l'instauration d'un Marché Commun présentant des caractéristiques analogues à celles d'un marché intérieur, il est bien évident que, limitée à une simple harmonisation des techniques, elle ne peut atteindre son but. L'harmonisation des impôts indirects doit alors tendre, autant que possible et autant qu'il est nécessaire, vers une véritable unification des systèmes fiscaux.

II. — ETAT ACTUEL DES ETUDES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

INSTITUTION D'UNE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE COMMUNAUTAIRE

Dans une première directive, actuellement soumise à l'examen du Conseil des Ministres des Six, la Commission a préconisé l'abandon total de tout système d'imposition cumulative à cascade et le remplacement des taxes de ce type actuellement existantes par un système communautaire de taxe sur la valeur ajoutée, assez sensiblement analogue au régime appliqué en France.

Ce faisant, la Commission se propose d'atteindre deux buts :

— En premier lieu, en effet, elle estime que seule une imposition du type taxe sur la valeur ajoutée permet d'assurer la neutralité concurrentielle à l'intérieur des différents pays.

— En second lieu, elle considère qu'un système

d'imposition de ce type rend possible une application correcte des dispositions des articles 95 et 96 du Traité relatives aux mesures de compensation aux frontières : point n'est besoin dans un tel système de procéder à des calculs difficiles d'évaluation de la charge fiscale ayant grevé les divers produits ; par le jeu de la technique même de l'impôt, cette charge fiscale est donnée à tout instant et quel que soit le stade d'élaboration et de distribution du produit par le taux même de la taxe : il suffit alors pour faire une application correcte de l'article 95 d'appliquer ce taux aux produits importés, alors qu'une application valable de l'article 96 conduit simplement à ne pas appliquer ce taux aux produits exportés.

La taxe sur la valeur ajoutée communautaire dont la généralisation est ainsi prévue par la Commission devrait intervenir le 1^{er} janvier 1970 au plus tard.

CARACTÉRISTIQUES ET STRUCTURE DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE COMMUNAUTAIRE

Les caractéristiques essentielles de ce régime d'imposition communautaire peuvent se résumer comme suit :

— La taxe sur la valeur ajoutée est un impôt général sur la consommation.

— Elle vise à imposer les dépenses de consommation en évitant tout cumul d'impôt, c'est-à-dire en ayant les mêmes incidences économiques que celles qui résulteraient d'une taxe perçue en une seule fois lors de la mise à la consommation des produits.

Cette taxe doit tendre à une généralisation totale et englober, en principe, l'ensemble des activités économiques, qu'il s'agisse de la production et de la distribution des produits ou des prestations de services.

Sur ces bases, la Commission vient d'élaborer, avec l'aide des experts fiscaux de chacun des six Pays, un deuxième projet de directive concernant la structure et les modalités d'application du système commun de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les principales dispositions insérées dans ce nouveau projet de directives sont les suivantes.

CHAMP D'APPLICATION DE LA TAXE

De portée très générale, la taxe sur la valeur ajoutée doit frapper :

— d'une part, les livraisons de biens et les prestations de services effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti ;

— d'autre part, les importations de biens (Art. 1).

Doit être assujetti au paiement de cette taxe quiconque accomplit, d'une façon indépendante, à titre habituel ou occasionnel, des actes relevant des activités de producteur, de commerçant ou de prestataire de services, qu'il vise ou non un but lucratif (Art. 2). Sur ce point, la Commission entend englober dans l'imposition toutes les activités économiques possibles y compris, a-t-elle précisé, les activités extractives, les activités des agriculteurs et celles des professions libérales. Elle admet cependant, à titre provisoire et dans la mesure où il ne saurait en résulter des distorsions concurrentielles, que le négociant de détail échappe à l'imposition.

Par les termes « d'une façon indépendante », la Commission semble admettre que les transactions opérées entre personnes indépendantes du point de vue juridique mais organiquement liées entre elles par des rapports d'ordre économique, financier et d'organisation, pourraient échapper à l'imposition.

Quant aux organismes de droit public, ils ne seraient vraisemblablement imposables que dans la mesure où ils exerceraient des activités ne relevant pas des obligations qui leur incombent en tant qu'autorité publique.

Par « livraison d'un bien », la nouvelle directive entend « le transfert du pouvoir de disposer d'un bien corporel comme un propriétaire » (Art. 3). Ce texte assimile cependant à une livraison imposable diverses opérations qui n'entraînent pas un transfert de propriété, mais se présentent seulement comme des mouvements de marchandises à l'intérieur d'une même entreprise. Il s'agit essentiellement du prélèvement de produits faits dans une entreprise pour les propres besoins de cette entreprise.

Ces dispositions sont, en fait, analogues à celles que connaît la législation française dans le domaine des « livraisons à soi-même ». Elles ont pour objet de supprimer, sur le plan fiscal, l'avantage que pourrait procurer dans certains cas l'intégration des entreprises.

Le nouveau projet de directive considère comme « prestations de services » toute opération qui ne constitue pas une livraison d'un bien (Art. 4). Sur ce point, cependant, la Commission admet que les règles de taxation communautaire s'appliquent seulement aux services dont le coût influence directement ou indirectement et d'une façon marquée le prix des biens.

Par importation, enfin, le projet de directive vise « l'introduction d'un bien dans le territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est applicable » (Art. 5).

FAIT GÉNÉRATEUR DE L'IMPOSITION

Le fait générateur est l'acte qui donne naissance à la dette fiscale. Les propositions de la Commission sur ce point sont différentes selon qu'il s'agit de la livraison d'un bien, de l'importation d'un bien ou d'une prestation de services.

Pour la livraison d'un bien, la dette fiscale prend naissance au moment où la livraison est effectuée. Lorsque des versements d'acomptes sont intervenus antérieurement à la livraison, le fait générateur est censé intervenir « au moment de la délivrance de la facture ou, au plus tard, au moment de l'encaissement, et ceci à concurrence du montant de cette facturation ou de cet encaissement » (Art. 3).

Pour l'importation, « le fait générateur est l'introduction du bien dans le territoire sur lequel la taxe sur la valeur ajoutée de l'Etat intéressé est

applicable » (Art. 5). Le projet de directive admet cependant que le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée soit lié éventuellement à l'exigibilité des droits de douane.

Pour les prestations de services, le fait générateur « a lieu au moment où le service est rendu » (Art. 4). Toutefois, pour les prestations de services à longue durée ou pour celles qui donnent lieu à versement d'acomptes, « le fait générateur est déjà déterminé au moment de la délivrance de la facture ou, au plus tard, au moment de l'encaissement, et ceci à concurrence du montant de cette facturation ou de cet encaissement » (Art. 4).

TAUX

Le nouveau projet de directive ne couvre que la première étape de l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires, c'est-à-dire la période durant laquelle des Etats membres ne seront nullement tenus d'harmoniser les taux ni les exonérations ; aussi, ce projet de directive ne comporte-t-il aucune indication chiffrée des taux. Il se borne à préciser (Art. 7) :

— que « le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé, par chaque Etat membre, à un pourcentage de la base d'imposition qui est le même pour les livraisons de biens et pour les prestations de service » ;

— que certaines opérations doivent être soumises « à des taux majorés ou à des taux réduits » ; les taux réduits doivent cependant être calculés de façon telle « que le montant de la taxe sur la valeur ajoutée résultant de l'application de ces taux permette normalement de déduire la totalité de la taxe sur la valeur ajoutée perçue au stade antérieur » ;

— que « le taux appliqué à l'importation d'un bien est celui qui est appliqué à l'intérieur du pays pour la livraison d'un même bien ».

EXONÉRATIONS

Pour les mêmes motifs que ceux qui ont conduit la Commission à ne pas prévoir d'ores et déjà des taux communautaires, l'article 8 laisse à chaque Etat membre le soin de déterminer les exonérations qu'il estime nécessaires, sous réserve toutefois de procéder à des consultations préalables. L'objet de cette procédure de consultation est d'éviter, dans toute la mesure du possible, des divergences trop importantes sur ce point entre les divers Pays.

Le projet de directive prévoit, cependant, que, d'ores et déjà, et sans attendre l'éventuelle unifica-

tion des exonérations, les divers Pays membres doivent exonérer les livraisons de bien expédiés en dehors de leur territoire.

ASSIETTE

Sous ce titre, il faut entendre deux séries de dispositions :

- la base sur laquelle doit porter la taxe sur la valeur ajoutée,
- le régime des déductions de taxe.

La base d'imposition est constituée (Art. 6) :

Pour les livraisons et prestations de service, « par tout ce qui constitue la contre-valeur de la livraison du bien ou de la prestation de services, tous frais et taxes compris à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même » ;

Pour les importations de biens, « par la valeur en douane retenue pour l'application des droits de douane ad valorem ».

Mais, dans l'esprit de la Commission, la taxe sur la valeur ajoutée communautaire doit avoir les mêmes effets économiques et financiers qu'une taxe perçue au dernier stade de la commercialisation des produits. Ce sont uniquement, dès lors, des considérations essentiellement d'ordre technique qui l'ont conduite à retenir la technique des paiements fractionnés en vigueur dans le régime français de la taxe sur la valeur ajoutée : dans ce système, chaque assujetti calcule l'impôt sur son prix de vente, mais déduit de l'impôt ainsi calculé le montant de celui qui a grevé les divers composants du produit vendu ainsi que les éléments de son prix de revient.

La technique de ce régime de déductions fait l'objet de l'article 9 du projet de directive concernant la structure et les modalités d'application du système communautaire de la taxe sur la valeur ajoutée. Les principales dispositions de cet article sont les suivantes :

1. — « L'assujetti est autorisé à déduire de la taxe sur la valeur ajoutée calculée d'après son chiffre d'affaires :

« — la taxe sur la valeur ajoutée qui lui est facturée pour les biens qui lui sont livrés et pour les services qui lui sont rendus » ;

« — la taxe sur la valeur ajoutée acquittée pour les biens importés » ;

— la taxe sur la valeur ajoutée qu'il a acquittée lui-même sur les prélèvements qu'il a faits dans sa propre entreprise ou sur les « livraisons à soi-même ».

2. — En aucun cas, sauf en cas d'exportation, cette déduction ne peut être opérée pour la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les biens et les services :

« — qui sont utilisés pour effectuer des opérations non taxables ou exonérées », ;

— qui ne sont pas utilisés pour les besoins de l'entreprise ;

— qui seraient exclus du régime de déduction en vertu d'une disposition expresse de la loi : il s'agit, au cas particulier, de certains biens ou certains services dont le refus de déduction pourrait être édicté, notamment pour le motif qu'ils sont susceptibles d'être utilisés pour les besoins privés de l'assujetti ou de son personnel.

3. — « Pour les biens et les services qui sont utilisés pour effectuer à la fois des opérations ouvrant droit à déduction et des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, la déduction n'est admise que pour la partie de la taxe sur la valeur ajoutée qui est proportionnelle à la valeur des premières opérations ». C'est, en fait, l'application, dans le régime communautaire, de la règle du « prorata » actuellement appliquée en France.

— La déduction de la taxe est opérée sans décalage dans le temps, c'est-à-dire sur la taxe due pour la période au cours de laquelle est reçue la facture qui se rapporte aux biens ou aux services ouvrant droit à déduction.

5. — Pour la déduction de la taxe ayant grevé les biens d'investissement, le projet de taxe communautaire reprend les dispositions actuellement en vigueur dans la législation française : cette déduction fait l'objet de régularisations pendant une période de cinq années, en fonction des variations du « prorata » de l'entreprise.

Le projet de directive dispose cependant que « pour une certaine période transitoire », chaque Etat membre a « la faculté d'appliquer les déductions pour les biens d'investissement selon des fractions annuelles (déductions prorata temporis) ».

6. — Si, en raison notamment d'une activité relativement faible de l'entreprise, le montant des taxes déductibles excède celui de la taxe correspondant au chiffre d'affaires de l'entreprise et si la

déduction ne peut ainsi être intégralement effectuée au cours d'une période donnée, l'excédent est reporté sur la période suivante. « Cependant, à la fin de chaque année civile, l'excédent éventuel est remboursé ».

OBLIGATIONS DES REDEVABLES

Les obligations mises à la charge des redevables par l'article 10 du nouveau projet de directive ne sont pas sensiblement différentes de celles qui sont imposées aux redevables dans tous les régimes des taxes sur le chiffre d'affaires, quelle que soit la technique de ceux-ci : taxe à paiements fractionnés ou taxe cumulative à cascade.

Pour le bon fonctionnement du régime de la déduction des taxes, le texte élaboré par la Commission prévoit, bien entendu, l'obligation, pour les assujettis, d'établir pour chaque opération imposable une facture faisant apparaître, d'une manière distincte, « le prix net et la taxe correspondante pour chaque taux différent, ainsi que, le cas échéant, l'exonération ».

RÉGIMES PARTICULIERS

Le texte élaboré par la Commission laisse dans l'ombre le régime particulier susceptible d'être consenti, dans chaque Pays, aux « petites entreprises ».

Chaque Etat membre conserve, en effet, la faculté, sous réserve de consultation préalable des autres Etats membres, « d'appliquer aux petites entreprises pour lesquelles l'assujettissement au régime normal de la taxe sur la valeur ajoutée se heurterait à des difficultés le régime particulier qui s'adapte le mieux aux exigences et possibilités nationales ».

Pour les produits agricoles, la Commission se réserve la possibilité de soumettre ultérieurement des propositions concernant, d'une part, les modalités particulières d'application de la taxe sur la valeur ajoutée à ces produits, telles qu'elles n'entraient pas le fonctionnement des organisations communes du marché agricole et, en particulier, les systèmes de prix que celles-ci prévoient, d'autre part, les régimes transitoires que les Etats membres pourront appliquer jusqu'à la suppression des frontières fiscales.

III. — LES NOUVELLES ETUDES D'HARMONISATION A ENTREPRENDRE PAR LA COMMISSION

En l'état actuel des propositions de la Commission Economique Européenne, la mise en vigueur dans les 6 Pays du système de taxe sur la valeur ajoutée communautaire qui vient d'être décrit dans ses grandes lignes devrait intervenir avant le 1^{er} janvier 1970. L'institution d'une telle taxe marquerait ainsi, dans l'esprit des auteurs du projet de directive, la fin de la première étape de l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires.

Quel devrait être le développement ultérieur des travaux de la Commission ?

Il est vraisemblable :

d'une part, que la Commission, qui semble considérer la suppression des frontières fiscales comme le but final de l'harmonisation, cherchera à parfaire celle-ci et à définir les conditions susceptibles de rendre possible cette suppression ;

d'autre part, et pour s'en tenir aux termes mêmes de l'article 99 du Traité de Rome, que des travaux d'experts devront intervenir à l'effet de rechercher de quelle manière les droits d'accise pourraient également être harmonisés au sein du Marché Commun.

LES CONDITIONS TECHNIQUES DE LA SUPPRESSION DES CHARGES FISCALES

Indépendamment des problèmes qu'une telle suppression soulève de divers points de vue, il semble évident qu'une harmonisation menée sur la base des seuls projets de directives actuellement élaborés par la Commission ne permettrait pas de renoncer à des mesures de compensation aux frontières.

La Commission a d'ailleurs noté que « du fait du maintien provisoire des frontières fiscales » la deuxième directive concernant la structure et les modalités d'application du système commun de taxe sur la valeur ajoutée « permet de laisser subsister encore certaines différences des modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée dans les Etats membres ». Et elle ajoute « lors de l'élaboration ultérieure des propositions de la troisième directive qui doit rendre possible la suppression des frontières fiscales, il conviendra d'examiner dans quelle mesure ces différences de modalités d'application devront obligatoirement disparaître ou bien si certaines divergences pourront, le cas échéant, être encore admises ».

A la vérité, ces études devront être menées dans deux voies différentes :

d'une part, il conviendra de rechercher si la latitude laissée aux Etats membres, au cours de la première étape, d'adopter sur divers points des positions divergentes pourra, ou non, être maintenue. La Commission elle-même a cité, dans ce domaine :

— la faculté des Etats membres de restreindre le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée jusqu'au stade du commerce de gros inclus ;

— l'étendue de la liste énumérant les prestations de services soumises au régime fiscal communautaire ;

— la détermination du lieu où une prestation de services est réputée se situer ;

— la faculté des Etats membres d'appliquer aux petites entreprises un régime particulier ;

d'autre part et surtout, il conviendra, semble-t-il, d'aboutir dans les différents Etats à l'application de taux identiques et à l'établissement d'une liste unique des exonérations éventuelles.

Il est bien évident, en effet, ainsi d'ailleurs que la Commission elle-même l'a souligné dans son projet de directive relative à l'harmonisation des législations des Etats membres en matière de taxes sur le chiffre d'affaires, que la suppression des frontières fiscales entre les Etats membres ne peut aboutir que si l'harmonisation établie garantit « la neutralité de ces taxes quant à l'origine des biens et des prestations de services ».

Mais, sur le problème de l'unification totale des taux d'imposition, il semble que des opinions divergentes aient été émises. Certains pensent qu'une unification totale de ces taux est une condition indispensable à la suppression des frontières fiscales. Au contraire, le Comité fiscal et financier constitué par une décision de la Commission de la Communauté Economique Européenne en date du 5 avril 1960 a émis l'opinion qu'une unification complète de ces taux n'était peut-être pas absolument nécessaire, mais qu'elle serait très souhaitable. Ce Comité précisait cependant « il est certes d'abord nécessaire que les disparités existantes entre les tarifs fiscaux soient très minimales, ensuite que les dispositions relatives aux exonérations fiscales et aux franchises soient similaires dans tous les Etats membres » (cf. rapport du Comité fiscal et financier - Edition 1962 - page 80).

L'HARMONISATION DES DROITS D'ACCISE

Cette harmonisation est expressément prévue par l'article 99 du traité de Rome.

La Commission, qui semble avoir accordé la priorité aux problèmes d'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires, ne paraît pas encore avoir mené des études approfondies au sujet de l'harmonisation des impôts particuliers sur certains produits.

Il n'est pas douteux, toutefois, qu'elle entend faire de la taxe sur la valeur ajoutée communautaire une taxe à portée absolument générale frappant l'ensemble des produits et des prestations de services. On peut donc raisonnablement estimer que, dans l'esprit des autorités de Bruxelles, les droits d'accise devraient constituer seulement une « fiscalité d'appoint ».

Les directives ci-après devraient donc, semble-t-il, présider, en principe, aux études qui pourront être menées dans ce domaine :

— Suppression des droits d'accise institués dans les différents pays en remplacement des taxes sur le chiffre d'affaires. Le maintien de tels impôts serait, en effet, absolument incompatible avec la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée ; ceux-ci devraient donc être supprimés et les produits qu'ils concernent intégrés dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée communautaire.

— Maintien en addition à cette taxe des droits d'accise dont l'application serait jugée nécessaire pour des considérations d'ordre budgétaire, économique ou social.

— Suppression des impôts indirects particuliers à faible rendement dont le maintien ne serait pas jugé absolument nécessaire pour des considérations d'ordre extra-fiscal.

Sur un plan plus général, l'harmonisation des droits d'accise au sein du Marché Commun semble devoir être une des conditions de la suppression des frontières fiscales.

A défaut d'une telle harmonisation, en effet, la suppression des frontières fiscales perdrait l'essentiel de ses mérites.

D'une part, le contrôle aux frontières internes devrait être maintenu et des mesures de compensation appliquées.

D'autre part, des distorsions risqueraient de se produire sur le plan des échanges entre Pays partenaires. Sans doute, pour les produits soumis aux droits d'accise et livrés directement à la consommation, des mesures pourraient-elles être prises pour réduire ces risques de distorsion. Mais de telles mesures seraient difficilement applicables lorsque ces produits sont utilisés comme biens intermédiaires de production et incorporés dans des produits passibles de la taxe sur la valeur ajoutée communautaire, pour lesquels aucune mesure de compensation particulière n'interviendrait plus à la frontière.

L'harmonisation des droits d'accise est de nature, d'ailleurs, à faciliter une unification des taux de la taxe sur la valeur ajoutée au sein du Marché Commun, condition indispensable, semble-t-il, à la suppression des frontières fiscales.

En effet, un examen de la structure de la fiscalité indirecte à l'intérieur des six Pays révèle des divergences profondes dans ce domaine. A titre d'exemple, la France tire près de 40 % de ses ressources de l'application des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes assimilées et une part relativement très réduite de l'application des droits d'accise. Cette situation est, au contraire, très différente en Italie où le rendement des droits d'accise est demeuré relativement très important. Dans les autres Pays partenaires, la différence de rendement entre les taxes sur le chiffre d'affaires et les droits d'accise est, d'une manière générale, moins accusée qu'en France.

Une harmonisation des droits d'accise qui conduirait à intégrer dans les taux de la taxe sur la valeur ajoutée une large part de la charge fiscale actuellement demandée aux droits d'accise serait donc de nature à provoquer un rapprochement sensible des taux de la taxe sur la valeur ajoutée communautaire dans les six Pays et à réduire ainsi les écarts d'imposition constatés dans les systèmes de taxes sur le chiffre d'affaires en vigueur au sein du Marché Commun.

Il n'est pas douteux que ce rapprochement faciliterait l'unification ultérieure des taux de la taxe sur la valeur ajoutée.

IV. — LA SUITE DONNÉE DANS DIVERS PAYS AUX PROPOSITIONS D'HARMONISATION DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Deux projets de réforme des taxes sur le chiffre d'affaires s'inspirant très étroitement du projet de taxe sur la valeur ajoutée communautaire élaboré par la Commission de la Communauté Economique Européenne sont actuellement en cours d'examen dans deux des pays du Marché Commun : la République Fédérale d'Allemagne et la France.

PROJET DE TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (MEHRWERTSTEUER) EN ALLEMAGNE

Cet impôt aurait un champ d'application très étendu : il s'appliquerait non seulement à l'ensemble du secteur industriel et commercial, y compris par conséquent le commerce de détail, mais aussi au secteur de la production agricole et aux professions libérales.

Toutefois, il ne frapperait pas les livraisons opérées à l'intérieur d'une unité économique fonctionnelle (Organgesellschaft), c'est-à-dire les transferts opérés entre des entreprises « intégrées » sur le plan financier et économique et sur le plan de l'organisation.

Echapperaient également à l'application de cet impôt les affaires effectuées par les établissements qui assurent des services publics.

Les exonérations admises dans le projet de loi allemand sont relativement peu nombreuses. Elles touchent essentiellement les livraisons à l'exportation et opérations assimilées, les affaires de transport par voie de navigation intérieure, les octrois de crédits, les transactions relatives à des créances d'argent, à des valeurs mobilières, à la monnaie, etc., ainsi qu'un certain nombre d'opérations qui présentent un intérêt culturel ou social marqué.

L'impôt allemand comporterait deux taux : un taux normal de 10 % et un taux de 5 % ; ce dernier s'appliquerait essentiellement aux affaires réalisées par les membres des professions libérales, à la plupart des produits agricoles et à certains produits alimentaires de grande consommation.

La base d'imposition à soumettre à ces taux serait constituée par le montant de la transaction, après déduction de la taxe.

Dans le domaine des déductions de taxes, le projet allemand présente deux caractéristiques : il est à la fois très libéral, en ce sens qu'il n'édicte aucune restriction au régime de déduction et ignore la

« règle du butoir », et restrictif, dans la mesure où il subordonne à un étalement dans le temps la déduction de la taxe ayant grevé les biens soumis à amortissement fiscal. Pour ces biens, en effet, la déduction serait fractionnée et opérée au prorata du temps d'amortissement retenu pour l'établissement du bénéfice fiscal.

Pour les petites entreprises, le projet allemand prévoit la possibilité de fixer des forfaits collectifs pour certaines branches professionnelles. Il dispense du paiement de la taxe les redevables dont le chiffre d'affaires imposable est inférieur à 20.000 D.M.

PROJET DE RÉFORME DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE

Ce projet de réforme, qui a été adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale et qui doit normalement s'appliquer dès le 1^{er} janvier 1967, s'inspire également, pour une très large part, des conclusions des travaux menés à Bruxelles, en vue de l'harmonisation fiscale. Il en est, en effet, caractérisé par la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée à l'ensemble des secteurs de la production, de la distribution et des services et par la suppression de nombreuses exonérations ou régimes particuliers.

Aux termes de ce projet, l'ensemble des activités économiques, qu'il s'agisse de la production et de la distribution des produits, y compris le négoce de détail, ou des prestations de services, sera, d'une manière générale, soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, qui apparaîtra ainsi comme l'impôt général unique sur la dépense.

D'application moins large que le système élaboré sur le plan communautaire, ce projet laisse, toutefois, en principe, les activités essentiellement agricoles et les professions libérales hors du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, en même temps qu'il maintient un certain nombre d'exonérations, à la vérité, cependant, peu nombreuses et qui ne sont pas de nature à retirer au système le caractère de généralité désiré.

Les taux d'imposition retenus dans le projet français sont plus nuancés que dans le projet allemand et plus nombreux aussi qu'il ne serait sans doute souhaitable dans un régime communautaire du type de celui qui a été élaboré à Bruxelles. Cette situation tient au poids relativement lourd que repré-

sente l'impôt français sur le chiffre d'affaires, situation qui conduit à une discrimination fiscale poussée.

Quatre taux sont ainsi prévus :

— un taux réduit de 6 %, applicable essentiellement aux denrées agricoles et aux produits alimentaires de large consommation ;

— un taux intermédiaire de 12 % pour les produits énergétiques, certains travaux immobiliers, les produits alimentaires non admis au taux réduit, les transports de voyageurs, les affaires de restauration et d'hôtellerie ainsi que les prestations de services à caractère social ou culturel ;

— un taux normal de 16,66 % ;

— un taux majoré de 20 %, appelé à s'appliquer à un nombre relativement restreint de produits.

A la différence du projet communautaire et du projet allemand, ces taux s'appliqueront à une base d'imposition incluant l'impôt lui-même.

Le régime des déductions de taxes retenu dans le projet français est sensiblement le même que celui qui est actuellement en vigueur et n'est donc pas, en principe, fondamentalement différent de celui qui a été retenu sur le plan communautaire. A la différence de celui-ci, cependant, il n'exclut pas l'application de la règle dite du « butoir » et semble admettre des restrictions au droit à déduction dans une plus large mesure que le système européen.

Enfin, un sort particulier est prévu pour les « petites entreprises ». Le projet français considère comme telles celles dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 500.000 francs ou 125.000 francs, selon qu'il s'agit de redevables dont le commerce principal est de vendre des marchandises et denrées

à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, ou d'autres redevables. Ce régime comporte deux séries de dispositions :

— pour la généralité de ces redevables, un régime d'imposition sur une base forfaitaire individuelle ;

— pour les plus « faibles » d'entre eux, une exonération totale, prolongée, au-delà d'un certain chiffre, par une imposition atténuée.

*
**

Il est à penser, dès lors, qu'avant le 1^{er} janvier 1970, date prévue par la Commission de la Communauté Economique Européenne comme fin de la première étape de l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires, deux pays au moins, l'Allemagne Fédérale et la France, appliqueront un système de taxe sur la valeur ajoutée, sinon identique, tout au moins très proche de celui qui est actuellement prévu comme base de la fiscalité indirecte communautaire.

Les autres Pays partenaires auront-ils, à la même date, renoncé à leur système de taxe cumulative à cascade ? Il est sans doute encore trop tôt pour répondre à cette question.

La technique du nouvel impôt est très différente de celle de l'impôt traditionnel à cascade.

Par ailleurs, la part prise, dans le budget de ces pays, par l'impôt général sur la dépense, pour être moins importante qu'en France, n'est pas pour autant négligeable.

Cette double considération donne à penser que l'élaboration d'un projet de réforme dans le sens préconisé par la Commission nécessitera, pour ces pays, des études préalables vraisemblablement longues.

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Evolution et continuité

par Michel ALBERT

La revue du Marché Commun a déjà publié deux importants articles sur la Banque Européenne d'Investissement.

Dans le N° 37 de juin 1961, M. Pierre Barre a fait une présentation synthétique de cet organisme, qui traite à la fois de son organisation, de ses méthodes et de son activité.

Dans le N° 41 de novembre 1961, le Président de la Banque, M. Formentini, a exposé le rôle de cet établissement en matière de développement régional.

Si, pour une large part, ces deux études demeurent encore valables aujourd'hui, il n'est cependant pas inutile de procéder à une remise à jour : au 30 novembre 1961, le montant des prêts approuvés représentait 153,8 millions de \$ (1), alors que le chiffre correspondant à la fin de 1964 s'élève à \$ 465,1 millions. Le montant global des opérations de la Banque a donc triplé en trois ans.

En outre, alors que la Banque avait été créée pour procéder à certaines interventions spécifiques dans les seuls pays membres de la C. E. E., depuis 1963, elle a commencé à intervenir dans les pays associés. Les deux premiers d'entre eux, la Grèce et la Turquie, bénéficiaient à la fin de 1964 de \$ 42,2 millions de prêts approuvés.

Cette évolution, quantitative et qualitative, explique par ailleurs la modification des ressources de la Banque : jusqu'en 1961, celle-ci a pu financer entièrement ses opérations grâce à l'utilisation du capital social ; depuis lors, le montant de ses emprunts a atteint \$ 155,6 millions.

QUELLE que soit leur portée, les changements intervenus depuis quatre années ne doivent pas dissimuler la continuité des méthodes de la B. E. I. Cette continuité procède à la fois des dispositions statutaires et d'un souci prioritaire

d'affermir le crédit de la Banque pour accroître ses ressources et obtenir sur le marché financier les conditions les plus favorables, de manière à maintenir des taux d'intérêt avantageux pour les emprunteurs.

I. — LES RESSOURCES DE LA BANQUE

Le tableau n° 1 indique le montant cumulé des ressources et des engagements à la fin de chacun des cinq derniers exercices (en millions d'u. c.).

1. — Capital

La Banque a été constituée avec un capital de 1 milliard d'u. c. dont 25 % ont été progressive-

ment versés de 1958 à 1960. Jusqu'en 1962, les moyens nécessaires aux opérations de prêt ont été fournis par le capital versé.

Depuis cette époque, les ressources supplémentaires ont été essentiellement constituées par les emprunts émis sur le marché. En effet, la différence entre le capital souscrit et le capital versé, soit 750 millions d'u. c., a pour objet, non de permettre le financement de prêts, mais de garantir

(1) Les comptes de la B.E.I. sont exprimés en unité de compte (u.c.) équivalant au dollar.

TABLEAU N° I

	Fin 1960	Fin 1961	Fin 1962	Fin 1963	Fin 1964
Capital versé	250	250	250	250	250
Excédents de gestion (1)	9,5	13,5	18	23	28
Emprunts en cours	—	21,4	53,6	88,4	153,7
Total des ressources utilisables	259,5	284,9	311,6	361,4	431,7
Prêts en cours versés	33,3	92,1	141,8	200	273,6
Prêts en cours à verser	26,3	54,5	71,6	81	120,9
Total des engagements (2)	59,6	146,6	213,4	281	394,5
Contrats approuvés mais non signés ...	33,9	13,6	31,9	77,3	55,2
Fonds de réserve statutaire (3)	4,5	10,3	15,6	21	26,6

(1) A l'exclusion du fonds de réserve statutaire.

(2) A l'exclusion des opérations spéciales et compte tenu des remboursements sur prêts.

(3) Les ressources de ce fonds doivent demeurer disponibles pour faire face à des risques éventuels.

les bailleurs de fonds. D'autres part, si l'article 6 des statuts permet à la Banque d'obtenir des Etats membres des prêts spéciaux à partir de 1961, cette procédure n'est applicable que dans le cas où la Banque ne serait pas en mesure de se procurer sur les marchés les ressources nécessaires à ses opérations.

2. — Emprunts

Dans sa politique d'approche des marchés, la B. E. I. a manifesté à la fois le souci de conserver une certaine aisance de trésorerie et d'éviter une trop grande anticipation des émissions par rapport aux sorties effectives des fonds, qui entraînerait une stérilisation relative des capitaux.

Par ailleurs, la Banque Européenne d'Investissement, consciente des difficultés qu'éprouve tout organisme nouveau à s'imposer aux marchés des capitaux, n'a voulu aborder ceux-ci, soit à l'intérieur soit, à l'extérieur de la Communauté, que d'une manière progressive et prudente. Sur les quelque 150 millions de dollars qu'elle a maintenant recueillis, 27 millions seulement sont d'une origine externe à la Communauté : la contre-valeur de 2 millions de dollars empruntés en Suisse et 25 millions de dollars aux Etats-Unis. En fait, l'emprunt placé sur le marché de New-York en décembre 1964 a d'ailleurs été souscrit par des personnes ne résidant pas aux Etats-Unis, par suite de l'entrée en vigueur de l'« Interest Equalization Tax ».

Les cinq sixièmes des emprunts de la Banque ont été émis à l'intérieur de la Communauté, en

majorité en Allemagne (\$ 47 millions) et aux Pays-Bas (\$ 35 millions).

Cette répartition est assez différente de celle qui avait été envisagée lors de la création de la Banque : cette Institution avait été conçue dans une large mesure comme un instrument de collecte de capitaux sur les marchés étrangers et notamment sur celui de New-York, à une époque où les ressources européennes étaient insuffisantes. Depuis lors, le redressement de la conjoncture et de la balance des paiements de la Communauté d'une part, le renversement de la situation des paiements aux Etats-Unis d'autre part, ont conduit la Banque à s'adresser essentiellement aux marchés européens. L'article 22 des statuts montre que les fondateurs de la Banque ont entendu lui donner des facilités particulières d'accès aux marchés de la Communauté. Ce texte dispose certes que les émissions de la B. E. I. sont subordonnées à l'accord des Autorités nationales et compétentes, mais il ajoute que : « l'assentiment des instances compétentes de l'Etat membre ne peut être refusé que si des troubles graves dans le marché des capitaux de cet Etat sont à craindre ».

La Banque s'est essentiellement attachée à assurer la qualité de son crédit. Elle a, dans ce domaine, obtenu d'incontestables succès : les conditions qui lui sont faites sont parmi les meilleures de celles qui s'établissent sur les places fréquentées : elles correspondent à celles qu'obtiennent la Banque Mondiale et les autres Institutions internationales sur les mêmes marchés. Or, selon les propres termes de son Président, « la Banque ne

peut accepter qu'on lui reproche d'être conservatrice ; elle jugerait au contraire inadmissible que la recherche de résultats possibles risquât d'aller à l'encontre de la solidité de son développement ». Ce souci prépondérant d'élargir son crédit et de lui conférer une qualité indiscutée est à l'origine de normes de gestion largement inspirées de la tradition bancaire.

Grâce à cette politique, la Banque a pu maintenir ses taux d'intérêt à un niveau avantageux pour les emprunteurs. Depuis sa création jusqu'en 1964, elle a pratiqué un taux unique de 5,7/8 %. Depuis lors, conformément à une disposition statutaire suivant laquelle le taux de ses prêts doit être adapté aux conditions qui prévalent sur les marchés et en raison des tensions qui s'y sont manifestées récemment, elle a été amenée à adopter les tarifs usuels suivants :

— prêts de moins de 7 ans	5,7/8 %
— prêts de 7 à 12 ans	6 %
— prêts de 12 à 20 ans	6,25 %

Ces taux sont compris à l'intérieur de ceux qu'applique actuellement la Banque Mondiale : 5,5 % à 6,5 % suivant le niveau de développement du pays bénéficiaire.

3. Autofinancement

Le tableau n° 1 montre que les ressources d'autofinancement dégagées au cours des cinq derniers exercices représentent près de 20 % du capital versé. Ce résultat favorable s'explique dans une large mesure par le fait que la B. E. I. ne verse

aucun dividende à ses actionnaires, les Six Etats membres de la C. E. E.

Mais la moitié seulement de ces ressources est disponible pour le financement des prêts, le fonds de réserves statutaires devant faire l'objet d'emplois mobilisables à tout moment. La situation qui en résulte est d'autant plus saine que près de 90 % des prêts en cours bénéficient de la garantie d'un Etat (Etats membres, 83,8 % ; Grèce, 5,8 %). Les autres prêts sont garantis par des sûretés de droit commun (cautionnements d'actionnaires, nantissements, etc...). Ainsi, le montant des réserves et provisions dépasse d'ores et déjà l'encours des prêts non assortis de garantie publique.

4. — L'évolution de la trésorerie

Le tableau n° 1 montre enfin un certain resserrement des disponibilités libres d'engagement. Alors que le montant global des ressources à la fin de 1960 représentait plus de quatre fois celui des engagements, l'excédent n'était plus que d'environ 10 % à la fin de 1964. Mais il s'agit là de chiffres bruts qui ne tiennent compte, ni des remboursements attendus sur prêts en cours, ni de la constitution progressive de ressources d'autofinancement.

Indépendamment même de ces facteurs, la trésorerie demeure très à l'aise par suite du décalage entre la date de signature d'un contrat et celles des versements au bénéficiaire. Le rapport entre la somme des prêts en cours à verser (soit \$ 120,9 millions) et l'encours des prêts versés (\$ 273,6 millions) donne la mesure de ce décalage. La Banque n'a signé, ni même approuvé, aucun prêt sans s'être assuré les rentrées correspondantes.

II. — LES PRETS DANS LES PAYS MEMBRES

Les prêts dans les Pays membres ont constitué jusqu'en 1962 la totalité de l'activité de la Banque. Ils en représentent encore près de 90 %. Le tableau n° 2 pages 444 et 445 retrace l'évolution globale des prêts approuvés et destinés aux Pays membres ainsi que leur répartition par pays et par secteurs.

1. — Evolution globale

Les chiffres totaux par exercice permettent de distinguer nettement deux phases dans l'histoire — encore brève — de la Banque. Au cours des trois premiers exercices, le montant annuel des

prêts s'est limité entre 40 et 65 millions de dollars par an ; au cours des trois exercices suivants, cette moyenne s'est élevée à des montants de l'ordre de 80 à 95 millions de dollars par an (1). Il semble ainsi que l'activité de la Banque dans les Pays membres ait tendance à se stabiliser à des montants de beaucoup inférieurs aux prévisions formulées en 1956 par les Ministres des Affaires Etrangères dans une hypothèse très différente, il est vrai, de celle qui a été finalement retenue :

(1) Le total des prêts approuvés, compte tenu des opérations dans les pays associés, a atteint 104,6 millions d'u. c. en 1963 et 106,8 millions d'u. c. en 1964.

TABLEAU N° 2. — PROJETS APPROUVÉS PAR LA B. E. I.
(Montants en millions d'unités de compte)

	1958/1959			1960			1961		
	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%
TOTAL	7	52,6	—	5	41,3	—	10	66,2	—
<i>Par pays bénéficiaires :</i>									
Belgique	—	—	—	—	—	—	1	4,8	7
Allemagne	—	—	—	1	2,4	6	1	25,0	38
France	2	16,2	31	1	9,5	23	4	12,0	18
Italie	4	32,4	62	3	29,4	71	4	24,4	37
Luxembourg	1	4,0	1	—	—	—	—	—	—
<i>Par secteurs d'intervention :</i>									
Agriculture	—	—	—	1	9,5	23	1	1	1
Transport	—	—	—	—	—	—	3	50	76
Energie	4	35,1	67	1	2,4	6	1	5	8
Télécommunications	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie	3	17,5	33	3	29,4	71	5	10,2	15

on avait alors envisagé de confier à un « Fonds d'investissements », qui aurait assumé les tâches dévolues en fait à la B. E. I., des ressources allant jusqu'à 300 millions d'u. c. par an.

La somme des prêts approuvés dans les Pays membres à la fin de l'année 1964, soit 422,9 millions d'u. c., représente 23 % du montant des investissements au financement desquels la B. E. I. a ainsi participé, soit approximativement 2 milliards d'u. c. Cette proportion est variable selon la nature et l'importance des projets, mais dans tous les cas, la Banque, eu égard à ses statuts, subordonne l'octroi de ses prêts à une majorité d'autres moyens de financement.

Le montant moyen des prêts varie suivant les années de 3 à 8 millions d'u. c., la moyenne générale étant d'environ 5 millions d'u. c. Ces variations dépendent, dans une large mesure, de l'importance relative des prêts à l'industrie, qui sont en général d'un montant inférieur à la moyenne : environ 3,6 millions d'u. c.

De même, la durée des prêts varie suivant les secteurs financés. Elle est habituellement de 11 à 14 ans pour l'industrie et de 16 à 20 ans pour l'infrastructure.

2. — Répartition par secteurs

L'industrie a été dans l'ensemble le principal secteur bénéficiaire des prêts de la Banque : près de la moitié des montants approuvés et plus des deux tiers des opérations. Les projets industriels

financés se rattachent eux-mêmes à des branches très diverses de l'industrie. Leur répartition traduit une large dispersion des risques ; on note cependant que la chimie et la pétrochimie occupent une place relativement importante.

L'équilibre global entre les projets directement productifs et les prêts relatifs aux infrastructures laisse place à d'importantes variations suivant les exercices. Au total, les transports tiennent la seconde place, la B. E. I. ayant, en l'espèce, choisi un certain nombre de projets en fonction de la priorité qui leur avait été attribuée par les Ministres des Transports de la C. E. E. Puis viennent l'énergie (exclusivement électricité avec 16 % de l'ensemble) et enfin l'infrastructure agricole (trois prêts seulement pour 23,6 millions d'u. c.) ; la place réduite qu'occupe ce dernier secteur s'explique en partie par le fait qu'en matière d'infrastructure agricole, la rentabilité des investissements s'étale sur une très longue période ; de ce fait, l'Italie par exemple a jusqu'à présent utilisé essentiellement pour son financement des fonds d'origine budgétaire.

3. — Répartition par pays

Conformément au protocole spécial pour l'Italie annexé au Traité de Rome et aux directives de ses Gouverneurs, la Banque a affecté une part prépondérante de ses ressources à l'Italie (au total 73 % des prêts dans les Pays membres, soit 310,7 millions d'u. c.). Cette répartition favorable à

DANS LES PAYS MEMBRES.

1962			1963			1964			Total 1958-1964		
Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%	Nombre	Montant	%
14	93,6	—	26	81,5	—	13	87,6	—	75	422,9	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4,8	1
—	—	—	1	5	6	—	—	—	3	32,4	8
1	16,2	17	2	3,9	5	1	13,1	15	11	71,0	17
13	77,4	83	23	72,6	89	12	74,5	85	59	310,7	73
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4,0	1
—	—	—	—	—	—	1	13,1	15	3	23,6	6
1	16,2	17	2	25	31	1	24	28	7	115,2	27
—	—	—	3	26	32	—	—	—	9	68,6	16
—	—	—	—	—	—	1	16	18	1	16	4
13	77,4	83	21	30,5	37	10	34,5	39	55	199,5	47

L'Italie se retrouve chaque année sauf en 1961. Elle a été facilitée par la mise en place, antérieure à la création de la Banque de structures financières adaptées pour recevoir l'aide étrangère et la redistribuer à des conditions favorables dans le Mezzogiorno. En effet, la Cassa per il Mezzogiorno qui joue un rôle d'intermédiaire dans ces opérations, procure un triple avantage : elle exonère les investisseurs du risque de change en mettant à leur disposition des liras italiennes en contre-partie des devises qu'elle emprunte auprès de la B. E. I. ou de tout autre prêteur étranger ; elle procure à la Banque sa propre garantie d'établissement public ainsi que celle de l'Etat italien ; enfin, elle prend à sa charge une partie du coût des capitaux grâce à une bonification d'intérêt qui en réduit le coût pour le bénéficiaire final à 5 ou 4 % suivant que l'investissement est supérieur ou inférieur à 6 milliards de Lit. Mais il convient de souligner que ces avantages ne sont pas propres aux prêts de la B. E. I. La Banque Européenne d'Investissement traite sur un pied d'égalité tous ses emprunteurs ; si certains de ceux qui participent d'une manière plus active à une politique de développement régional, bénéficient de conditions privilégiées, c'est en vertu de dispositions à caractère national.

L'Italie est le seul pays de la Communauté où l'existence de tels mécanismes ait pu favoriser efficacement l'intervention de la Banque Européenne. En revanche, le fait que la Banque verse

ses prêts en monnaies étrangères et que le risque de change doive être assumé par les emprunteurs explique, dans une large mesure, la part relativement faible des prêts consentis en France (11 prêts d'un montant total de 71 millions d'u. c., soit 17% de l'ensemble). Ces opérations ont en général été conclues avec des sociétés nationales (chemin de fer, électricité), des sociétés d'économie mixte chargées d'aménagements agricoles, ou des groupes industriels internationaux ou de calibre international. On remarque que trois prêts seulement ont été consentis à des entreprises industrielles françaises et que le dernier d'entre eux date de 1963.

Les interventions dans les autres Pays membres sont trop peu nombreuses pour être significatives. Elles sont au nombre de cinq seulement (1) ; quatre d'entre elles sont antérieures à 1961 et, sur les trois prêts consentis en Allemagne, deux concernent Berlin-Ouest ; il semble qu'outre leur justification économique et financière, ces dernières opérations visent à exprimer l'importance politique que les autres Pays membres attachent au problème de Berlin.

En définitive, seules les opérations réalisées en Italie présentent, par leur nombre et par leur volume, une importance notable. Néanmoins, l'activité de la Banque bénéficie indirectement aux

(1) La Belgique et le Luxembourg ont reçu chacun un prêt ; aucune intervention n'a été réalisée aux Pays-Bas où le coût de l'argent est inférieur aux taux pratiqués par la Banque.

autres pays, dans une mesure sensiblement plus large que nous le laisserait penser la répartition des prêts. En effet, la réalisation des projets d'investissement qu'elle a financés a entraîné la passation de commandes souvent très importantes par les entreprises italiennes aux industries des autres pays de la Communauté. La Banque veille d'ailleurs conformément à ses statuts, à ce que ses emprunteurs soumettent leurs marchés à une concurrence internationale.

4. — Répartition suivant l'objet

L'article 130 du Traité de Rome dispose que la Banque Européenne d'Investissement a pour mission de contribuer au financement des projets qui

- a) envisagent la mise en valeur des régions moins développées,
- b) visent la modernisation, la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du Marché Commun,
- c) présente un intérêt commun pour plusieurs Etats membres.

L'article de M. Barre, cité ci-dessus, expose les raisons pour lesquelles, de ces trois chefs d'intervention, le premier doit, au moins pendant les premières années, être considéré comme prioritaire. Le tableau n° 3 ci-dessous montre qu'effectivement la grande majorité des opérations relèvent d'actions en faveur du développement des régions en retard.

TABLEAU N° 3. — RÉPARTITION DES PRÊTS APPROUVÉS DANS LES PAYS MEMBRES DE 1958 A 1964 SELON LEUR OBJET.

	Nombre de prêts	Montant (M.u.c.)	%
Développement régional (130 a)	64	322,7	76
Reconversion (130 b) .	2	7,8	2
Intérêt commun européen (130 c)	9	92,4	22
Total	75	422,9	100

La portée de l'action de la Banque est très variable suivant les régions considérées. Son action a revêtu essentiellement un caractère compensateur : elle a contribué à éviter l'accentuation des écarts régionaux en concentrant des ressources sur quelques points appropriés. Certaines régions tel-

les que les Pouilles, la Calabre ou la Sardaigne, ont, grâce aux interventions de la Banque, bénéficié de compléments de ressources non négligeables : sa contribution au développement du Mezzogiorno avoisine le quart des financements accordés par les Instituts régionaux en faveur d'implantations industrielles ; d'autres, telles que la Bretagne, n'ont que peu reçu compte tenu de leurs besoins. Les besoins en matière d'infrastructure et d'agriculture dans le Mezzogiorno sont loin d'être satisfaits bien que le progrès économique et social en dépende souvent. Aucun crédit B. E. I. n'a encore été accordé en faveur de l'agriculture italienne ; au cours des trois derniers exercices, 26 millions d'u. c., seulement ont été octroyés pour l'amélioration de l'infrastructure de l'Italie méridionale (chemins de fer, énergie électrique) ce qui représente un faible pourcentage des montants, encore insuffisants, dépensés par l'Etat italien ou par la Cassa.

D'autre part, les interventions concernant les projets de reconversion sont à la fois trop peu nombreuses et d'un volume insuffisant pour présenter un caractère significatif. Les deux seuls prêts accordés au titre de la reconversion industrielle — tous deux pour des chantiers navals — ne représentent guère que 2 % de l'ensemble. L'expérience des années passées a montré que l'élimination progressive des barrières douanières, grâce à l'expansion générale qu'elle engendrait, suscitait moins de difficultés que beaucoup ne l'avaient craint initialement. En fait, les principaux problèmes de reconversion se posent dans des secteurs tels que l'industrie charbonnière et l'agriculture, pour lesquels des organes de financement spécifiques ont été institués (C. E. C. A., F. E. O. G. A.). Mais il n'est pas impossible que le ralentissement actuel des taux de développement dans la Communauté se traduise par une augmentation des besoins de financement en matière de conversion industrielle et par une modification corrélative de la répartition des prêts de la Banque considérée suivant leur objet.

Des projets d'investissement peuvent, à différents titres, présenter un intérêt commun pour plusieurs Etats membres : exploitation de filiales communes à des entreprises de différentes nationalités, amélioration des moyens de communication, financement de « politiques communes » au sens du Traité de Rome, etc... La plus grande part des prêts consentis pour des investissements d'intérêt commun européen concernent l'activité

des transports. Trois d'entre eux concernent des opérations importantes pour le désenclavement ferroviaire et routier de l'Italie.

5. — *Rôle de la B. E. I. dans la Communauté*

Le montant des prêts de la B. E. I., fixé depuis plusieurs années aux environs de 80 à 100 millions d'u. c. par an, représente 0,15 % environ de la formation brute annuelle de capital dans la Communauté. Le volume des opérations avec l'Italie, qui en constitue la part essentielle, semble avoir atteint au cours des dernières années une sorte de plafond : que la conjoncture italienne soit favorable comme en 1962, qu'elle subisse une crise comme en 1963 ou que ce pays soit, comme en 1964, contraint de procéder à d'importants emprunts à l'étranger, le montant de l'aide que lui apporte la Banque demeure approximativement le même. Cette tendance à la stabilisation peut s'expliquer par de nombreux facteurs internes ou externes.

En premier lieu, la Banque est tenue en lisière par son cadre statutaire. Investie d'une mission d'intérêt général, elle ne dispose cependant pas des facilités financières qui sont celles des fonds d'investissement à caractère public et qui lui permettraient d'intervenir plus activement dans le financement de certaines infrastructures dont l'utilité économique est difficile à apprécier. Organisme bancaire, elle se doit néanmoins de maintenir son activité à l'intérieur des conditions sévères qui tiennent à la fois à l'objet des projets d'investissement financés, à leur utilité économique et à leur rentabilité financière.

Certains travaux présentés au Parlement Européen semblent regretter que les taux d'intérêt ne soient pas plus avantageux et que les critères retenus en matière de rentabilité des projets et de garantie des prêts soient conformes aux principes de l'orthodoxie bancaire. Ces critiques visent en fait la conception statutaire de l'établissement. Elles semblent en outre ignorer les contraintes qu'imposent à la Banque la faiblesse relative de ses ressources propres et la difficulté, pour tout organisme neuf, de s'imposer sur le marché des capitaux.

Les fondateurs de la Banque, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, l'avaient considérée dans une certaine mesure comme un organisme susceptible de compenser l'insuffisance des capitaux à long terme sur les marchés européens et le déficit en devises de plusieurs des pays de la Communauté, grâce à des emprunts émis sur les marchés étrangers, particulièrement sur la place de New-York. Or, depuis 1957, le renversement de la balance des paiements américains a imposé une réduction, pour ne pas dire une suppression, des possibilités d'appels au marché américain.

Par ailleurs, la clause monétaire incluse dans les contrats de financement de la Banque et d'après laquelle l'emprunteur ne peut recevoir que des devises étrangères, a pu constituer un frein au développement de certaines opérations. Nombre d'industriels hésitent encore à assumer des risques de change. En outre certains Etats, dont la balance des paiements est excédentaire, s'efforcent de limiter l'endettement extérieur de leur économie. Certes, un emprunt en devises ne modifie nullement leur situation nette puisque les entrées de devises étrangères sont exactement balancées par l'augmentation de la dette extérieure, mais les Instituts d'Emission attachent parfois plus d'importance à la somme brute de leurs risques de change qu'au montant net de leurs réserves.

L'action de la Banque Européenne d'Investissement est simple : elle met les bénéficiaires de ses prêts en situation d'obtenir du marché, par son intermédiaire, des ressources au taux réservé aux signatures de premier ordre, taux le plus favorable. Les investisseurs dont les besoins dépassent les possibilités immédiates du marché ou qui ne présentent pas une surface suffisante pour pouvoir accéder directement au marché obligatoire, bénéficient ainsi de conditions avantageuses. L'action de la Banque permet par là d'accélérer la réalisation des projets au financement desquels elle participe ; il en résulte, particulièrement en matière d'infrastructure, à la fois une amélioration de leur rentabilité financière et de leur utilité économique générale.

Enfin, la Banque apporte aux pays moins développés qui sont associés à la C. E. E. des devises indispensables à leur croissance économique.

III. — *L'ACTIVITE DE LA BANQUE DANS LES PAYS ASSOCIES*

L'existence de zones sous-développées au sein de la Communauté, qui avait constituée pour les

signataires du Traité de Rome la raison principale de la création de la B. E. I., s'est naturellement

imposée lors de la discussion des conventions d'associations concernant la Grèce, la Turquie et les 18 Etats africains et malgache, avec une force que justifie le retard de leur développement.

Cette extension géographique de la compétence de la Banque résulte de décisions prises par le Conseil des Gouverneurs et fondées sur l'article 18 des statuts. L'activité de la Banque à ce titre s'exerce selon des modalités qui, pour être variables suivant les cas, n'en présentent pas moins de nombreux traits communs. Cette activité n'ayant démarré que depuis moins de deux ans, on s'attachera plus particulièrement à en décrire le cadre.

1. — Caractères généraux

Le choix de la B. E. I. comme organisme d'octroi de l'aide aux Pays associés s'est imposé pour diverses raisons :

- l'association étant conclue avec la Communauté toute entière, il est nécessaire d'unifier les concours financiers qui en découlent par des voies communautaires ;
- dans la mesure où la balance des paiements des Pays associés peut le supporter, il est souhaitable, à la fois d'un point de vue politique et financier, que l'aide soit accordée sous forme de prêts plutôt que de dons ; grâce à son indépendance, un organisme comme la Banque peut plus facilement que d'autres subordonner son intervention à la réalisation par l'emprunteur d'un effort personnel de financement ;
- lorsque les opérations de prêt envisagées sont d'une qualité suffisante, une institution bancaire peut les effectuer au moyen de ressources qu'elle mobilise sur le marché limitant ainsi l'effort budgétaire des pays pour le compte desquels elle intervient ;
- enfin, les Etats membres ont eu le souci de ne pas multiplier les institutions au niveau européen pour ne pas provoquer une dispersion des moyens.

L'intervention de la B. E. I. dans les pays associés s'analyse juridiquement comme élargissement de son champ d'activité, que le Traité avait limité aux territoires des Six pays membres. Les prêts sont donc octroyés suivant les modalités, conditions et procédures prévues par les statuts de la Banque pour les interventions dans la Communauté. Ils ne peuvent concourir qu'au financement de projets déterminés, à l'exclusion de programmes dont tous les détails ne seraient pas connus

avec précision. La Banque procède ici et là d'une manière identique à l'appréciation de l'utilité économique de chaque projet, de sa valeur technique et de son équilibre financier. Toutefois, les motifs d'intervention de la Banque dans les Pays associés ne sont pas limités comme dans les Pays membres par les dispositions de l'article 130 du Traité.

Les accords d'associations fixent un plafond aux concours à octroyer et déterminent la période à laquelle il s'applique. Les Etats associés, après avoir approuvé les financements envisagés, doivent donner une garantie de bonne fin aux prêts consentis, sans préjudice des autres sûretés qui pourraient être demandées. Enfin, outre les mérites propres du projet, la Banque doit s'assurer de la capacité du pays emprunteur à faire face au service de nouvelles dettes, problème qui ne se pose pas à l'intérieur de la Communauté.

Les prêts dans les Pays associés se répartissent en trois catégories différentes :

- des opérations pour compte propre de la Banque, qui représentent la totalité des interventions au bénéfice de la Grèce et une fraction de l'activité dans les Etats africains et malgache et les Pays et Territoires Associés d'Outre-Mer. Dans l'exercice de cette fonction, la Banque agit en étroite coopération avec les Etats membres, qui peuvent accorder des bonifications d'intérêt ;
- des opérations pour le compte des Etats membres : ce sont celles qui concernent la Turquie ;
- des opérations pour le compte de la Communauté, financées sur les ressources du Fonds Européen de Développement et instruites conjointement avec ce dernier, qui concernent les Etats africains et malgache et les Pays associés d'Outre-Mer.

2. — Activité en Grèce

L'accord d'association entre la Communauté et la Grèce, qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1962, prévoit une seule mesure d'aide financière consistant en un concours de 125 millions de dollars étalé sur une période de cinq ans sous forme de prêts en faveur de projets contribuant à l'accroissement de la productivité de l'économie hellénique et favorisant la réalisation des buts de l'association. Une bonification fixe de 3 % à la charge des Etats membres pourra être accordée aux deux tiers du montant global de l'aide. En outre, tant que ne sera pas conclu un accord pour le règlement des anciennes dettes publiques grecques, la Banque

prête sur le mandat des Six, c'est-à-dire avec leur cautionnement.

En 1963, 5 prêts d'un montant d'u. c. 23 millions ont été octroyés pour des projets d'infrastructure dans le domaine de l'énergie électrique et des communications routières. En 1964, la Grèce a bénéficié également de trois prêts représentant u. c. 23,8 millions et concernant un projet d'irrigation, une cimenterie et une usine d'engrais. Enfin, à l'exemple de ce que pratiquent couramment la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement, la B. E. I. envisage d'accorder à la Grèce, en coopération avec la Commission Economique Européenne, une assistance technique dont le premier objet pourrait être l'étude de la mise en place de zones de développement industriel.

3. — *Activité en Turquie*

L'accord créant une association entre la C. E. E. et la Turquie est en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1964. Selon ses termes, la Communauté a prévu d'octroyer pendant une période de 5 ans, par l'intermédiaire de la B. E. I. et jusqu'à concurrence de 175 millions d'u. c., des prêts à long terme destinés à contribuer au développement de la Turquie. Ces prêts seront consentis à des taux d'intérêt préférentiel ; en outre, notamment lorsqu'il s'agit de financer des investissements à rentabilité diffuse ou éloignée (infrastructure), ils seront assortis de délais de remboursement prolongés, de périodes de franchises exceptionnelles et, le cas échéant, d'autres modalités particulières de remboursement susceptibles d'en faciliter le service.

Par suite de l'importance des dettes contractées par la Turquie et du montant de ses échéances au cours des prochaines années, il n'a pas paru possible d'utiliser à cet effet les ressources d'une institution qui se finance sur le marché.

En vue de conserver cependant une unité de gestion à l'aide communautaire, les Etats membres ont décidé d'en confier l'exécution à la B. E. I. et de créer dans ce but une « Section spéciale » en son sein, qui serait alimentée par leurs propres versements et serait nettement séparée de la gestion normale en vue de protéger le crédit de la Banque. En la matière, la Banque agit donc, non pour son propre compte, mais en tant que mandataire des Six. Ce sont les Etats membres qui supporteront les risques des prêts ainsi consentis.

Dès le lendemain de l'entrée en vigueur de l'ac-

cord d'association, la Banque a approuvé deux opérations pour un montant de 5,4 millions d'u. c., qui concerne une centrale électrique et une usine de fabrication de tubes.

4. — *Activité dans les Pays associés d'Outre-Mer*

Alors que la première convention d'association entre les Etats africains et malgache, ainsi que les pays et territoires d'Outre-Mer, ne prévoyait qu'une seule forme d'aide constituée par des dons du Fonds Européen de Développement, la deuxième convention, entrée en vigueur le 1^{er} juin 1964, ajoute aux dons deux catégories de prêts conformément au tableau suivant :

(En millions d'u.c.)	18 Etats africains et malga- che asso- ciés	Pays et Ter- ritoires d'ou- tre-mer et Départements français d'outre-mer	Ensemble des associés d'outre- mer
Dons du Fonds Euro- péen de Développe- ment (FED)	620	60	680
Prêts à conditions spé- ciales sur ressources du Fonds	46	4	50
Prêts normaux de la Banque sur ses res- sources propres	64	6	70
Total des différentes formes d'aide	730	70	800

Cette aide, d'un montant global de 800 millions d'u. c., doit être répartie sur une période de 5 ans. Les prêts normaux à consentir par la B. E. I. sur ses ressources propres pourront bénéficier d'une bonification maximum de 3 %, qui sera, soit imputée sur l'aide non remboursable, soit réglée par les Etats membres.

Les prêts à conditions spéciales sur ressources du FED seront traités dans le cadre de la section spéciale mentionnée ci-dessus. La Banque interviendra dans l'instruction et la gestion de ces opérations conjointement avec le FED et sur la base de mandats qui lui seront donnés par la Communauté. A la fin du dernier exercice, certaines études étaient en cours, mais aucune décision de prêt n'avait encore été prise à aucun de ces deux titres.

Si le montant des prêts dont bénéficieront ainsi les Pays associés d'Afrique demeure faible, en valeur tant relative qu'absolue, il convient de noter que les interventions de la Banque en Grèce et en

Turquie devraient représenter environ 5 % des investissements productifs bruts et d'infrastructures économiques dans ces deux pays, au cours des

prochaines années, soit une proportion considérablement plus importante que celle qui s'observe dans les Pays membres.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Il n'est, du reste, pas impossible que la B. E. I. ait progressivement, dans l'avenir, à se tourner davantage vers l'extérieur de la Communauté.

Le Conseil des Ministres a décidé récemment de transférer le siège de la Banque de Bruxelles à Luxembourg. Au cours des discussions préalables à cette décision, la B. E. I. a été désignée comme l'organisme ayant vocation à constituer le pivot des institutions financières des Communautés Européennes en voie d'unification. Il n'est pas impossible que, dans cette perspective, la Banque soit amenée dans l'avenir à jouer un rôle élargi, débordant sensiblement celui qui lui a été assigné par le Traité de Rome.

En premier lieu, il est permis de penser que, dans le cadre de la fusion des Communautés, l'organisation administrative des activités bancaires de la C. E. C. A. donnera lieu à révision. S'il apparaissait souhaitable que ces activités soient dévolues à un organisme autonome, il semble que la B. E. I. serait, mieux que quiconque, en mesure d'en assumer l'exercice. D'autre part, à mesure que l'on s'avance vers la fin de la période transitoire prévue par le Traité de Rome et que la mise en œuvre de politiques communes revêt, au sein du Marché Commun, une importance accrue, il peut, en certains domaines, paraître plus nécessaire de recourir aux services d'un établissement bancaire public à caractère communautaire. C'est ainsi que l'action déjà engagée de la Banque en matière de développement régional, de reconversion industrielle et d'investissements d'intérêt commun, pourrait devoir s'amplifier dans le cadre de politiques communes.

Mais c'est surtout, semble-t-il, en tant qu'instrument d'actions communes vers l'extérieur qu'elle pourrait être amenée à accroître son rôle. Dès l'origine, dans la mesure où elle avait été conçue comme organisme destiné à faciliter les emprunts européens sur le marché américain, la B. E. I. était, par l'une de ses faces, tournée vers l'extérieur. Grâce à l'heureuse évolution qui a eu lieu depuis lors, l'Europe commence à sentir qu'elle devrait apporter, en tant que telle, sa contribution au développement des pays du Tiers-Monde. Dans son mémorandum sur le programme d'action de la Communauté au cours de la deuxième étape, la Commission de la C. E. E. a déjà indiqué pour

sa part que, responsable de l'élaboration d'une politique commune, elle serait directement conduite à proposer une politique commune financière et de coopération technique en faveur du Tiers-Monde. Il est en effet de plus en plus difficile de distinguer dans les relations entre pays industriels et pays neufs, les aspects commerciaux des aspects d'aide financière en vue du développement, les facilités octroyées en vue de la promotion des exportations des concours accordés en vue du développement du pays bénéficiaire.

Il ne saurait certes être question de substituer aux aides bilatérales un mécanisme d'octroi au niveau de la C. E. E.. Mais, s'il est vrai que l'effort financier global à réaliser par l'Europe au cours des prochaines années en faveur des pays en voie de développement devrait être accru, on peut raisonnablement penser que, dans ce contexte et en fonction de l'expérience acquise par sa contribution au développement des régions en retard du Marché Commun et des Pays associés, de nouvelles tâches pourraient être, à l'avenir, dévolues à la Banque. Une première action, selon cette perspective, pourrait se situer dans le domaine des crédits d'assez longue durée destinés à faciliter l'exportation de biens d'équipement vers les pays en voie de développement ; une participation de la Banque à de tels crédits paraîtrait de nature à rapprocher les conditions de concurrence entre les exportateurs, à améliorer la coordination des Pays membres et à accentuer l'aspect d'aide au développement de ces opérations.

Le Conseil des Ministres, récemment saisi de cette question, a d'ailleurs précisé que rien, dans les statuts de la Banque, ne s'opposait à l'exercice de telles activités et qu'il appartient au Conseil des Gouverneurs de prendre, à cet égard, toutes directives qui pourraient paraître opportunes.

Certes, la Banque elle-même a jusqu'à présent marqué une certaine prudence face aux nouvelles tâches qui pourraient se présenter à elle. Mais on peut penser qu'en ces domaines, il sied à sa jeunesse de montrer quelque réserve et que, forte du crédit qu'elle a su acquérir, elle sera mieux en mesure de s'adapter à des besoins dont la diversité croît en fonction des progrès de la Communauté européenne.

LA POLITIQUE COMMUNE DES TRANSPORTS VA-T-ELLE ENTRER DANS LES FAITS ?

A la fin de l'année 1964, les tentatives faites pour promouvoir une politique commune des transports au sein de la C.E.E. s'étaient soldées par des échecs (1).

Au milieu de l'année 1965, au contraire, ce que l'on a appelé la « trilogie des transports », à savoir la libéralisation du marché, son organisation, et l'harmonisation des conditions de concurrence a franchi le cap politique. Des décisions fondamentales ont été prises par le Conseil des Ministres, s'éloignant parfois assez considérablement des propositions initiales de la Commission, qu'il convient maintenant de mettre en œuvre par le moyen de règlements, directives ou décisions appropriées.

Il est équitable de souligner que ces décisions ont été prises durant la période de présidence française du Conseil (janvier-juin 1965) et que les efforts de la présidence ont été décisifs pour sortir la politique européenne de transports de sa léthargie.

Comment est-on parvenu à un résultat, quelles sont les décisions prises et quelles peuvent en être les conséquences, c'est ce que l'on va essayer d'analyser maintenant.

UNE VOLONTE DE NEGOCIATION

PRÉSENTÉES initialement au Conseil en mai 1963, les propositions de la Commission en matière de politique commune des transports avaient été, à la fin de 1964, longuement et minutieusement étudiées et par les organes consultatifs du Traité (Comité Economique et Social et Assemblée Parlementaire) et par le Conseil lui-même au cours de diverses sessions (2). Aucune volonté de négociation ne paraissait se manifester, les divergences se cristallisant essentiellement sur le problème de l'organisation du marché : certains, au premier rang desquels les Néerlandais préconisaient un régime différent pour chaque mode de transport et donnant par ailleurs le maximum de liberté

dans les mécanismes de formation des prix de transport ; les autres au contraire souhaitaient, comme la Commission, un système homogène reposant sur des principes communs à tous les modes de transport, organisant le marché grâce à une tarification dite à fourchettes, obligatoire pour tous les transports publics, et dont on ne pourrait s'évader que dans des cas limites, au moyen de contrats particuliers et non publiés, mais assortis d'un contrôle.

Tous les Six étaient cependant parfaitement conscients qu'il était illusoire d'escompter un accord quelconque sur une politique des transports qui ne ferait pas sa place à des mesures d'organisation du marché et que, faute de ce faire, les mesures de libéralisation et d'harmonisation des conditions de concurrence ne pouvaient être prises.

Se rendant compte de l'importance de l'enjeu, la Commission s'était déclarée, fin 1964, disposée

(1) Cf. « Le Marché commun et les Transports, esquisse d'un bilan », *La Revue du Marché Commun*, n° 77, février 1965.

(2) On ne reprendra pas ici ces propositions qui ont été analysées pour l'essentiel dans le n° 77 de la « *Revue du Marché Commun* ».

à rechercher les voies d'un compromis et à modifier au besoin ses propositions initiales. Elle suggéra même, officieusement, de dissocier le régime applicable au Rhin de celui à mettre en œuvre sur les autres voies d'eau de la Communauté, en laissant la liberté aux frères rhénans, quitte à instituer un certain contrôle souple de la capacité de la flotte rhénane, inspiré de celui envisagé par la Conférence Economique Rhénane, connue sous le nom de « plan UNIR », qui laissait à la profession le soin d'organiser elle-même, selon des critères pré-établis, cette réglementation de la capacité.

Il est rapidement apparu cependant qu'il était difficile du point de vue économique, de dissocier le régime applicable au Rhin de celui à appliquer aux autres voies d'eau européennes. Par ailleurs, les Néerlandais se déclaraient hostiles à accepter une tarification à fourchette pour leurs transports ferroviaires, ce qui compliquait le problème.

Il était clair, dès lors, que si l'on voulait aboutir, il fallait repenser dans son ensemble le problème de l'organisation du marché, explorer des voies nouvelles, et ne plus se contenter de rechercher quelles modifications pourraient être apportées à la proposition de la Commission qui servait jusqu'alors de base de discussion.

Ce fut, semble-t-il, le mérite de la présidence de proposer la recherche en commun de ces voies nouvelles, renouant ainsi les fils de la négociation, parce que, à partir du moment où l'on s'évadait délibérément du texte de la Commission qui avait cristallisé les oppositions, il était plus facile à chacun des partenaires d'adhérer à un compromis pour peu que sa volonté d'y aboutir existât.

Or, circonstance heureuse, les experts du Conseil, partant des propositions de la Commission, étaient parvenus au début de 1965, à un assez large accord d'une part sur les modalités d'une certaine libéralisation des transports routiers internationaux, par la création d'un contingent communautaire expérimental et l'adaptation aux échanges des actuels contingents bilatéraux, d'autre part sur un calen-

drier de mesures d'harmonisation, à prendre dans le secteur des transports par fer, par route et par voie d'eau, et concernant certains problèmes fiscaux, sociaux et relatifs aux interventions des Etats.

Pour que cet accord fut concrétisé par le Conseil, il fallait également un accord en matière d'organisation du marché : des contacts bilatéraux furent, semble-t-il, menés activement dans ce sens et dès lors qu'une solution possible et largement nouvelle parut à vue, la volonté de négociation se manifesta à nouveau.

Aussi, le 9 mars 1965, le Conseil put-il adopter une importante décision-cadre relative à l'harmonisation des conditions de concurrence dans le secteur des transports par fer, par route et par voie navigable ainsi qu'un règlement relatif à la constitution d'un contingent communautaire et à l'adaptation des contingents bilatéraux pour les transports de marchandises par route effectués entre Etats membres.

Toutefois, le Conseil décida que ce dernier texte serait différé dans sa mise en œuvre qui ne serait effective qu'à partir du 1^{er} janvier 1966, et à condition qu'à cette date le Conseil ait abouti à une solution dans le domaine de l'organisation du marché.

Conscients qu'il fallait et que l'on pouvait trouver une solution rapide et satisfaisante aux problèmes d'organisation du marché, les Six multipliaient alors entre eux les contacts bilatéraux, et les experts du Conseil eurent de fréquentes réunions. Un texte d'accord fut mis au point par le Comité des Représentants Permanents. C'est sur la base de ce texte que se tint, le 22 juin 1965, une nouvelle session du Conseil sur les problèmes de transports. Session qui aboutit à un accord important d'ordre politique d'ailleurs (il ne s'agit point en effet d'une décision formelle au sens du Traité) qui a le mérite de poser enfin les fondements de la politique européenne des transports.

**

ANALYSE SOMMAIRE DU CONTENU DES ACCORDS

A. LIBÉRALISATION DU MARCHÉ DES TRANSPORTS.

L'accord du 9 mars 1965 ne porte que sur le secteur, à vrai dire essentiel, du transport international de marchandises par route. Il diffère de

la proposition de la Commission relative à l'instauration d'un contingent communautaire pour cette catégorie de transports, parce que, alors que le système préconisé par la Commission prévoyait le blocage, puis la disparition progressive des con-

tingents bilatéraux et leur remplacement par un contingent communautaire dont le volume croîtrait au fur et à mesure que disparaîtraient les contingents bilatéraux, le système adopté par le Conseil prévoit le maintien des contingents bilatéraux qui demeurent donc à la base de la réglementation du trafic routier entre les Six, et la mise en place, à titre expérimental seulement, d'un contingent communautaire.

Ce contingent communautaire comporte en tout 880 autorisations la première année de mise en œuvre et il est augmenté successivement de 600, 450 et 450 autorisations pour les trois années suivantes. L'on aboutit ainsi à un total de 2.380 autorisations communautaires (valables chacune un an) ce qui est peu, mais suffisant pour apprécier la valeur du système.

B. HARMONISATION DES CONDITIONS DE CONCURRENCE.

La décision du 9 mars 1965 (il s'agit là d'une décision formelle au sens du Traité qui porte la date du 13 mai 1965 et a été publiée au *J.O.C.E.*, n° 88, du 24 mai 1965) concerne la fiscalité, les problèmes sociaux et l'intervention des Etats.

Dans le domaine fiscal sont prévues essentiellement la suppression des doubles impositions, l'uniformisation des bases de calcul des taxes sur les véhicules et surtout l'application aux transports du régime de la TVA lorsque ce système aura été mis en vigueur sur le plan européen.

Dans le domaine social, l'on prévoit le « rapprochement dans le progrès » des conditions de travail, l'uniformisation des règles de composition des équipages dans chaque mode de transport, l'harmonisation des dispositions régissant les temps de travaux et de repos ainsi que du régime des heures supplémentaires, l'institution d'un livret de contrôle en matière de transport routier et par voie navigable.

Plus novatrices sont les « dispositions concernant certaines interventions des Etats » qui touchent d'ailleurs essentiellement les rapports entre les Etats et les administrations ferroviaires. Elles concernent les diverses obligations dites « de service public » qui ne devront être maintenues que dans la stricte limite des besoins, la normalisation des comptes des entreprises de chemin de fer, la compensation aux entreprises de transport des charges que celles-ci supportent du fait des tarifs « sociaux » qui leur sont parfois imposées pour le transport des voyageurs, l'harmonisation enfin des

règles régissant les relations financières entre les entreprises de chemin de fer et les Etats » qui devra être terminée le 31 décembre 1972 et « aura pour objectif d'assurer l'autonomie financière des chemins de fer ».

Ces mesures sont de particulière importance si l'on songe qu'elles tendent à résorber le déficit des chemins de fer.

C. ORGANISATION DU MARCHÉ.

C'est là l'objectif de l'accord du 22 juin 1965, accord cadre essentiel et de caractère politique.

Pour bien comprendre la portée de cet accord, il convient de souligner qu'il suppose (et d'ailleurs prévoit) un rapprochement des conditions de fonctionnement des marchés de transport grâce aux mesures d'harmonisation qui viennent d'être décrites, complétées par une réglementation de l'accès à la profession de transporteur et de son exercice, une définition du régime des ententes dans les transports, et surtout, ce qui n'est pas simple, une « solution commune au problème de l'imputation des charges d'infrastructure ».

L'accord prévoit une organisation commune du marché des transports en plusieurs étapes, dont seules les deux premières sont décrites.

La première d'une durée de trois ans, ne s'applique qu'au seul trafic international. Elle prévoit, pour les chemins de fer et la route une tarification obligatoire de type à fourchette, analogue à celle proposée par la Commission, et pour les voies navigables, l'instauration d'une tarification dite « de référence » où les prix sont libres, seuls étant publiés d'une part un tarif non obligatoire de référence, d'autre part les prix et conditions de transport qui s'écartent de ce tarif.

Au cours de la seconde étape, qui doit s'achever le 31 décembre 1972 et concerne tant le trafic national que le trafic international, la tarification de référence est étendue d'une part à des transports nationaux à définir de manière communautaire, d'autre part et surtout à certains transports nationaux et internationaux de produits pondéreux.

Le but essentiel est d'assurer la transparence du marché par la publicité et à cet effet un « comité de surveillance du marché » est institué. Dans le système préconisé par la Commission la publicité n'était pas intégrale, puisqu'elle ne s'étendait pas aux contrats particuliers qui étaient prévus. Dans le système retenu par le Conseil la publicité est

totale et concerne à la fois les tarifs et les prix qui s'en écartent. En ce qui concerne le secteur des voies navigables, il est implicite, mais évident, que cette publicité s'étend au trafic rhénan.

En revanche, la tarification proprement dite est plus souple, moins contraignante que dans le sys-

tème de la Commission. On vise moins à régler le marché par la voie tarifaire qu'à permettre un jeu correct d'une formation économique des prix grâce à la transparence du marché.

*
**

CONSEQUENCES DES ACCORDS DES 9 MARS ET 22 JUIN

Les trois accords sur la politique européenne des transports qui viennent d'être brièvement analysés supposent, surtout les deux derniers (harmonisation des conditions de concurrence et organisation du marché) de nombreux textes particuliers d'application pour leur mise en œuvre effective. La tâche ne sera pas facile, des problèmes importants et difficiles, tels par exemple que l'écart des fourchettes ou l'organisation pratique de la publicité ayant été volontairement plus ou moins laissés dans l'ombre.

Même en étant optimiste, il est difficile d'augurer que les textes d'application pourront voir le jour avant le milieu ou plutôt la fin de l'année 1966. La politique des transports serait ainsi effective vers la fin de la période de transition, c'est-à-dire plus tôt que ne le prévoit le Traité de Rome

(l'article 75 du Traité ne fixe en effet que certaines mesures qui doivent être prises pendant la période de transition, la réalisation de la politique des transports pouvant dès lors s'étendre au-delà).

Telles que les grandes lignes en ont été fixées par le Conseil, la politique des transports sera d'essence assez largement néo-libérale.

Elle entraînera vraisemblablement de profondes modifications dans le régime actuel d'exploitation des chemins de fer qui verront se dresser les liens les unissant aux Etats. Elle encouragera l'accroissement, déjà constaté du trafic routier lourd. D'une manière générale, et c'est la philosophie du système, elle soumettra, beaucoup plus que par le passé, le secteur des transports aux lois générales de l'économie du marché.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

par René Jean DUPUY,

Directeur du Centre d'Etudes des Communautés Européennes
de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice,
Joël RIDEAU et Maurice TORRELLI,

Assistants à la Faculté et Chercheurs du Centre d'Etudes
des Communautés Européennes de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice

**RECEVABILITE. — RECOURS EN ANNULATION PAR DES PERSONNES PHYSIQUES ET
MORALES CONTRE DES DECISIONS ET DES REGLEMENTS DE LA COMMISSION DE
LA C.E.E. — SUJETS CONCERNES INDIVIDUELLEMENT. — ART. 173 al. 2 C.E.E.**

Getreide-Import Gesellschaft, S.A.R.L., contre Commission de la C.E.E. Affaire 38/64, arrêt du 1^{er} avril 1965, conclusions Gand.

Sgarlata et neuf autres producteurs et exportateurs d'agrumes contre Commission de la C.E.E., Affaire 40/64, arrêt du 1^{er} avril 1965, conclusions Roemer.

I) Les faits.

— Dans l'affaire 38/64, la Getreide-Import Gesellschaft a introduit devant la Cour de justice des Communautés un recours en annulation, sur la base de l'article 173, al. 2, du Traité, contre les décisions de la Commission de la C.E.E. des 23, 24 et 25 juin 1964 portant fixation des prix C.A.F. pour le sorgho.

La requérante serait, selon ses dires, une des plus grandes entreprises important en République fédérale d'Allemagne des céréales et des fourrages. Sa participation aux importations de fourrages, parmi lesquels figure le sorgho, serait la plus élevée. Le 26 juin 1964, elle a demandé un certificat d'importation pour 1.000 tonnes de sorgho, en provenance des Etats-Unis, à des taux de prélèvement fixés à l'avance, conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement n° 19 du Conseil de la C.E.E. Le certificat d'importation qu'elle a obtenu, indique des taux de prélèvement, pour le « déchargement au cours du mois de juin de sorgho Etats-Unis », qui se basent sur le prix C.A.F. de 51 dollars, fixé par décision de la Commission du 25 juin 1964, conformément à l'article 10 du règlement n° 19, et valable jusqu'au 26 juin 1964.

— Dans l'affaire 40/64, M. Sgarlata et neuf autres producteurs italiens d'agrumes ont également introduit devant la Cour un recours en annulation des règlements 65/64/C.E.E., 66/64/C.E.E. et 74/64/C.E.E. de la Commission en date des 16 et 26 juin 1964, fixant les prix de référence pour les citrons, les mandarines, les clémentines et

les oranges douces. Le recours tendait aussi à faire déclarer inapplicables l'article 11, § 2, du règlement du Conseil n° 23, du 4 avril 1962, et le règlement n° 100 de la Commission, du 27 juillet 1962, dans la mesure où le présent litige les mettrait en cause.

Dans les deux affaires, la Commission de la C.E.E. a soulevé l'exception d'irrecevabilité.

II) La recevabilité.

Dans l'affaire 40/64, la partie requérante soutenait que les mesures attaquées ne constitueraient pas des règlements (contre lesquels un recours en annulation de la part de personnes physiques ou morales ne serait pas recevable, eu égard à leur portée générale et abstraite, Cf aff. jointes 16 et 17/62, Rec., vol. VIII, aff. jointes 19 à 22/62, Rec., vol. VIII), mais se limiteraient en réalité à constater les prix de référence au moyen d'un calcul matériel ayant donc plutôt le caractère d'une décision adressée aux Etats membres.

La Cour, sans se livrer à l'examen de la nature juridique des actes attaqués, estime suffisant de déterminer si ces actes concernent « directement et individuellement » les requérants.

Dans la première affaire, la Commission admettait que la requérante soit concernée directement par les décisions attaquées, mais contestait qu'elle le soit individuellement. En effet, le prix C.A.F. pour le sorgho concerne tous les importateurs de sorgho et de produits transformés dont le prélèvement est déterminé en tout ou partie par le prix C.A.F. du sorgho, ainsi que tous les exportateurs de sorgho et de produits transformés. Dans ces conditions, « la requérante n'a été atteinte qu'en tant que membre d'une de ces catégories abstraitement délimitées, mais non pas en raison de certaines qualités qui lui sont propres, ou en

raison de circonstances particulières qui la distinguent du cercle de toutes les autres personnes. Elle ne satisfait donc pas aux critères exigés par les arrêts rendus dans les affaires 25/62 et 1/64 pour qu'il y ait intérêt individuel ». La requérante faisait valoir que la brièveté du délai (24 heures) pendant lequel la décision s'appliquait, permettait de délimiter le nombre de personnes concernées.

Dans la deuxième affaire, la Commission contestait également le fait que les requérants soient concernés individuellement par les mesures attaquées. Ils sont uniquement touchés en raison de leur appartenance au groupe abstraitement défini de toutes les personnes qui, au cours de la campagne 1964-65, voudront importer, exporter, produire ou consommer des agrumes dans le marché commun. Les requérants font valoir qu'à la différence de l'affaire Plaumann (25/62, Rec., vol. IX) dans laquelle le rejet du recours d'un importateur d'agrumes fut motivé par le fait que cette activité commerciale pouvait être exercée par n'importe qui, à n'importe quel moment, en l'espèce les producteurs d'agrumes doivent être propriétaires ou exploitants d'un terrain où sont produits les agrumes. Cette activité ne peut donc être exercée que par les bénéficiaires actuels ou virtuels des mesures de protection prévues à l'article 11 du règlement n° 23. Comment admettre alors qu'un recours formé par eux sur la base de l'article 175 du Traité, au cas où la Commission se serait abstenue de fixer un prix de référence pour les agrumes, eut été certainement recevable, qu'un recours fondé sur l'article 173, al. 2, ne le soit pas ?

Dans les deux affaires, la Cour reprend la définition, donnée par elle dans les arrêts 25/62 et 1/64, du caractère « individuel ». Pour être concerné *individuellement*, il faut que le requérant soit atteint par l'acte incriminé « en raison de certaines qualités qui lui sont particulières ou d'une situation de fait qui le caractérise par rapport à

toute autre personne, et de ce fait, l'individualise d'une manière analogue à celle du destinataire. »

A la lumière de cette position de principe, la Cour, dans les deux cas, rejette le recours en annulation comme étant irrecevable.

Dans la première affaire, elle considère que, d'une part, l'acte attaqué « est destiné à sortir des effets qui ne se limitent pas aux seules importations mais s'étendent également aux exportations du produit dont il s'agit, soit vers les autres Etats membres, soit vers les pays tiers », d'autre part, le fait d'introduire une demande de licence d'importation postérieurement à la décision attaquée n'est pas propre à individualiser la requérante.

Dans la deuxième affaire, la Cour considère que « la fixation annuelle et uniforme des prix de référence conditionne la liberté d'action du commerce d'importation et du commerce en général » ; s'adressant à l'ensemble des ressortissants de la Communauté, elle ne saurait concerner individuellement les requérants (cf. aff. jointes 106/63 et 107/63, arrêt du 1^{er} juillet 1965 dans lesquelles la Cour reconnaît pour la première fois, le caractère « direct et individuel »).

La Cour répond enfin à l'argument sentimental, invoqué par les particuliers dans tous les recours fondés sur l'article 173, alinéa 2, selon lequel, lorsque le recours est déclaré irrecevable, les requérants sont privés de toute garantie juridictionnelle. Il en résulte un déni de justice contraire aux principes fondamentaux régissant les pays membres. On ne saurait cependant, répond la Cour, faire prévaloir ces considérations « à l'encontre du texte clairement restrictif de l'article 173 que la Cour a mission d'appliquer ».

M. TORRELLI.

DEMANDE DE SURSIS A L'EXECUTION D'UN ACTE D'UNE INSTITUTION. — ART. 83, paragraphe 3 REGLEMENT DE PROCEDURE. — RECOURS EN ANNULATION. — VIOLATION DES FORMES SUBSTANTIELLES. — VIOLATION DU TRAITE. — MESURES DE SAUVEGARDE. — ART. 2 du PROTOCOLE VIII ANNEXE A L'ACCORD DU 2 MARS 1960. — INTERPRETATION. — APPLICATION DE L'ART. 226 C.E.E.

Gouvernement de la République italienne contre Commission de la C.E.E. Affaire 32-64, arrêt du 17 juin 1965, conclusions Roemer.

1° Les faits.

Par décision du 22 mai 1964, la Commission de la C.E.E. avait autorisé la République italienne à adopter des mesures de sauvegarde pour certains produits du chapitre 50 du tarif douanier italien (soie et déchets de soie). L'article 3 de cette décision énumérait les droits de douane que la République italienne était autorisée à maintenir à l'égard des Etats membres pour certains tissus de soie.

Le gouvernement italien, considérant le montant de ces droits comme insuffisant, a introduit un recours demandant à la Cour de Justice des Communautés d'ordonner le sursis à exécution de cette dernière disposition et de l'annuler. A l'appui de son recours en annulation, le requérant a fait valoir que la Commission, dans le calcul des droits de douane autorisés, avait commis plusieurs erreurs. Elle avait tenu compte de la seule différence entre les coûts

de la soie italienne et de la soie japonaise, en calculant la moyenne du prix japonais sur une seule année alors que l'on constate de grandes variations dans les prix de ce produit. Elle n'avait pas tenu compte de l'incidence des frais généraux qui grèvaient davantage les tissus de soie fabriqués à partir de soie italienne par rapport à ceux fabriqués à partir de soie japonaise. Elle n'avait pas pris en considération la nécessité de protéger les industries transformatrices des produits à base de soie.

La Commission a soulevé l'exception d'irrecevabilité à la demande de sursis et demandé le rejet du recours.

Par son arrêt du 17 juin 1965, la Cour a suivi la thèse défendue par la Commission, déclaré la demande de sursis à l'exécution irrecevable et rejeté le recours en annulation.

2° Recevabilité de la demande de sursis à l'exécution.

La Cour déclare cette demande irrecevable pour inobservation des formes substantielles prévues par l'article 83, § 3 du règlement de procédure, selon lequel la demande

de sursis à l'exécution d'un acte d'une institution « est présenté par acte séparé ». En l'espèce, la Cour constate que la demande a été présentée dans le recours en annulation lui-même et non par acte séparé. D'ailleurs, cette demande de sursis est devenue sans objet en raison du présent arrêt statuant au fond.

3° Le recours en annulation.

a) Le requérant invoque, tout d'abord, à l'appui de son recours, la **violation des formes substantielles** pour insuffisance de motivation. Mais la Cour considère que la décision est motivée par d'amples explications et que le grief fait à la Commission de n'avoir pas visé d'autres éléments susceptibles de la conduire à une décision différente, ne saurait atteindre la motivation, mais relève de la décision au fond. (Cf. aff. 24/62, 34/62, Rec., vol. X, 13/63, Rec., vol. IX).

b) Le requérant invoque ensuite la **violation du Traité**.

D'une part, la Commission aurait pris sa décision en violation de l'article 2 du Protocole VIII, annexé à l'accord du 2 mars 1960 (conclu entre les Etats membres et établissant le tarif douanier commun relatif aux produits de la liste G prévue au Traité C.E.E.), aux termes duquel : « Les Etats membres **expriment un préjugé favorable** pour une application de l'article 226 du Traité comportant un isolement, pendant une période de six ans à compter de la signature du Protocole, du marché italien en ce qui concerne les produits relevant du chapitre 50 du tarif douanier commun et pour lesquels cet isolement apparaîtrait nécessaire, tant à l'égard des autres Etats membres que des pays tiers ». La Cour déclare que l'article 2 dudit Protocole n'est pas une règle de droit impérative, mais représente une simple orientation pour la Commission. Ce texte se borne à énoncer un simple « préjugé favorable ». La Cour estime que « la Commission devait ainsi s'efforcer de tenir compte de cette orientation, sans cependant être tenue à une obligation juridique précise ». Dès lors, la décision ne saurait être annulée pour avoir enfreint des règles de droit édictées prétendument par le Protocole dont il s'agit. L'article 2 du Protocole, n'ayant édicté aucune mesure positive de droit, n'a pu avoir pour effet de déroger au Traité.

D'autre part, la Commission a-t-elle commis un excès de pouvoir, ou plus exactement un détournement de pouvoir ? Elle aurait dû, selon le requérant, utiliser les pouvoirs tirés par elle de l'article 226 du Traité, en tenant compte des orientations qui découleraient du Protocole VIII. La Cour déclare : « L'article 2 du Protocole VIII ne

comporte aucune dérogation à l'article 226 ; au contraire, en y exprimant « un préjugé favorable pour une application de l'article 226 du Traité », les Etats membres ont néanmoins entendu rester dans le cadre même de cet article ; on ne saurait davantage retenir comme détournement de pouvoir le fait par la Commission d'avoir insuffisamment tenu compte du préjugé favorable dont s'agit dans l'appréciation à laquelle elle s'est livrée dans l'application de l'article 226 ; en effet le préjugé favorable dont s'agit pour un isolement du marché italien laisse entier le pouvoir d'appréciation dévolu à la Commission par l'article 226. »

Précisant les conditions d'application de l'article 226 (Cf. aff. 2 et 3/62, Rec., vol. VIII), la Cour souligne que la décision de la Commission ne peut être censurée que dans le cas d'une lourde erreur d'appréciation de la situation économique des produits en cause. Elle affirme que « la Commission, contrainte de respecter les obligations juridiques de l'article 226 et de s'efforcer de tenir compte du préjugé favorable inclus dans le Protocole VIII, ne saurait être censurée dans son appréciation de la situation économique des produits italiens litigieux que dans le cas de méconnaissance grave de ces devoirs ». Il n'apparaît pas que les mesures autorisées par celle-ci révèlent l'existence d'une lourde erreur d'appréciation ayant pu entraîner des conséquences graves. »

(Cf. aff. 13/63, Rec., vol. IX). C'est à juste titre que la Commission n'a retenu que les mesures de sauvegarde destinées à protéger la production de la matière première (soie produite en Italie). Les difficultés dans lesquelles se débat l'industrie de la soie, en Italie, proviennent du coût plus élevé de la soie nationale par rapport à celui de la soie japonaise. L'origine exacte des difficultés une fois établie, on ne pouvait dès lors faire grief à la Commission d'avoir refusé d'instituer une protection particulière tenant compte des frais généraux des entreprises, ou un complément de protection pour l'industrie de transformation. La politique suivie par la Commission qui consiste à ne pas prendre en considération — lors de l'octroi de la production de certaines matières premières, pour le calcul des taxes autorisées — un complément destiné à protéger les industries transformatrices, se trouve ainsi confirmé.

Enfin, le fait d'avoir calculé la moyenne des prix de référence du produit brut sur la seule année 1964, a permis à la Commission de ne pas prendre en considération l'importante augmentation du prix japonais en 1963.

Le recours en annulation du gouvernement italien est donc rejeté.

M. TORRELLI.

RECOURS EN ANNULATION. — RECEVABILITE. — DECISION PORTANT MAINTIEN DE MESURES DE SAUVEGARDE. — PARTICULIERS CONCERNES « DIRECTEMENT ET INDIVIDUELLEMENT ». — ART. 173, al. 2 C.E.E. — 2° paragraphe de L'ART. 22 du REGLEMENT N° 19 PORTANT ETABLISSEMENT GRADUEL D'UNE ORGANISATION COMMUNE DES MARCHES DANS LE SECTEUR DES CEREALES. — APPLICATION DE L'ART. 22 du REGLEMENT N° 19. — ART. 39 C.E.E.

Société en commandite Alfred Toepfer, Getreide-Import Gesellschaft, S.A.R.L., contre Commission de la C.E.E., Affaires jointes 106/63 et 107/63, arrêt du 1^{er} juillet 1965, conclusions Roemer.

Le 1^{er} octobre 1963, plusieurs firmes allemandes d'importation, parmi lesquelles la société en commandite A.

Toepfer et la Getreide-Import Gesellschaft, ont introduit des demandes de certificats pour l'importation en Allemagne de 126.000 tonnes de maïs sans prélèvement. Le gouvernement allemand a décidé de refuser l'octroi de ces certificats en se basant sur l'article 22 (mesures de sauve-

garde) du Règlement n° 19, portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur des céréales. Par ailleurs, la Commission de la C.E.E., par décision du 3 octobre 1963, a autorisé rétroactivement l'Allemagne à maintenir la mesure de sauvegarde jusqu'au 4 octobre 1963. Le 20 décembre 1963, les deux sociétés précitées ont introduit un recours en annulation devant la Cour de Justice des Communautés, contre la décision de la Commission du 3 octobre 1963. Ce recours posait deux questions à la Cour :

— une question de recevabilité : les requérantes étaient-elles « directement et individuellement » concernées (aux termes de l'article 173, al. 2 du Traité C.E.E.) par la décision de la Commission ?

— une question de fond : les requérantes alléguaient notamment que, dans l'espèce, les conditions requises par l'article 22 du Règlement n° 19 n'étaient pas réunies.

La Commission, se basant sur la jurisprudence de la Cour (Cf. aff. 16 et 17/62, *Rec.*, VIII ; 19 à 22/62, *Rec.*, VIII ; 25/62, *Rec.*, IX ; 1/64, *Rec.*, X ; 38/64 et 40/64, arrêts du 1^{er} avril 1965), soulevait l'exception d'irrecevabilité en faisant valoir que la décision attaquée ne concernait les requérantes ni directement et ni individuellement. Elle demandait subsidiairement à la Cour de déclarer les recours non fondés.

Par son arrêt du 1^{er} juillet 1965, la Cour, contrairement à la thèse défendue par la Commission et par l'avocat général, a déclaré les recours recevables et annulé la décision de la Commission.

1°) La recevabilité des recours en annulation.

La Commission faisait valoir que la décision attaquée ne concernait les requérantes que par l'effet de la mesure de sauvegarde autorisée, donc *indirectement*. En effet, l'initiative et la responsabilité de ladite mesure incombent au gouvernement allemand. En outre, la mesure de sauvegarde étant conçue en des termes généraux, elle concernerait tous les importateurs susceptibles de demander un certificat d'importation pendant la période du 1^{er} au 4 octobre. Même en limitant le cercle des personnes concernées aux importateurs ayant demandé un certificat d'importation le 1^{er} octobre, c'est-à-dire à pas moins de 27 sociétés, il faudrait admettre que les requérantes ne sont concernées qu'en tant que membres d'un groupe définissable, mais pas individuellement.

Dans l'affaire Plaumann (25/62, *Rec.*, IX, p. 223), la Cour avait, en effet, posé pour principe que : « Les sujets autres que les destinataires d'une décision ne sauraient prétendre être concernés individuellement que si cette décision les atteint en raison de certaines qualités qui leur sont particulières ou d'une situation de fait qui les caractérise par rapport à toute autre personne et de ce fait les individualise d'une manière analogue à celle du destinataire ». Elle avait confirmé ce principe par sa jurisprudence ultérieure et refusé de considérer, dans tous les cas qui lui furent soumis, que les requérants étaient concernés « individuellement » par les actes incriminés.

Dans cette affaire, la Cour se base, pour examiner l'expression « *directement concerné* », sur la dernière phra-

se du deuxième paragraphe de l'article 22 du Règlement n° 19, aux termes duquel la décision de la Commission est immédiatement exécutoire. Elle considère qu'une décision de la Commission, portant modification ou suppression de mesures de sauvegarde, est directement applicable et concerne les justiciables intéressés aussi directement que les mesures auxquelles elle se substitue. Il serait donc illogique de reconnaître un effet différent à une décision portant maintien de mesures de sauvegarde, une telle décision ne valant pas simple autorisation mais validation desdites mesures.

Les intéressés sont donc directement concernés par les décisions visées par l'article 22, deuxième paragraphe, troisième et quatrième alinéa. **C'est la première fois que la Cour se prononce sur la notion « directement concerné ».**

En ce qui concerne l'expression « *individuellement concerné* », la Cour considère que seuls étaient concernés par lesdites mesures les importateurs ayant demandé une licence d'importation le 1^{er} octobre 1963, que le nombre et l'individualité de ces importateurs étaient déterminés et vérifiables dès avant la date du 4 octobre, que la situation de fait, ainsi créée, caractérise ceux-ci, dont les requérantes, par rapport à toute autre personne et les individualise d'une manière analogue à celle du destinataire.

C'est également la première fois que la Cour reconnaît ce caractère individuel. Ceci est d'autant plus remarquable que la Cour, dans une autre affaire concernant l'un des requérants, affaire Getreide-Import Gesellschaft, 38/64 (arrêt du 1^{er} 4-65), avait considéré que le fait d'introduire une demande de licence d'importation (postérieurement, il est vrai, à la décision attaquée) n'était pas propre à individualiser la requérante. C'est donc la première fois que la Cour reconnaît la recevabilité d'un recours introduit par une firme privée contre une décision de la Commission adressée à un Etat membre. Les recours antérieurs n'avaient pu surmonter l'obstacle de « l'effet individuel ». Cet arrêt remettrait-il en question la distinction faite par la Cour entre les normes qui ne comportent d'obligations que pour les Etats membres et celles qui créent des droits et des obligations pour les particuliers ? En principe, une décision de la Commission adressée à un Etat membre ne peut pas être considérée comme produisant des effets directs et immédiats pour des particuliers, pour autant qu'elle suppose un acte intermédiaire de la part de l'Etat membre en question. En fait, il semble que la Cour a admis la recevabilité du recours contre la décision du 3 octobre 1963 parce que la mesure de sauvegarde allemande, dont le maintien était autorisé par la Commission, était prise avec effet rétroactif, le danger auquel devaient parer les mesures de sauvegarde maintenues n'existait alors plus.

2°) **Sur le fond**, la Cour considère, en l'espèce, que les conditions prévues à l'article 22 du Règlement 19 ne sont pas réunies.

La Commission soutenait notamment que l'acceptation des demandes de certificats de licences avec fixation à l'avance du prélèvement aurait entraîné l'importation en Allemagne de quantités importantes de maïs à des prix inférieurs au prix de seuil. Dès lors, le marché allemand des céréales était menacé de subir des perturbations gra-

ves susceptibles de mettre en péril les objectifs de l'article 39 du Traité visant à stabiliser le marché et à assurer un niveau de vie équitable à la population agricole au moyen de prix raisonnables à la production.

La Cour estime que la quantité de maïs, faisant l'objet des demandes de certificats ne paraît pas avoir été en elle-même « susceptible de provoquer des perturbations graves sur le marché » (Sur la notion de « difficultés graves », autorisant des mesures de sauvegarde sur la base

de l'article 226 du Traité, voir aff. 13/63, Rec., IX, et 32/64). Au terme de son analyse, la Cour considère que, même si les perturbations envisagées par la Commission s'étaient produites, elles auraient été d'une nature trop passagère pour pouvoir mettre en péril la stabilité du marché et, partant, le niveau de vie équitable de la population agricole mentionné à l'article 39 du Traité.

La décision de la Commission est donc annulée.

M. TORRELLI.

**RECOURS PRÉJUDICIEL. — COMPÉTENCE DE LA COUR. — ARTICLE 177 C.E.E. —
LICENCES D'EXPORTATION. — TAXES SPECIFIQUES AUX PRODUITS IMPORTÉS. —
ART. 95 C.E.E. — NON APPLICATION.**

Question préjudicielle présentée par le Tribunal administratif de Francfort-sur-Main dans sa décision du 3 février 1965 dans l'affaire, entreprise Waldemar Deutschman contre la République Fédérale d'Allemagne. Affaire 10/65, arrêt du 8 juillet 1965, conclusions Gand.

I. — L'entreprise allemande Waldemar Deutschman a procédé à des importations de produits alimentaires et agricoles au cours des années 1962, 1963 et 1964. Pour ce faire elle avait obtenu de l'organisme allemand compétent, l'Aussenhandelsstelle für Erzeugnisse der Ernährung und Landwirtschaft, des licences d'importations. Elle a dû payer, pour obtenir ces licences, des taxes d'un montant total de 1.943 DM sur la base de la loi du 17 décembre 1956 dans sa rédaction du 20 janvier 1958.

Elle a demandé par un recours devant le Tribunal de Francfort l'annulation de l'avis de taxation et le remboursement des sommes versées par elle. Elle se basait sur deux motifs pour demander l'annulation. Le premier était que la perception des taxes était contraire à la loi de 1951 car le règlement prévoyait des taux plus élevés qu'il n'était nécessaire pour couvrir les dépenses de l'organisme allemand chargé d'accorder les licences d'importation. Le second était que la perception de ces taxes constituait une violation des articles 9, 12, 30 et 95 du traité C.E.E., la requérante demandait à ce propos que la Cour de justice des Communautés européennes fut saisie d'une question préjudicielle.

Le Tribunal a accepté cette demande et a saisi la Cour de justice d'une question préjudicielle, mais en la limitant à l'interprétation de l'article 95. La question est la suivante :

« La disposition de l'article 95, alinéa 1^{er}, du Traité C.E.E. doit-elle être interprétée en ce sens que l'octroi de licences d'importations pour des produits alimentaires et agricoles en provenance des autres Etats membres de la C.E.E. ne peut donner lieu à la perception d'aucune taxe en vertu de la loi du 17 décembre 1951 relative à la perception de taxes par l'Aussenhandelsstelle? »

II. — La Cour, avant de répondre, rappelle sa juris-

prudence constante (cf. par ex. 13/61 Rec., VII, p. 89, 100/63 Rec., X, p. 1105). Elle est bien compétente pour interpréter l'article 95 du Traité C.E.E. mais elle ne saurait, pour répondre à la question posée, interpréter la loi allemande de 1951 ou apprécier la nature de la taxe instituée par celle-ci.

III. — Après avoir fait cette remarque, elle répond à la question posée :

Deux thèses étaient en présence. Celle de la Commission de la C.E.E. et du gouvernement allemand qui concluait à la non applicabilité de l'article 95. Au contraire la thèse de la requérante affirmait l'applicabilité de l'article 95 en soutenant que les taxes perçues étaient en contradiction avec cet article. La Cour se prononce en faveur de la première thèse. Dans son arrêt, elle cherche à délimiter le champ d'application de l'article 95. A cet effet elle le rapproche des autres dispositions ayant pour objet la disparition des obstacles à la libre circulation des marchandises, c'est-à-dire les articles 13 et 17. Les règles pour la suppression des taxes d'effet équivalent aux droits de douane sont prévues à l'article 13. L'article 17 les déclare également applicables aux droits de douane à caractère fiscal. Donc l'article 95, qui institue un rythme de suppression différent de celui fixé par l'article 13, ne peut pas s'appliquer aux mêmes taxes que l'article 13. Il ne s'applique notamment pas aux taxes visant seulement les produits importés, à l'exclusion des produits nationaux similaires. La Cour, par cet arrêt, précise le champ d'application de l'article 95 par rapport à celui de l'article 12, ce qu'elle avait déjà entrepris de faire dans sa jurisprudence antérieure (cf. affaires jointes 2 et 3/62, Rec., VIII, p. 813).

Considérant comme établi que les taxes en cause ne sont pas des taxes qui touchent les produits nationaux, elle en conclut que l'article 95 ne peut s'appliquer à ces taxes. La réponse à la question posée par le Tribunal de Francfort est donc négative. Ainsi la question de l'applicabilité immédiate de l'article 95 qui se serait posée si la réponse avait été positive n'a pas été tranchée par la Cour.

J. RIDEAU.

LES RÈGLES DE LA CONCURRENCE AU SEIN DE LA C.E.E.

(ANALYSE ET COMMENTAIRES DES ARTICLES 85 à 94 DU TRAITÉ)

Arved DERINGER

Avocat à Bonn

Avec la collaboration de :

André ARMENGAUD, Ingénieur-Conseil en Propriété Industrielle, Paris.

Léon DABIN, Professeur à l'Université de Liège.

D^r Dieter ECKERT, Conseiller au Bureau des Cartels de l'Allemagne Fédérale à Bonn.

Charley del MARMOL, Professeur à l'Université de Liège.

Eugenio MINOLI, Avocat, Professeur à l'Université de Modène.

Henri MONNERAY, Docteur en Droit, Avocat à la Cour de Paris.

Renzo MORERA, Avocat à Rome.

D^r Claus TESSIN, Avocat à Bonn.

D^r H. W. WERTHEIMER, Conseiller juridique et économique à Eindhoven.

D^r Heinrich WEYER, Fonctionnaire au Bureau des Cartels de l'Allemagne Fédérale, Berlin.

Article 87

1. — Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête tous règlements ou directives utiles en vue de l'application des principes figurant aux articles 85 et 86.

Si de telles dispositions n'ont pas été adoptées dans le délai précité, elles sont établies par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée.

2. — Les dispositions visées au paragraphe (1) ont pour but notamment :

a) d'assurer le respect des interdictions visées à l'article 85, paragraphe (1) et à l'article 86, par l'institution d'amendes et d'astreintes,

b) de déterminer les modalités d'application de l'article 85, paragraphe (3), en tenant compte de la nécessité, d'une part d'assurer une surveillance efficace, et d'autre part de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,

c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des articles 85 et 86,

d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,

e) de définir les rapports entre les législations nationales d'une part, et d'autre part, les dispositions de la présente section ainsi que celles adoptées en application du présent article.

VUE D'ENSEMBLE

A. — GÉNÉRALITÉS ET PROCÉDURE (notes 1 à 22).

I) Caractère légal des dispositions d'application (notes 2 à 5) ;

II) Droit de la Communauté et législation nationale (notes 6 à 12) ;

III) Etendue des pouvoirs du Conseil (notes 13 à 17) ;

IV) Procédure (notes 18 à 22) ;

B. — EN CE QUI CONCERNE LE CONTENU DES DISPOSITIONS D'APPLICATION (notes 23 à 47)

- I) Amendes et astreintes (notes 23 et 24) ;
- II) Application de l'article 85 [parag. 3 (notes 25 à 27)] ;
- III) Exceptions de champ d'application en général (notes 28 à 30) ;

- IV) Exception pour le transport (notes 31 à 34) ;
- V) Exception pour l'agriculture (note 35) ;
- VI) Définition des pouvoirs (notes 36 et 37) ;
- VII) Droit de cartel de la Communauté économique européenne et Droit de cartel national (notes 38 à 47).

A. — GENERALITES ET PROCEDURE (parag. 1)

1. — La disposition concerne l'autorisation du Conseil pour l'application des articles 85 et 86, autorisation nécessaire pour l'exercice de pouvoirs généraux de légiférer conformément à l'art. 189 du Traité sous forme de règlements et de directives (1).

Cette disposition oblige le Conseil et la Commission (celle-ci par la voie du droit de proposition) à une activité correspondante et régit la procédure à suivre à cette occasion.

I. — CARACTÈRE LÉGAL DES DISPOSITIONS D'APPLICATION

2. — Le caractère légal de ces dispositions d'application ressort de l'article 189. D'après celui-ci un règlement a une valeur générale, est obligatoire dans toutes ses parties, et est directement valable dans chaque Etat membre. Un règlement a, par là, sans avoir besoin de transformation, les mêmes effets qu'une loi interne formelle, intérieure à un état ; il lie non seulement les Etats membres, mais aussi leurs organismes, les tribunaux nationaux (cf. par ex. Jeantet, dans JCP, 1963, II, 13177) et autorités ainsi que toutes les personnes physiques et morales. En tant que « Loi européenne », il lie en outre les organismes de la Communauté.

Une directive engage tout Etat membre auquel elle est adressée, au point de vue du but à atteindre, elle laisse toutefois aux autorités intérieures de l'Etat le choix de la forme et des moyens. Pour obtenir l'engagement des citoyens individuellement, il y a besoin ici encore de l'activité du législateur national, qui toutefois y est obligé (2).

3. — Les règlements et directives ne sont ni droit national intérieur aux Etats ni droit international. Ils sont droit de la Communauté dont la source autonome réside dans le Traité et dans les organismes créés par lui (3).

(1) De l'article 189 seul on ne peut déduire aucune compétence du Conseil pour arrêter des dispositions législatives étant donné que la dévolution de pouvoir dont il y est question ne peut être exercée que selon « la mesure du Traité » (Everling BB 59, 54).

(2) C'est une autre question de savoir si l'individu peut déduire directement des droits d'une directive. Il faut sans doute trancher cette question par la négative, même si la Cour européenne de justice dans son jugement du 5.2.63 dans le Procès 26/62 (Awid 63, 90) a désigné l'article 12 du Traité de Rome qui, d'après sa teneur, s'adresse uniquement aux Etats membres comme une norme agissant directement en faveur de l'individu.

(3) Wohlfarth dans Wohlfarth-Everling-Glaesner-Sprung, Remarque préliminaire I à l'article 189 ; Glaesner DÖV 59 656 ; Schlochauer, Festschrift für Wehberg p. 367 ; Schuhmacher, Die Aussprache 63, 42 cf aussi Erler dans VDS tL, Cahier 18, page 47.

Il en résulte que pour les *règlements* au sens du traité, il ne s'agit pas d'Ordonnances au sens technique (du droit allemand) donc uniquement de principes juridiques qui sont édictés sur la base de compétences déléguées, mais il s'agit de documents d'une législation d'origine par le Conseil (4). Cette opinion est certes contestée (5).

Mais elle correspond sans doute à l'essence des Communautés européennes, dont on ne peut pleinement se rendre compte avec des concepts juridiques de droit national, mais aussi avec les constructions traditionnelles du droit public ou du droit international.

4. — Il faudra nécessairement appliquer d'autres mesures en tous cas dans le cas présent, en ce qui concerne la compétence de la Commission pour la promulgation de règlements ou de directives. Au point de vue de l'exécution des articles 85 et 86 aucune compétence en matière de législation ne lui a été reconnue expressément par le Traité. Celle-ci ne peut lui être que transférée par le Conseil dans la mesure de l'article 155 du Traité de Rome, ce qui du reste doit nécessairement se produire (7).

La Commission peut, par conséquent, dans le domaine délimité par l'article 87 intervenir du point de vue législatif qu'en vertu d'une habilitation par le Conseil. Une telle habilitation se trouve par exemple dans l'article 24 du Règlement n° 17. La Commission en a fait partiellement usage par la publication des Règlements nos 17 et 153.

5. — Sous ce rapport la délimitation entre les règlements et les décisions transférées à la Commission en vertu du Règlement n° 17 peut prendre de l'importance. Cette question se posera par exemple si la Commission veut édicter une décision valable également pour un nombre de cas non précisé dans le détail mais cependant précisable. Il faudra partir du fait qu'on sera dans le doute de savoir si un tel faisceau de décisions peut avoir valeur de règlements, si elle ne concerne il est vrai que certains cercles

(4) Cf. Glaesner ; Schlochauer, Wohlfarth Daig dans « für Europäische Wirtschaft Handbuch », remarques préliminaires II 2 B à l'article 189. Krüger, DÖV, 57, 723 ; Schuhmacher, p. 42.

(5) Cf. par ex. Reuter. La Communauté européenne du charbon et de l'acier, 53, 49/50.

(6) Cf. là-dessus Mosler Zaö RV, vol. 14, p. II et suivantes (37) ; Krüger, 724, 725.

(7) La conception soutenue par Kraushaar, DÖV 59, 729, 730, que l'article 155 en tant que tel habilite la Commission à publier des circulaires d'application aux ordonnances du Conseil, peut à peine se justifier étant donné la teneur claire de cette stipulation.

de personnes mais si pourtant les « récipiendaires » sont désignés sous forme générale et abstraite (8).

II. — DROIT DE LA COMMUNAUTÉ ET DROIT NATIONAL

6. — Par un règlement édicté en vertu de l'article 189 en liaison avec l'article 87 du Traité, les lois des Etats membres qui sont en contradiction avec le droit communautaire sont déclarées sans effet sans qu'il y ait besoin de leur suppression formelle.

Cela résulte de l'engagement général et de l'effet direct selon l'article 189 et est valable d'ailleurs en principe aussi pour les règlements de la Commission édictés en vertu de la délégation de pouvoir du Conseil, dont toutefois le caractère d'application plus limité à des détails techniques ne devrait pratiquement jamais faire jouer un tel effet.

7. — La question posée à ce propos des rapports de rang respectif entre droit de la Communauté et droit national ne peut, en l'état actuel des commentaires recevoir de réponse sans équivoque (9).

(8) Cf. le jugement de la Cour de justice européenne du 14 décembre 1962 dans les affaires jointes 19-22/62 (AWID 63, 56 f.). En ce qui concerne la question de délimitation ; cf. aussi les jugements de la Cour de justice des 16.7.1956, 29.11.1956, 21.6.1958 et 17.7.1959 (Collection des Jugements de la Cour de justice, vol. II, 197 et 331 ; vol. IV, 271 et vol. V, 347).

On devrait aussi rechercher dans ce fait une raison en vertu de laquelle la Commission a renoncé aux exemptions de groupe originellement prévues (cf. ABI EG 1962, 2627 et suivantes).

(9) En ce qui concerne le rapport entre le Traité lui-même et le droit national cf. Catalano, Manuel de Droit des Communautés européennes, Paris, 1962, p. 115, 116 ; en outre la vue d'ensemble dans les conclusions de l'avocat général Roemer dans le procès 26/62 « Avec la reconnaissance d'un effet direct interne de l'article 12 se produirait la situation que seulement dans une partie des Etats membres des violations de l'article 12 conduiraient au caractère inefficace et inapplicable des lois nationales sur les douanes. Cela me paraît être le cas dans les Pays-Bas dont la constitution (art. 66) concède aux conventions internationales à prescriptions générales et immédiatement applicables un rang plus élevé qu'aux lois nationales, au Luxembourg (où la législation sans stipulation précise de la constitution, est parvenue essentiellement aux mêmes résultats [Pescatore : « L'autorité en droit interne, des traités internationaux » ; Pasicrisie Luxembourgeoise, 1962, p. 99 et suivantes) et peut-être en France (peut-être parce que l'article 55 de la constitution du 4 octobre 1958 n'est pas tout à fait net en ce qui concerne les legs postérieurs et contient en outre une réserve de réciprocité « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur application, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie »].

On ne pourrait exploiter que de façon limitée, à cause même du caractère non étatique de la Communauté, des comparaisons telles que par exemple, le renvoi à des parallélismes avec la compétence législative fédérale (10).

On pourra toutefois désigner un règlement (et aussi les réglementations en question du Traité de Communauté économique européenne) comme étant des normes juridiques de haute valeur dans la mesure où elles ne pourront être décrétées nulles par une loi intérieure d'un Etat membre comme des lois intérieures normales (11).

C'est une conséquence du fait qu'il s'agit d'un droit communautaire indépendant des Etats membres et de la considération qui s'y rattache qu'un Acte communautaire ne peut être supprimé par une mesure particulière (12).

D'un côté il est sûr que la constitution belge ne connaît aucune stipulation sur la force légale des traités internationaux par rapport au droit national. Ils semblent être traités par la législation comme étant d'un rang égal aux lois de droit national.

Egalement dans le texte de la constitution italienne ne se trouve aucune prescription de laquelle on pourrait conclure à la préséance des traités internationaux sur le droit national. La jurisprudence et la théorie juridique n'attribuent aux traités tout au moins vis-à-vis des lois nationales postérieures aucune préséance.

En ce qui concerne finalement le droit constitutionnel allemand l'article 24 de la Constitution stipule que la République fédérale peut transmettre par la loi ses droits de souveraineté à des institutions internationales. L'article 25 stipule que les règles générales du Droit des Gens sont partie intégrante du Droit fédéral, qui ont le pas sur les lois, et engendrent directement droits et devoirs pour les habitants du territoire fédéral. Mais la jurisprudence n'en déduit pas cependant, contrairement à l'opinion de certains auteurs une préséance des droits internationaux vis-à-vis des lois nationales promulguées ultérieurement (Gehrahrd Behr « The relationship between Community Law and the Law of the Member States dans « Restrictive Practices, Patents, Trade Marks and Unfair Competition in The Common Market »).

(10) Cf. par exemple D. Wohlfarth dans Wohlfarth-Everling-Glaesner-Sprung, remarque préliminaire à l'article 189 ; Schumacher, die Aussprache 63, 42.

(11) C'est ainsi que Carstens combat une façon de voir fédéraliste dans Zaö RV/Vol 21, p. 5/6 cf. aus Steindorf dans Kartelle und Monopole, I, p. 178.

(12) Ce raisonnement est visiblement à la base du Jugement de la Cour de justice des Communautés européennes du 5.2.1963 dans le procès 26/62 (AWID, 63, 90 et JCP, 1963, II, 1377 avec remarque de Jeantet) ; cf. aussi Schuhmacher à l'ouvrage cité, ainsi que le Jugement de la Cour d'appel de Paris du 26.1.1963 ; Gazette du Palais, 15.2.1963 et DB, 63, 303 avec remarque de Déringer.

LA VIE DU MARCHÉ COMMUN ET DES AUTRES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

I. — LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Nominations

PARLEMENT EUROPEEN

Lors de sa session du 24 septembre 1965, le Parlement européen a procédé à l'élection de son Président en remplacement de M. Jean DUVIEUSART, démissionnaire, et pour le temps qui reste à courir du mandat de celui-ci : à savoir jusqu'au mois de mars 1966.

M. Victor LEEMANS (démocrate-chrétien belge) a été élu avec 58 votes favorables et 39 bulletins blancs ou nuls.

Le Parlement a ensuite procédé à l'élection à l'unanimité de M. WOHLFART (socialiste luxembourgeois) comme vice-président à la place de M. FOHRMANN qui avait été nommé membre de la Haute-Autorité.

MISSIONS DIPLOMATIQUES AUPRES DES COMMUNAUTÉS

Le Gouvernement de l'Autriche a désigné le D^r Karl Herbert SCHÖBER, Ambassadeur, comme Chef de la Mission de l'Autriche, auprès des Communautés Européennes, en remplacement de M. Ernst LEMBERGER.

Le Gouvernement de l'Espagne a désigné M. Alberto ULLASTRES CALVO comme Chef de la Mission de l'Espagne auprès des Communautés Européennes.

Le Gouvernement de l'Islande a désigné M. Hendrik Sv. BJORNSSON, Ambassadeur, comme Chef de la Mission de l'Islande auprès des Communautés Européennes, en remplacement de M. Pétur THORSTEINSSON.

Le Gouvernement de la République du Togo a désigné le D^r SIDI-TOURE, Ambassadeur, comme Chef de la représentation togolaise auprès de la Communauté économique européenne, en remplacement de M. Joachim HUNLEDE.

COMMISSION DE LA C.E.E.

La Commission de la Communauté économique européenne a nommé M. Jozef van GRONSVELD, directeur général de l'Administration. M. van GRONSVELD succède à M. B.-M. SMULDERS.

Propositions

PRODUITS AGRICOLES.

★ La Commission a transmis au Conseil, par lettre du 8 septembre, une proposition de règlement du Conseil relatif aux **prélèvements** applicables au maïs hybride destiné à l'ensemencement.

★ La Commission a présenté au Conseil, en date du 20 septembre 1965, une proposition de directive du Conseil concernant des **problèmes sanitaires et de police sanitaire** lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers.

Le projet de directive prévoit pour une série de maladies exotiques, nommément désignées dans des listes annexées et suivant la gravité de ces maladies pour une ou plusieurs espèces d'animaux, une interdiction d'importation totale des animaux et des viandes pendant tout le temps nécessaire pour éviter les dangers d'infection.

★ La Commission a transmis au Conseil en date du 20 septembre 1965, toute une série de propositions dans le domaine des **denrées destinées à l'alimentation humaine** :

a) Projet d'une décision du Conseil instituant un Comité des denrées alimentaires.

b) Proposition d'une directive du Conseil modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine.

c) Proposition modifiée d'une directive du Conseil portant modification de la « Directive du Conseil relative au rapprochement des réglementations des Etats membres concernant les matières colorantes pouvant être employées dans les denrées destinées à l'alimentation humaine ».

d) Proposition modifiée d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les agents anti-oxygènes pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine.

e) Proposition modifiée d'une directive du Conseil relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant le cacao et le chocolat.

★ La Commission a présenté au Conseil, en date du 23 septembre 1965, une proposition de directive du Conseil relative à l'estérification des huiles d'olive à usage alimentaire.

LIBERTE D'ETABLISSEMENT. BANQUES.

La Commission a soumis au Conseil un projet de directive visant à supprimer les restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services en matière d'activités non salariées des banques et autres établissements financiers.

Les Etats membres devraient supprimer les restrictions en faveur des personnes physiques et sociétés bénéficiaires, comme spécifiées à ce sujet dans les Programmes généraux adoptés en décembre 1961, et celles qui :

— empêchent les bénéficiaires de s'établir dans le pays d'accueil, ou d'y fournir des prestations de services,

aux mêmes conditions et avec les mêmes droits que les nationaux ;

- résultent d'une pratique administrative ayant pour effet d'appliquer aux bénéficiaires un traitement discriminatoire par rapport à celui qui est appliqué aux nationaux.

Le projet énumère une série de conditions discriminatoires à l'égard des non nationaux. A titre d'exemple, citons la faculté d'imposer discrétionnairement des conditions d'accès à l'activité des caisses d'épargne, la condition de nationalité exigée de l'agent de change et du président du conseil d'administration d'une société d'investissements, l'obligation d'être en possession d'une carte d'identité de commerçant pour les étrangers.

Les dispositions de la proposition de directive visent les activités non salariées relevant du groupe 620 « banques et autres établissements financiers » de l'annexe I du Programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement. Ces activités comprennent notamment celles des banques, des établissements de crédit, des établissements financiers, des sociétés d'investissements, des caisses d'épargne, des intermédiaires en valeurs mobilières, des intermédiaires en devises et des courtiers en banque. Sont exceptées, en ce qui concerne l'Etat membre intéressé, les activités participant dans cet Etat à l'exercice de l'autorité publique.

Travaux

FONDS SOCIAL EUROPEEN

La Commission a adopté neuf décisions relatives à l'octroi du concours du Fonds social européen en faveur de l'Allemagne et de l'Italie.

Le montant total des aides accordées à la suite de ces décisions est d'environ 900 000 dollars. Ces aides couvrent 50 % des dépenses engagées par les pays bénéficiaires pour des opérations de rééducation professionnelle et de réinstallation qui ont permis le réemploi de plus de 19 000 travailleurs en chômage.

Les aides du Fonds social européen se répartissent comme suit entre les pays bénéficiaires :

Allemagne	469 949 dollars
Italie	411 480 dollars

CONTRATS D'EXCLUSIVITE :

★ La Commission a de nouveau arrêté une décision dans laquelle elle déclare non applicable (article 85, paragraphe

3) l'interdiction d'entente prévue par le Traité (article 85, paragraphe 1).

La décision concerne un accord par lequel l'entreprise allemande Ludwig Hummel, de Heitersheim (Baden), cède l'exclusivité de vente du matériel de culture fabriqué par elle à l'entreprise belge Edmond Isbecque, de Bruxelles.

La Commission a de nouveau fait valoir dans sa décision que ces contrats d'exclusivité relèvent, à son avis, du champ d'application de l'interdiction d'entente, mais peuvent être autorisés. Contrairement au cas Grundig-Consten, le contrat d'exclusivité Hummel-Isbecque ne comporte aucune clause plus stricte de limitation de la concurrence et ne prévoit notamment aucune interdiction d'exportation cloisonnant entre eux les marchés des Etats membres.

La décision dans ses grandes lignes fait suite à la décision arrêtée en juillet 1965 dans l'affaire de l'entreprise néerlandaise Diepenbreck et Reigers et de l'entreprise parisienne Blondel.

★ Par contre, la Commission a fait savoir à un certain nombre de producteurs et de commerçants d'Allemagne, de Belgique et des Pays-Bas, qu'après examen provisoire, elle estime que l'entente de quotas et de prix conclue pour le marché néerlandais et notifiée par eux tombe sous le coup de l'interdiction des ententes énoncée dans le Traité et qu'une exemption n'est pas justifiée (article 85, paragraphes 1 et 3 du Traité C.E.E.).

Les six producteurs participant à l'entente (quatre entreprises belges, une entreprise allemande et une entreprise néerlandaise) ont notifié deux accords à la Commission. Le premier accord fixait des quotas de vente à observer par les partenaires dans les fournitures sur le marché néerlandais de silice destinée à être utilisée notamment dans la céramique, ainsi que pour la production d'abrasifs, de savons, de couleurs et d'émaux.

Le second accord dispose que les quatre agents de vente intéressés ne s'approvisionneront en silice qu'auprès des producteurs ayant adhéré au premier accord, dans la mesure où la qualité demandée est produite par l'un des adhérents. (En outre, des prix de vente minima sont fixés par le groupe des agents de vente. Le non-respect des dispositions de l'accord est sanctionné d'une amende).

La Commission est parvenue à la conclusion que l'entente fait disparaître la concurrence entre les entreprises allemande et belge et le seul producteur néerlandais du produit en cause sur le marché néerlandais et que, par conséquent, elle est incompatible avec le Marché commun et interdite.

II. — LA C.E.E., LES PAYS ASSOCIÉS ET LES PAYS TIERS

Autriche

Une quatrième série de négociations entre l'Autriche et la C.E.E. a eu lieu du 28 septembre au 1^{er} octobre 1965, à Bruxelles.

Au cours de ces négociations, la délégation de la Communauté a souligné l'importance qu'elle attache à une harmonisation de la politique économique autrichienne avec les mesures correspondantes de la Communauté dans les proportions nécessaires pour prévenir des distorsions de la

concurrence et des détournements de trafic ; elle a esquissé simultanément les objectifs et les méthodes à observer en l'occurrence. La délégation autrichienne a développé ses conceptions des principes concernant ces problèmes, tels qu'ils devraient de l'avis de l'Autriche s'inscrire dans le Traité réglant les relations économiques entre l'Autriche et la C.E.E. Les divers secteurs de la politique économique auxquels ces principes devraient s'appliquer n'ont pas encore été abordés au cours de cette série de négociations.

La délégation de la Communauté a donné un premier

avis sur les conceptions autrichiennes et y a rattaché diverses questions. Elle s'est réservée de se prononcer plus en détail au cours de la prochaine série de négociations qui est envisagée pour novembre.

Bulgarie

La Commission a décidé le 24 septembre d'abroger le règlement n° 122/65/C.E.E., arrêté le 22 septembre et visant à instaurer une taxe compensatoire de 3,1 uc/100 kg, applicable aux importations de raisins de table de plein air en provenance de Bulgarie.

Espagne

★ La mission d'Espagne a adressé à la Commission une note verbale en date du 4 août 1965, qui se réfère à l'article 11 du Règlement 23 du Conseil de la C.E.E. (établissement graduel d'une Organisation Commune des Marchés dans le secteur des fruits et des produits horticoles) et aux dispositions complémentaires d'application (Règlement d'application de la Commission n° 99/65), selon lesquels les fruits et légumes provenant de pays tiers devront être offerts dans la Communauté à un prix d'entrée non inférieur à ceux de référence, dans le cas contraire, des taxes compensatoires étant appliquées.

Estimant que la réglementation peut avoir des conséquences graves pour les exportations espagnoles, le Gouvernement espagnol prie la Commission de l'examiner à nouveau, afin d'éviter que par son application soit perturbé le développement satisfaisant des échanges et qu'il y ait une discrimination contre ce pays. Ce nouvel examen devrait être urgent pour dissiper aussitôt que possible les inquiétudes déjà apparues parmi les producteurs et exportateurs espagnols, et pour éviter des décisions qui plus tard seraient très difficiles à corriger.

★ La mission de l'Espagne a adressé à la Commission, en date du 22 septembre 1965, une note verbale concernant le niveau des prix de référence pour les oranges.

Le Gouvernement espagnol estime que la fixation de ces prix à un niveau élevé peut entraver gravement les rapports économiques entre l'Espagne et les pays de la Communauté.

Le Gouvernement espagnol considère que, la proposition

de la Commission, en fixant les prix de référence à un tel niveau, constitue un fait qui ne se justifie pas, attire en conséquence l'attention de la Commission et des pays membres sur les très graves répercussions que la fixation des prix de référence pourrait avoir sur les rapports entre l'Espagne et les pays de la Communauté. Dans cette hypothèse le Gouvernement espagnol se verrait dans l'obligation de prendre les mesures de défense adéquates à la situation.

Afrique du Sud

La mission d'Afrique du Sud a présenté à la Commission une note verbale, en date du 20 juillet 1965, concernant l'interdiction d'importation de viande sud-africaine, aux termes des mesures de protection en vigueur dans les pays membres, contre un nombre de maladies du bétail, notamment la stomatite aphteuse.

Sur recommandation de la Commission européenne contre la stomatite aphteuse, l'Italie a interdit, en 1960, l'importation de viande venant du Continent africain. Les recommandations de la Commission prévoient, toutefois, des arrangements spéciaux permettant aux pays de l'Afrique d'exporter de la viande vers l'Europe, sous condition que des vétérinaires du pays importateur visitent le pays exportateur en question, aux fins de se rendre compte par eux-mêmes de l'occurrence des maladies du bétail dans ce pays et des mesures de contrôle qui y sont en vigueur.

Sur la base de ce contrôle, les autorités italiennes ont récemment levé le ban sur l'importation de viande venant de l'Afrique du Sud.

Depuis quelques temps, l'Afrique du Sud a également négocié l'importation aux Pays-Bas de viande et de produits de viande sud-africains. Les Pays-Bas ont toutefois déclaré qu'il serait préférable que l'Afrique du Sud fasse des propositions à ce sujet directement auprès de la Commission.

Les autorités sud-africaines sont d'avis que l'Afrique du Sud sera en mesure de se conformer aux stipulations de la Directive 64/433/C.E.E., publiée le 26 juin 1964 et ayant trait aux aspects, du point de vue santé, du commerce en viande fraîche à l'intérieur de la Communauté. Dans ces circonstances et étant donné qu'un Etat membre a déjà levé le ban sur l'importation de l'Afrique du Sud, celle-ci demande que la Commission puisse envisager de lever l'interdiction pour l'ensemble de la Communauté.

SESSION D'ETUDES SUR LES ORGANISATIONS EUROPEENNES

L'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Bruxelles, a organisé du 11 au 24 juillet 1965, avec le concours de la Faculté internationale pour l'Enseignement du droit comparé, une session d'études sur le droit des Organisations européennes.

Cent vingt-cinq étudiants représentant vingt-trois pays participaient à cette session.

Docteurs ou licenciés en droit pour la plupart, beaucoup de ces « étudiants » étaient déjà engagés dans la vie professionnelle : la présence de fonctionnaires des organisations

internationales (en particulier huit membres et stagiaires de la C.E.E.), de membres du corps diplomatique, de journalistes, d'avocats, de magistrats, de conseillers juridiques de sociétés commerciales et industrielles est symptomatique.

Elle traduit la nécessité dans un nombre croissant de secteurs professionnels d'une formation juridique européenne.

L'originalité de cette session était de permettre, d'acquiescer, en un laps de temps limité, une connaissance générale et cependant assez complète des institutions européennes.

Dans cette perspective, l'histoire, la nature et le fonctionnement de ces institutions, et notamment des Communautés, ont été systématiquement étudiés.

L'enseignement était assuré par d'éminentes personnalités juridiques : professeurs d'universités et hauts fonctionnaires des Communautés :

M. C. A. COLLIARD, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris.

M. R. MONACO, Professeur à l'Université de Rome, Juge à la Cour de Justice des Communautés européennes.

M. W. J. GANSHOF VAN DER MEERSCH, Professeur à la Faculté de Droit de Bruxelles, Président de l'Institut d'Etudes européennes.

M. J. de SOTO, Professeur à la Faculté de droit et des Sciences économiques de Paris.

M. J. H. KAISER, Directeur de l'Institut für Öffentliches Recht der Universität Freiburg/i. Brisgau.

M. B. AUBIN, Directeur de l'Institut für Europäisches Recht der Universität Saarbrücken.

M. J. REY, Membre de la Commission de la Communauté économique européenne, Professeur à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Bruxelles.

M. A. H. ROBERTSON, Chef de la Direction des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

M. A. DAUSSIN, Directeur des Affaires administratives du Conseil de l'Europe.

M. J. P. DELAHOUSSE, Directeur au Service Juridique commun des Exécutifs européens.

M. M. WAELBRECK, Directeur des recherches juridiques à l'Institut d'Etudes européennes, Chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Bruxelles.

Par ailleurs, une journée de visite au siège de la C.E.E. a donné aux étudiants l'occasion de contacts directs avec les membres et les services des Communautés européennes.

AU JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(Dépouillement du n° 146 du 23 août au n° 167 du 9 octobre 1965)

LE CONSEIL

RÈGLEMENTS.

Règlement n° 126/65/C.E.E. du Conseil, du 22 septembre 1965, modifiant les règlements n°s 45, 46, 116, 129/63/C.E.E. et 59/64/C.E.E. du Conseil en ce qui concerne les **œufs à couvrir** de volailles de basse-cour et les **volailles vivantes** d'un poids n'excédant pas 185 g (159).

Règlement n° 127/65/C.E.E. du Conseil, du 21 septembre 1965, instituant un système d'abattement sur le prélèvement applicable aux importations de **riz décortiqué** en provenance des pays tiers (159).

Règlement n° 128/65/C.E.E. du Conseil, du 22 septembre 1965, portant fixation du montant des prélèvements envers les pays tiers pour le **porc**, la **viande de porc** et les **produits à base de viande de porc**, pour les importations effectuées durant le quatrième trimestre 1965 (159).

Règlement n° 129/65/C.E.E. du Conseil, du 22 septembre 1965, portant prorogation et adaptation du règlement n° 142/64/C.E.E. du Conseil relatif à la restitution à la production pour les **amidons** et la **fécule** (159).

Règlement n° 130/65/C.E.E. du Conseil, du 22 septembre 1965, relatif à l'octroi d'une restitution à la production pour les **graux** et **semoules de maïs** utilisés par l'industrie de la brasserie (159).

DECISIONS.

65/446/C.E.E. : Décision du Conseil, du 22 septembre 1965, relative au contingent tarifaire supplémentaire de **viande bovine congelée** visé à l'article 4 du règlement n° 14/64/C.E.E. (167).

LA COMMISSION

RÈGLEMENTS.

Règlement n° 120/65/C.E.E. de la Commission, du 16 septembre 1965, modifiant le règlement n° 111/65/C.E.E. fixant des montants supplémentaires pour les **viandes de l'espèce porcine domestique** et le **lard** en provenance des pays tiers (155).

Règlement n° 121/65/C.E.E. de la Commission, du 16 septembre 1965, exonérant les **porcs importés d'Autriche** de la perception de montants supplémentaires (155).

Règlement n° 122/65/C.E.E. de la Commission, du 22 septembre 1965, instituant une taxe compensatoire à l'importation de **poisins de table** de plein air en provenance de **Bulgarie** (157).

Règlement n° 123/65/C.E.E. de la Commission, du 22 septembre 1965, modifiant le montant supplémentaire pour les **œufs entiers liquides** ou congelés, les **œufs entiers séchés** et les **jaunes d'œufs liquides** ou congelés (157).

Règlement n° 124/65/C.E.E. de la Commission, du 22 septembre 1965, diminuant les montants supplémentaires pour les **poulets** et **poules abattus** et pour les moitiés ou quarts de poulets et poules (157).

Règlement n° 125/65/C.E.E. de la Commission, du 23 septembre 1965, fixant des coefficients d'équivalence entre l'**orge anglaise** offerte sur le marché mondial et le standard de qualité pour lequel est fixé le prix de seuil (158).

Règlement n° 131/65/C.E.E. de la Commission, du 24 septembre 1965, modifiant la durée de validité de l'article 2 du règlement n° 156/64/C.E.E. réglementant la fixation des prix franco frontière dans le secteur du **lait** et des **produits laitiers** dans les échanges intracommunautaires (159).

Règlement n° 132/65/C.E.E. de la Commission, du 24 septembre 1965, portant abrogation du règlement n° 122/65/C.E.E. instituant une taxe compensatoire à l'importation de **raisins de table** de plein air en provenance de Bulgarie (159).

Règlement n° 133/65/C.E.E. de la Commission, du 28 septembre 1965, portant pour le quatrième trimestre 1965, adaptation et fixation des prix d'écluse pour les **œufs** de volailles, les **volailles** vivantes et abattues, et fixation des prélèvements envers les pays tiers pour les **œufs** de volailles en coquille, les volailles vivantes d'un poids n'excédant pas 185 g et les volailles abattues (160).

Règlement n° 134/65/C.E.E. de la Commission, du 28 septembre 1965, modifiant le règlement n° 97/65/C.E.E. en ce qui concerne les critères de modification des prélèvements applicables au **beurre** fabriqué à partir de crème douce et au **fromage fondu** (160).

Règlement n° 135/65/C.E.E. de la Commission, du 28 septembre 1965, adaptant et fixant les prix d'écluse pour les **porcs**, la **viande de porc** et les **produits à base de viande de porc** pour les importations effectuées durant le quatrième trimestre 1965 (160).

Règlement n° 136/65/C.E.E. de la Commission, du 29 septembre 1965, prorogeant le règlement n° 162/64/C.E.E. relatif à la restitution applicable à certaines exportations vers les Etats membres des produits transformés à base de **céréales** et de **riz** (161).

Règlement n° 137/65/C.E.E. de la Commission, du 5 octobre 1965, relatif à la suppression des montants supplémentaires pour les **épaules**, les **poitrines** et le **lard de porcs** en provenance des pays tiers (165).

Règlement n° 138/65/C.E.E. de la Commission, du 5 octobre 1965, instituant une taxe compensatoire à l'importation de **raisins de table** de plein air en provenance de Bulgarie, Roumanie et Yougoslavie (165).

DECISIONS.

65/411/C.E.E. : Décision de la Commission, du 10 août 1965, relative au recours de la république fédérale d'Allemagne à l'article 115 alinéa 1 du traité, pour exclure du traitement communautaire les **machines à coudre** à usage domestique de la position 84.41 ex A du tarif douanier commun, originaires de la république populaire de Chine, et mises en libre pratique dans les autres Etats membres (147).

65/423/C.E.E. : Décision de la Commission, du 7 septembre 1965, autorisant la république fédérale d'Allemagne à diminuer les prélèvements pour les **oies** abattues (155).

65/426/C.E.E. : Décision de la Commission, du 17 septembre 1965, relative à une procédure au titre de l'article 85 du traité (IV/A-02702 Hummel-Isbecque) (**règles de concurrence**) (156).

65/427/C.E.E. : Décision de la Commission, du 17 septembre 1965, relative à la fixation des moyennes arithmétiques des **prélèvements agricoles** envers les pays tiers servant de base pour le calcul du prélèvement compensateur institué en vertu de l'article 10 du traité (160).

65/436/C.E.E. : Décision de la Commission, du 13 septembre 1965, fixant le montant maximum de la restitution valable pour les exportations de **bovins vivants** vers les pays tiers (162).

65/437/C.E.E. : Décision de la Commission du 23 septembre 1965, autorisant la République française à diminuer les prélèvements pour les **œufs** en coquille (162).

65/440/C.E.E. : Décision de la Commission du 30 septembre 1965 fixant l'abattement sur le prélèvement applicable aux importations de **riz décortiqué** en provenance des pays tiers (165).

65/443/C.E.E. : Décision de la Commission, du 28 septembre 1965, portant détermination de la moyenne des **prix C.A.F.** et des **prix franco frontière des céréales** et des **brisures de riz** pour le mois d'octobre 1965 (166).

65/447/C.E.E. : Décision de la Commission, du 28 septembre 1965, portant détermination de la moyenne des **prix franco frontière du lait en poudre** pour le mois d'octobre 1965 (167).

RECOMMANDATIONS.

65/428/C.E.E. : Recommandation de la Commission, du 20 septembre 1965, aux Etats membres, relative à la communication préalable à la Commission, à l'état de projets, de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives (**produits industriels ou agricoles**) (160).

AVIS.

65/441/C.E.E. : Avis de la Commission du 28 septembre 1965 adressé au gouvernement du grand-duché de Luxembourg au sujet du projet de règlement grand-ducal concernant les **transports rémunérés de marchandises par route** (165).

BIBLIOGRAPHIE

COMMUNAUTES

Science politique et intégration européenne, par Jean Meynaud et Dusan Sidjanski. (Institut d'Etudes Européennes; Genève, 1965), 106 pages.

On ne peut imaginer, au premier abord, meilleur sujet de science politique que celui de l'analyse de l'intégration européenne sous ses différents aspects. Cependant l'ouvrage collectif de Jean Meynaud et Dusan Sidjanski, publié sous les auspices de l'Institut d'Etudes Européennes de Genève, démontre, presque à chaque page, que si le sujet est « beau », il est aussi incroyablement difficile.

L'aperçu synthétique de Jean Meynaud, qui aborde d'entrée de jeu le fond du problème, marque clairement les innombrables difficultés techniques auxquelles la science politique se heurte dans l'étude d'un phénomène d'intégration qui demeure économique au premier chef. Les débats du colloque de la Tour de Peilz, résumés par Dusan Sidjanski, confirment cependant que les spécialistes ne sont pas dépourvus de tout instrument d'analyse, surtout lorsqu'il s'agit de praticiens comme A. Spinelli ou J. R. Rabier, dont les interventions reposent sur l'expérience vécue des faits. Enfin, l'esquisse d'un schéma sur les groupes européens, complétée par une étude d'Henri Schwamm sur le mouvement d'interprétation des entreprises dans la construction mécanique européenne, complètent heureusement l'ouvrage en donnant un exemple de ces monographies qui, multipliées et généralisées, permettraient de briser le quasi-monopole que les chercheurs américains conservent dans le domaine de l'étude politique d'une intégration européenne, à laquelle ils ne participent pourtant que de l'extérieur.

**

L'intégration économique constitue un facteur d'union politique mais, contrairement à une interprétation répandue dans certains milieux, la Communauté économique européenne n'est pas actuellement une Communauté politique véritable, simplement un système politique à vocation sectorielle ou, selon l'expression de Jean Meynaud, « départementale ». Le Marché commun ne peut donc prendre tout son sens que dans le cadre d'une Communauté politique européenne dont l'édification ne peut être attendue de la seule mise en œuvre de l'intégration économique. Et sur ce plan, on est amené à se demander si l'idéologie politique européenne n'est pas en profonde sclérose, si le projet global européen n'a pas prématurément vieilli faute d'avoir su s'adapter aux changements intervenus dans le monde depuis le Congrès de La Haye de 1948. Il y aurait beaucoup à dire sur la comptabilité des projets d'union politique allemand ou italien avec les objectifs particuliers poursuivis par ces mêmes gouvernements. A l'extrême, ces tentatives peuvent être interprétées comme un refus volontaire d'y voir clair, comme la recherche d'une Europe indolore alors que l'enfantement d'une Europe consciente d'elle-même ne se fera

que dans la douleur. L'unification européenne exige un choix politique décisif.

**

L'absence de choix place d'ailleurs les chercheurs de science politique dans l'embarras. Dès lors, la façon dont ceux-ci posent les hypothèses ou interprètent les résultats dépend essentiellement de leur opinion subjective. Le colloque de la Tour de Peilz en donne quelques exemples. P. Duclos, estimant impossible de partir de l'Europe des espérances pour parvenir à l'Europe des réalités, préfère le cheminement inverse qui le conduit à une théorie générale de l'intégration. Il s'efforce de définir un « seuil de politification » traduisant le passage d'une situation diplomatique — affrontement plus ou moins libre des forces en présence — à une situation politique, dans laquelle ces forces se soumettent en définitive à un arbitre. L'intégration serait réalisée une fois le seuil de politification franchi. Ainsi, un problème de sociologie politique ardu deviendrait-il techniquement abordable.

J. R. Rabier souligne, quant à lui, combien il serait préférable de disposer d'indicateurs permettant, pour les prochaines périodes, de savoir dans quelle mesure nous avançons, nous stagnons ou nous reculons par rapport au dessein qui était celui des « pères fondateurs » de nos Communautés.

Il pourrait s'agir d'indicateurs des échanges, comme le propose K. W. Deutsch, échanges de toute nature, matériels et moraux, techniques et culturels, entre les diverses parties en voie d'intégration. Mais on devrait surtout approfondir, selon l'expression de J. R. Rabier, l'extension de l'« Eurosphère », c'est-à-dire des diverses sphères de personnes ou de groupes qui participent activement à l'intégration ou qui, étant directement touchés par ses effets, réagissent d'une manière significative. Le lecteur abordera ensuite avec fruit une intéressante étude sur les « promoteurs », les « eurocrates » et les autres sphères au niveau européen ou national, étude complétée par l'esquisse d'un schéma sur les groupes européens. Dans la même perspective, l'examen du mouvement d'interpénétration des entreprises dans la construction mécanique européenne fournit un indicateur précieux sur la localisation des centres de décision, compte tenu du fait, lourd de conséquences, que les entreprises européennes ont noué jusqu'à présent, plus de liens avec les entreprises américaines qu'entre elles.

Constatons simplement, avec quelque regret, qu'aucun modèle ne permet actuellement de relier ces différents indicateurs entre eux.

Sans doute, la méthode poursuivie était-elle la seule utilisable. L'intégration européenne est un phénomène unique, ne permettant pas l'application d'une méthode probabiliste sous forme de programmation ou d'élaboration scientifique d'une stratégie. On ne doit pas perdre de vue toutefois que la construction de l'Europe ne peut aboutir que s'il se dégage un large accord sur les fins. Faute de quoi l'Europe de demain ne serait qu'une Europe sans visage.

Claude BERGER.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

BANQUE FONDÉE EN 1864 - CAPITAL F 150 MILLIONS
SIÈGE SOCIAL : 29, boulevard Haussmann, PARIS

BANQUE - BOURSE - CHANGE

1.500 Agences et Bureaux en France et en Afrique

Succursales, Filiales et Sociétés affiliées :
 AFRIQUE, ALLEMAGNE, ANGLETERRE, ARGENTINE, BELGIQUE, ESPAGNE,
 ETATS-UNIS, GRAND DUCHE DE LUXEMBOURG, SUISSE.

Correspondants dans le monde entier

LA REVUE FRANÇAISE DE L'ÉNERGIE

Etudie depuis 1949 sous les signatures des praticiens les plus compétents, les problèmes relatifs à l'économie et aux structures des industries du charbon, du pétrole, de l'électricité, du gaz, de l'énergie atomique. Chaque numéro contient la « Situation Economique Française » par Alfred SAUVY.

Abonnement pour un an :

France : **57 F**
 Etranger : **62 F**

Le numéro spécial 1965
 (novembre-décembre)

sera consacré à

**LA CONVERSION
DES ENERGIES**

Source d'énergie de l'avenir

Prix après parution : **15 F.**

H

PARIS

GRAND HOTEL

**TERMINUS
SAINT-LAZARE**

387-36.80

108, Rue St-Lazare

TELEX 27646

400 CHAMBRES

●
SA

ROTISSERIE NORMANDE

DROIT SOCIAL

REVUE DES RAPPORTS PROFESSIONNELS
DE L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DU TRAVAIL

COMITE DE DIRECTION

Son Comité de Direction est composé de Professeurs de Droit et de Membres du Conseil d'Etat. Il comprend les personnalités suivantes :

François de MENTHON et Pierre Henri TEITGEN, Directeurs-Fondateurs
P. BAUCHET, Ch. BLONDEL, G. CAMERLYNCK, J. DOUBLET, J.-J. DUPEYROUX,
P. LASSEGUE, J. MILHAU, P. REUTER, J.-J. RIBAS, J. RIVERO, R. ROBLLOT,
J. SAVATIER, M. VASSEUR.

REDACTION

Chaque numéro mensuel de 64 pages 21 × 27 comprend trois parties :

- I. — Droit professionnel et économique, sous la direction de Pierre-Henri TEITGEN et Michel VASSEUR.
 - II. — Travail (Jean SAVATIER).
 - III. — Sécurité sociale (Jean-Jacques DUPEYROUX)
- } sous la direction
de Jacques DOUBLET

EXTRAIT DU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE NOVEMBRE 1965

I. — DROIT PROFESSIONNEL ET ÉCONOMIQUE

Développement du leasing en France, par P. ADAM et A. VALLEREY.
La situation économique française, par A. SAUVY.

II. — TRAVAIL

Le syndicalisme dans l'entreprise, par André AUMONIER.

III. — SÉCURITÉ SOCIALE

L'exercice par un salarié d'une activité indépendante à titre accessoire, par Gérard LYON-CAEN.
Le statut professionnel des médecins de la sécurité sociale minière, commenté par René BONNET.
Rapport de la Commission de l'article 24 du décret du 12 mai 1960 (Modifications des relations entre les Caisses, les pouvoirs publics et les professions médicales et para-médicales).

Le prix de l'abonnement est de 66,00 F pour la France ; 71,00 F pour l'étranger.

LIBRAIRIE SOCIALE ET ECONOMIQUE, 3, rue Soufflot, PARIS (5^e) - C.C.P. Paris 1738-10

SPECIMEN ET TABLES SUR DEMANDE

*Pour le placement
de vos
épargnes,*



BONS DU TRÉSOR

(1 an — 2 ans — 3 ou 5 ans)

LA REVUE FRANÇAISE DE L'ÉNERGIE

consacrera un numéro spécial en novembre-décembre 1965 à

LA CONVERSION DES ÉNERGIES

SOMMAIRE

PREFACE

de M. Jean COUTURE, Secrétaire Général à l'Énergie

INTRODUCTION

- **L'usage des énergies nouvelles dans le cadre militaire**, par M. le Professeur AIGRAIN, Directeur des Enseignements Supérieurs au Ministère de l'Éducation Nationale.
- **Vue générale sur l'usage des énergies nouvelles**, par M. Gérard LEHMANN, Directeur Scientifique de la Compagnie Générale d'électricité.
- **Perspectives et tendances se dégageant du colloque sur la conversion des énergies des 25 et 26 février dernier**, par M. BONNEMAY, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, Directeur du Laboratoire d'Électrolyse au Centre National de la Recherche Scientifique.
- **Les milieux ionisés et la conversion des énergies**, par M. le Professeur YVON, Conseiller Scientifique auprès du Haut Commissariat à l'Énergie Atomique.

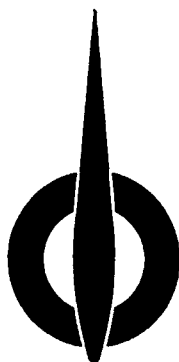
ETUDES

- **Les piles à haute température**, par M. SOURIAU, Chef du Service des Etudes Avancées et sous-contrats à la Direction des Etudes et Techniques Nouvelles du Gaz de France.
- **Les piles à basse température**, par Mme BLOCH, MM. BREELLE et DEGOBERT, de l'Institut Français du Pétrole.
- **Les piles à moyenne température**, par M. LAROCHE, Chef du Service de Physico-Chimie de l'O.N.I.A.
- **Considérations sur l'application aux générateurs mobiles des piles à combustibles**, par M. J. P. MAYEUR, Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique, Ingénieur du Centre de Recherches de la Compagnie Générale d'Electricité.
- **Magnéto-hydrodynamique**, par M. FABRE, Chef du Département des Nouvelles Techniques de Production au Service du Matériel de Production et de Transformation de la Direction des Etudes et Recherches de l'Electricité de France.
- **La conversion photovoltaïque et la conversion thermoélectrique**, par M. RODOT, Directeur de Recherches au Laboratoire de Magnétisme et de Physique du Solide du Centre National de la Recherche Scientifique.
- **La conversion thermoïonique**, par Mme KOCH, Ingénieur-Docteur de l'Ecole Supérieure de Physique et Chimie, et M. DEVIN, Ingénieur au Commissariat à l'Énergie Atomique.
- **Les petits générateurs électriques**, par M. TABOR, Directeur du Laboratoire National de Physique d'Israël.
- **Le rôle du fuel et du gaz dans le développement des nouveaux procédés de production d'énergie électrique**, par M. Paul LEFEVRE, Ingénieur en Chef à Esso Standard (Direction Recherches et Développement).
- **Performances électriques et applications des piles à combustible micro-poreuses**, par M. K. R. WILLIAMS, de la Shell Royal Dutch.

Prix de souscription du numéro : 12 F. — Prix après parution (15 décembre) : 15 F.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Capital : 791.622.400 F. Siège Social : 5, rue Michel-Ange, PARIS-16*



Recherche, Production, Raffinage, Transport,

Distribution des hydrocarbures liquides et gazeux

DE LA RECHERCHE...

... AUX PRODUITS

TOTAL



SIEGE SOCIAL : 14, rue Bergère, PARIS IX^e

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra, PARIS II^e



Pour exploiter pleinement les possibilités que vous ouvre le
"MARCHÉ COMMUN"
vous devez résoudre de multiples problèmes

NOTRE SERVICE
"MARCHÉ COMMUN"

a été spécialement créé pour vous y aider.

Grâce à ses liaisons permanentes avec les Correspondants du COMPTOIR
NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, à l'étranger, notre

SERVICE "MARCHÉ COMMUN"

met à votre disposition une DOCUMENTATION abondante et constamment
renouvelée. Il vous facilite vos PROSPECTIONS et vos ENTREES en RELA-
TIONS. Il vous permet de rechercher plus sûrement et de conclure plus faci-
lement des accords de REPRESENTATION, de FABRICATION, de SPECIA-
LISATION. Enfin il facilite vos INVESTISSEMENTS et vos IMPLANTATIONS
dans la Communauté Européenne.

CONSULTEZ NOTRE SERVICE MARCHÉ COMMUN, soit directement, 14,
rue Bergère, Paris, 770 55-60, soit par l'intermédiaire de nos 850 agences
et bureaux en France.

AGENCES, FILIALES ET REPRESENTATIONS
DANS LE MONDE

EUROPE : LONDRES, 8/13 King William Street, E.C. 4
BRUXELLES, 2, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères
MONTE-CARLO, 1, Galerie Charles-III

AFRIQUE : ALGERIE... ALGER, 45-47, rue Didouche-Mou-
rad — **TUNISIE...** filiale à Tunis, Banque d'Escompte
et de Crédit à l'Industrie en Tunisie (B.E.I.T.), 74, av.
Habib-Bourguiba. — **MADAGASCAR...** filiale à Tanana-
rivo, Banque Malgache d'Escompte et de Crédit (BAMES),
place de l'Indépendance.

AMERIQUE DU NORD : Filiale à NEW YORK,

French American Banking Corporation, 120, Broadway,
5, N.Y.

AMERIQUE DU SUD : Représentant pour l'ARGENTINE,
le CHILI, l'URUGUAY, à BUENOS AIRES, Reconquista,
165 — Délégation pour le BRESIL, la BOLIVIE, la CO-
LOMBIE, l'EQUATEUR et le PEROU, Rua 24 de Mayo,
276, App. III SAO PAULO.

ASIE : INDE... BOMBAY, The French Bank Building,
Hornji Street — CALCUTTA, Stephen House, 4-A Dalhou-
sie Square East — Représentation à NEW DELHI, Raten-
don Road, 19.

AUSTRALIE : MELBOURNE, 27, Queen Street — **SYDNEY**, French Bank Building, 12, Castlereagh Street